QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - Nº 12721 - 6 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 22-LUNDI 23 DÉCEMBRE 1985

anti-cumul

Print

En clôture de la session ordi-naire et en ouverture de la ses-sion extraordinaire convoquée par le président de la Républi-que, le Purlement a adopté défi-nitivement, dans la muit du 20 au 21 décembre, le projet de loi overnime et le projet de loi overnime et le projet de loi organique et le projet de loi simple concourant tous deux à la limitation du cumul des man-dats et des fonctions électives. Conformément à la Constitution, la loi organique devra être somnite au Couseil consti-tutionnel avant d'être promi-guée par le président de la République.

Une «révolution» e eu lien le vendredi 20 décembre à minuit : les deux Chambres du Parlement se sont mises d'accord pour limi-ter le nombre des mandats qu'un élu peut détenir. La France s'aligne ainsi sur la plupart des autres grandes démocraties occidentales où le cumpl est pratiquement inconnu, que la loi l'interdise ou non. Une tradition, bieu française, s'écroule. Depuis l'aube de la République, le cursus des élus les emenait à ecumuler titres, charges, fonctions et mandats. Tout les y conduisait : la centralisatioo du pouvoir qui incitait tout maire à accroître ses possibilités de se faire entendre à Paris; la modicité des moyens administratifs et financiers que la nation accordait à ceux qui se mettaient à son service; la crainte enfin au'un concurrent ne devienne trop puissant dans sa sphère d'influence.

L'accroissement, depuis quel-ques années, des moyens accordés anx cins a renda cette révolution possible. La décentralisation, qui a aogmenté les pouvoirs — et donc le travail – des responsables locaux, l'a renda indispensable. L'un des effets de la proportionnelle va également être acccéléré : les députés voot être sérieusement incités à se préoccuper davantage des affaires de l'Etat, moins des problèmes locaux.

Cette limitation des cumuls, les socialistes l'out fait avaliser par l'opposition, ou tout au moins par une partie d'entre elle. C'est pour eux une victoire, là où, notamment, M. Valéry Giscard d'Estaing evait échoué (en 1978), à cause du refus du RPR. Les chiraquiens ont accordé à M. Mitterrand ce qu'ils evalent refusé il cette limitation, les députés RPR étaient ebsents du Palais-Bourbon lors du vote final. Les sénateurs du mouvement, eux, ont finale-ment approuvé cette législation pour privilégier l'anité de la majorité sénatoriale. S'ils ont mis en avant les concessions obtenues par le Sénat, qui, disent-ils, vident le projet initial du goovernement de sa substance, ils not surtout constaté que leur opposition o'aurait pas suffi à mettre le pro-jet en échec, tant était ferme la détermination d'une partie des giscardo-barristes.

THIERRY BRÉHIER. (Lire la suite page 6.)

Le consensus Paris Paralysé par l'arrêt du métro

Grève : la double exaspération

Le trasic était redevenu - tout à sait normal», ce samedi 21 décembre, sur les réseaux de la RATP (mêtro, autobus et RER). Les agents protestaient contre la condamnation à six mois de prison avec sursis du conducteur dont le train, en novembre 1984, avoit happé dans ses portes un voya-geur. La grève prévue à l'origine sur la seule ligne A du RER s'était propagée, en dehors de toute consigne syndicale, à l'ensemble du

réseau, comme si les agents de la RATP n'attendaient qu'une occasion de manifester un mécontentement latent.

Le mouvement a entraîné une paralysie presque totale de la circulation dans la capitale et provoqué l'exaspération des usagers. Pour obtenir la fin de la grève, la direction s'est engagée à introduire un appel conjoint avec le conducteur condamné et à ouvrir des négociations sur la sécurité.



En apparence, les syndicats, condamnés par les temps qui cou-

manettes à EDF ou en laissant des trains en gare à la SNCF on à la rent à des échecs à répétition, se RATP. Débordés par une grève sont bien repris à la RATP le surprise qui s'est propagée comme 20 décembre. Le syndicalisme est une traînée de poudre, les syndiaffaibli, mais il pent encore affi- cats ont fait plier la direction sur cher sa force en absissant des pratiquement tnote la ligue.

Avait-elle vraiment le choix, cette entreprise publique, dont le président, M. Claude Quin, membre du Parti communiste, prône et pratique le dialogue social?

MICHEL NOBLECOURT. (Lire la suite page 13.)

Avec ce numéro -

LE MONDE AUJOURD'HUI

1986 : hommes et mots-clés

La reddition des truands de Nantes

Après des heures de négociations, la police a obtenu la libération des otages sans effusion de sang.

Le procès de Klaus Barbie renvoyé à plusieurs mois

La Cour de cassation estime que l'ancien chef de la Gestapo de Lyon doit être jugé pour l'ensemble de ses crimes.

Les autorités éthiopiennes contre les témoins gênants

Un « médecin sans frontières » expulsé raconte les déplacements forcés de population.

Dates (2) • Etranger (3 à 5) • Politique (6) • Société (7 et 8) des spectacles (10) • Radio-télévision (11) • Météorologie (11) • Mots croisés (11)

LE PROJET D'ACCORD ENTRE BONN ET BERLIN-EST

Allemagne: deux Etats, une culture

femend vient d'être mis au point par Bonn et Berlin-Est après des années de discus-sion. Sa signature par NIM. Helmut Kohi et Erich Honecker devrait être le point d'orgue d'une éventuelle visite en RFA du dirigeant est-

La cultura, c'est un peu ce qui reste quand une nation, historiquement, a fait faillite. C'est pourquoi on était si attaché des deux côtés de l'Aliemagna, et en perticulier dans les milieux intellectuels, à ce projet vieux comme Mathisselem, en négociation depuis plus de douze ans et enfin sur le point d'aboutir, celui d'un accord culturel entre les deux Etats allemands: Vollà qui est fait ou presque : le

gouvernement Kohl a mené à bien des discussions avec Berlin-Est, engagées en 1873 sans succès par engagees en 1873 sans succes par les sociaux-démocrates. Le taxte est actuellement soumis à l'approbation des gouvernements régionaux et devrait être paraphé prochainement, avant même peut-être que M. Honecker ne se décide à rendre visite à la République fédérale. Et pourtant cet accord, que les chrétiens-démocrates de Ronn se chrétiens-démocrates de Bonn se flattent de mettre à l'actif de leur Ostpolitik, a reçu, avant même d'être signé, un désaveu de taille :

celui de l'écrivain Günter Gress, président de l'académie des ente de Berlin-Ouest et sans doute l'un des Allemends les plus attachés à faire progresser entre les deux Etats les contacts entre créateurs et le libre circulation des idées et des œuvres. Son objection majeure, qu'il

exprime dans une lettre adressée au présidant de la République, M. Richard von Weizsäcker, et qui résuma en feit toutes les désitiusons, c'est que ce texte reque d'institutionnaliser les échanges entre cultures officielles et de laisser définitivement pour compte pas, en particulier bien sûr en Allemagne de l'Est. Ce traité risque d'entériner l'ultime phase de la division de l'Allemagne, dit encore Günter Grass, en regrettant qu'on n'ait pas tenté d'introduire dans son préambule la notion de « nation culturella s et d'héritage commun.

Le texte du traité est un cadra dont on n'appréciera en fait l'utilité que par l'application qui en sera falte. Il énonce en termes généraux la volonté des deux parties de procéder, « dans la mesure de leurs possibilités et dans l'intérêt commun », à des échanges de scientifiques, d'enseignants, d'artistes, à l'organisation commune d'expositions, de festiveis de cinéma, à une

coopération en matière d'édition, de radio et de télévision, de sport, Deux déseccords avaient été

invoqués ces demières années pour justifier le blocage des négociations : d'une part le refus de la RDA de voir le traité s'appliquer à Berlin-Quest, et d'autre part la question des œuvres d'art transférées en secteur occidental dans l'immédiat après-guerra, qui sont actuellement propriété de la puissante Fondation pour la culture prussienne (située à Berlin-Ouest) et qua réclame la RDA. Les autorités est-ellemandes refusent presque systématiquement de s'associer à toute exposition dans laquelle trouvent pi couvres prêtées par cette fondation, tant que ne lui auront pas été restitués la tête de Nefertiti et quelques Cranach et Titien qui se trouvaient avant la guerre dans ca qui est devenu Berlin-Est.

Un additif à l'accord constate la persistance de divergences sur ce point et annonce que les deux parties sont prêtes à « rechercher une solution ». Quant à la question de Berlin-Ouest (que la RDA, comme les autres pays de l'Est, e'efforce systématiquement d'exclure du champ d'application de tous leurs accords avec Bonn), on e eu recours au « compromis Frank-Falin » (1). c'ast-à-dire une formula assez creuse qui permet à chaque partie

de s'en tenir à ses principes et laissa au bon vouloir de chacun la recherche d'arrangements prati-

Les négociateure puestallemends, font valoir que, dans le programme d'échanges et de manifestations culturelles communes dejà mis au point pour les deux années à venir, Berlin-Ouest n'est pas laissé pour compte. Les détracteurs auraient souhaité des garanties plus explicites. Ils reppellent les discriminations imposees aux Berlinois de l'Ouest dans l'octroi par la RDA, à l'êté 1984, de certaines facilités de visite pour les Occidentaux. Les libéraux bertinois et le ministre des affaires étrangères. M. Genscher, ont même souhaité que l'accord culturel ne soit signé par Bonn qu'à la condition de voir ces facilités de visite étendues à

Tous les treités inter-allemands recèlent une ambiguité, puisque, en même temps qu'ils servent un certain repprochement, ils constituent inévitablement un acte de recon-naissance de le RDA en tant qu'Etat à part entière. Le rêve de Günter Grass, partagé par de nombreux intallectuale puest-ellemende s'était en quelque sorte que Bono reconnût pleinement la « division politique » en contrepartie de l'affir-

Berlin-Ouest.

plan culturel. La politique de Berlin-Est en le metière s'est quelque peu effinée depuie l'époque où, l'Abgranzung (la séparation) étant le mot d'ordra dens tous les domeines, la RDA prétendait affirmer une identité culturelle propre. Elle a compris depuis qualques ennées les limites de cette politique et le parti qu'ella pouvait tirer de l'héritage culturel allemand, dans un esprit qui est d'ailleurs plutôt de compétition que da partage avec la République fêdérale.

De là à imaginer, pour la culture vivante, un relachement de la censure, if y a un pas que l'accord qui vient d'être mis au point n'aidera sans doute en rien à franchir. On a du mai è imaginer que, sous prétexte que les Etats s'engagent à coopérer en matière d'édition par exemple, des écriveins estllemends qui ne publient qu'à l'Ouest soient enfin lus chez eux. Mais pouvait-on en fait espérer eutre chose ?

CLAIRE TRÉAN.

(1) Un compromis qui avait été trouvé en 1973 par Paul Frank, secrétaire ouest-allemand aux affaires étrangères, et Valentin Falin, ambassadeur d'URSS à Bonn, et qui avait permis d'écarter « l'obstacle Berlin-Ouest » à la signature du traité germano-soviétique.

LA FINALE DE LA COUPE DAVIS A MUNICH

Boris Becker, l'enfant chéri... et cher

Boris Becker o'a pas déca les nageur ouest-allemand collec-neique 12 000 spectateurs tionne en attestent. Ses perforquelque 12 000 spectateurs ouest-allements, dont certains avaient payé 1 000 DM au marché noir leur place dans le stade Olympia Halle de Munich pour le voir. En battant le 20 décembre en quatre manches (6-3, 3-6, 7-5, 8-6) le récent champion d'Australie Stefan Edberg, il a permis à la RFA d'égaliser dans la finale de Compe Davis contre la Suède après la victoire de Mats Wilder sur Michael Westphal (6-3, 6-4, 10-8).

De notre envoyé spécial

Munich. - Dans une piscine, Michael Gross est un prodige : reeprds, titres mondieux et médailles olympiques que ce

mances lui valent de faire régulièrement les groe titres dea journaux. Pourtant il dit : . Pour passer aussi souvent que Boris Becker à la télévision, il faudrait que je marche sur l'eau comme Jésus-Christ. Aurait-il donc accompli quel-

que miracle, ce Siegfried, poil de carotte et bien nourri, de dix-huit ans pour être décoré par le prési-dent de la République Weizsacker, comblé de prix et de distinc-tions par tous les organismes et harcelé par les journalistes? En un mnt, puisqu'il a réussi ce qu'aucun Allemand n'avait fait auparavant : il a gagné Wimble-don en étant de surcroît le plus jeune et le premier champion non classé tête de série.

L'écho qu'a eu cet événement outre-Rhin est fantastique: pour diffuser en direct sa finale londonienne contre Kevin Curren, la télévision allemande e renoncé an reportage sur le Grand Prix de RFA de formule I qui s'est disputé le même jour au Nurburgriog. Le taux d'écoute a été supérieur à 30 %, un record qui n'avait plus été établi depuis la finale de la Coupe du monde de football disputée et gagnée en 1974 par l'équipe nationale. Près de soixante mille lettres d'admirateurs allaient suivre cette victoire.

Depuis, l'engouement pour ce jeune garçon surnommé Boum, Boum, en raison de son service explosif, n'a pas fléchi. Mieux, il a atteint ces derniers jours, à la veille de la finale de la Coupe Davis contre la Suède, une sorte

de paroxysme. Le jeune champion a été l'invité vedette d'une profusion de manifestations, et les moindres de ses faits et gestes ont été rapportés et commentés par la presse. Le très sérieux Spiegel lui e consacré un dossier de dix pages pour y rechercher le reflet de la société allemande contemporaine. Le très populaire Bild lui a fait raconter par le menu «sa vie de fou». Tous les médias le livrent en pâture à une clientèle qui, manifestement, en redemande. Cette frénésie se retrouve dans les petites annonces des journaux où des femmes ont proposé «une nuit d'amour» en échange d'un billet d'entrée au Olympia Halle, où doit se disputer le match contre la Suède.

> ALAIN GIRAUDO. (Lire la suite page 8.)

365 jours en face de Dieu Traduction d'Elisabeth de Miribel Tous les jours de l'année,



le Saint-Père nous livre ses méditations sur les grands mystères de la foi et souligne la présence du Christ dans l'Église. Jean-Paul II n'aborde pas seulement les problèmes théologiques mais aussi, au fur et à mesure des jours, les thèmes de notre temps : technologie, conscience morale, foi et culture. respect de la vie.

COUP DE FRINGU SUR LES SOLDES IGGE

Mites aux en

cro-ordinate.

ilimentees

Lundi 23 décembre. -Conversations Chypre-CEE, Damas : poursuite des négociations sur le «plan de paix» à Bey-

des « benbellistes ».

Vendredi 27 décembre. -Sixième anniversaire de l'invasion de l'Afghanistan.

SPORTS

Dimanche 22 décembre. Athlétisme : Cross du Figuro à Paris. Rugby : championnat de France (treizième journée). Tennis : finale de la Coupe Davis (RFA-Suède à Munich).

Basket-ball: tournoi international de Noël à Paris (se ponrsuit diman-

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75-027 PARIS CEDEX 69 Télex MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81 Tel.: (1) 42-47-97-27

Edité par le S.A.R.L. le Monde

Anciens directeurs: Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) Durée de la société :

cinquante ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social:

Principuex associés de la société : Principasi and a second of the control of the contr Administrateur: Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet.



5, rue de Monttessey, 75067 PARIS Tel : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Telex MONDPUB 206 136 F

imprimerie da • Monde • 7, r. des Italien PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et nublications, nº 57 437 et publications, nº 57 4 ISSN: 0395 - 2037

ABONNEMENTS 6 mais 9 mais

FRANCE 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ÉTRANCERS PAR VOIE NORMALE F 1337 F 1952 F 2530 F

ETRANGER (pur messegeries)

- ELCROME/LUXESBOURG/PAYS-BAS

299 F 762 F 1689 F 1380 F

11 - SURSSE TUNESE

504 F 972 F 1 464 F 1806 F Par voie afrianne : turif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois voies) voudront blen jornére ce
chèque à leur demande.
Chengements d'adnesse définitifs ou
provincires (dent semaines ou plus) : nos
abonnés sont invités à formaier leur demande une semaine au moints reur dedépart. Joindre la dernière bande d'envoi
à nouse currespontance.

Voulles avel l'obliguese d'écrire tens les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER Aplrie, 2 DA; Merce, 6 dr.: Turbie, 550 m.; Allemagne, 250 DM; Astriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Camada, 1,80 S; Câte-d'hreiré, 420 F CFA; Daneszark, 7,80 kr.; Espagne, 160 pes.; E-M., 1,25 S; C.-S., 55 p.; Grice, 140 dr.; Iriembe, 55 p.; kulie, 2,900 L.; Libye, 0,350 CL; Lucembourg, 45 d.; Norrège, 11 kr.; Paye-Sac, 2,50 S; Portugal, 120 esc.; Sánégal, 450 F CFA; Saède, 11 kr.; Saisee, 1,80 d.; Yougesiarie, 110 al. IL Y A CENT ANS

La France prend le contrôle de Madagascar

de dix jours de négociations, qui se déroulèrent à Tamatave dans la touffeur de l'hivernage, est signé entre les plénipotentiaires francais et les représentants de la reine de Madagascar un traité qui met fin à des hostilités que l'escadre de l'océan Indien, en bombardant les forts de la côte nord-ouest de l'île, a ouvertes un au et demi plus tôt. Traité de protectorat? Oni, aux yeux du gouvernement français. Non pour la monarchie d'Antananarivo, puisque nulle part le terme de protectorat ne figurait dans le texte de l'accord. Mais inconstestablement l'ouverture d'une ère nouvelle, qui allait conduire la Grande Ile, dix ans plus tard, à la perte de son indépendance.

Sur le moment, c'est un sentiment de soulagement qui domine de part et d'autre. Par un compromis que chacun peut présenter comme honorable, les deux gouvernements se dégagent d'un conflit devenu inextricable et dont la logique u'apparaît guère. Arguant d'une menace – peu évi-dente – sur ses droits, le gouver-nemeut français a lancé, avec apparemment beaucoup de légèreté, une expédition navale improvisée, chargée d'imposer de changeantes revendications. Aussi. au delà des prétextes, parfois peu cohérents, ouvertement évoqués, il faut rechercher jes motivations profondes de l'agression française.

Premier ministre depuis 1861 et époux de la reine, Rainilaiarivony est, an senii des années 1880, l'homme fort de la monarchie malgache. Habile politique, il est amené, dans le domaine des relations extérieures, à jouer un jeu serré entre lu France et l'Angleterre.

La protection britannique

C'est de la France qu'est tou-jours venn le danger. Dès 1642, la Compagnie des Indes orientales s'était installée dans le sud-est de l'Ile. Brève occupation, puisqu'en 1674 les colons français sont massacrés par les indigènes. Seule une poignée de rescapés peut se réfugier à Bourbon, la future île de la Réunion. Mais entre-temps, en 1665, la prise de possession de Madagascar, sons le nom de «France orientale», a été solennellement «proclamée». Et, à partir de Bourbon, dans la deuxième moitié du dix-huitième siècle, plane la menace d'une nouvelle implantation française sur la côte orientale.

Tout au contraire, le premier ministre n'a qu'à se féliciter de l'alliance efficace de l'Angleterre, qui a contribué su succès de la politique hégémonique de l'ethnie merina, dont il est issu ainsi que la reine. L'intuition de Sir Farquhar, premier gouverneur de Maurice (l'ancienne île de France, cédée à l'Angleterre en 1814), avait été de miser sur cette ethnie longtemps isolée au cœur de l'île, et qui, au début du dix-neuvième siècle, s'est assuré la domination des Hautes Terres. Faroubar apporte au roi Radama 1 (1810-1828), une aide militaire et largement, par l'intermédiaire des missionnaires britanniques, une coopération technique et culturelle. Le souverain merina impose son autorité aux royaumes de l'est (essentiellement aux populations betsimisaraka) et, à travers les territoires sakalava, se fraie un débouché jusqu'à la côte occiden-

Après les politiques contradiotoires des règnes de Ranavaiona 1" (1828-1861), marqué par une réaction xénophobe, et de Radama II (1861-1863), qui ouvre totalement l'Ile aux intérêts étrangers, Rainilaiarivony hérite d'une succession délicate. Il est amené à se méfier des Français qui, sauf durant le bref intermède de Radama II, reconnu comme roi de Madagascar par Napoléon III, n'ont cessé de se montrer hostiles à la prépondérance merina. Le gouverneur de Bourbon et le ministère de la marine menent une politique prola signature de traités de protecto- neur.

Le 17 décembre 1885, à l'issue rat avec les souverains locaux de la côte ouest. Les missionnaires protestants n'ont nulle peine à convaincre le premier ministre que seule la puissance britannique peut protéger Madagascar des visées françaises.

En 1869, la conversion au protestantisme de la reine et de Rainilaiarivony renforce les liens avec l'Angleterre. Mais le premier ministre est trop prue pour s'exposer à des représailles françaises. Il s'efforce de maintenir un apparent équilibre entre les protestants britanniques et les Français, assimilés aux catholiques. Par ailleurs, la France dispose d'un exceptionnel atout en la autodidacte de génie multiplie dans l'île, au moven de la corvée. les manufactures les plus diverses et s'assure une position privilégiée. Assimilé aux Merina de la jennes qui, déjà pris dans un

tunité recherchée. D'abord, la terre étant considérée comme propriété éminente du souverain, la saisie, en 1878, de l'héritage de Jean Laborde. Ensuite la tournée dans le nord-ouest de deux missionnaires britanniques, qui per-suadent les chefs sakalava, protégés de la France, d'arborer le pavillon merina en signe d'allègeance à la couronne. Ces deux affaires entraînent de vigoureuses protestations françaises. Le consul Baudais, influence par les créoles, espère intimider Rainilaiarivony : il rompt avec Antana-narivo et réciame une démonstration navale. Conscient du danger, personne de Jean Laborde. Cet le premier ministre envoie sans succès une ambassade en Europe et aux Etats-Unis : il prend amèrement conscience de son isoloment. Il se tourne alors vers les

Deux litiges franco-merina de terribles ravages parmi les sol-allaient offrir aux créoles l'oppor-dats et les marins. Avec l'assenti-proportion avec ses moyens, Raiment de Jules Ferry, qui a déjà sur les bras l'affaire du Tonkin et qui restreint considérablement les exigences françaises, Galiber eutame des négociations en novembre 1883. Elles sont, d'après lui, sur le point d'aboutir lorsque la question malgache sort de la quasi-clandestinité dans laquelle le gouvernement français l'avait jusque-là camouflée.

C'est plus d'un au après l'ouverture des hostilités que Madagascar est l'objet d'un premier débat à la Chambre. A la surprise du gouvernement, l'expédition est approuvée, non seulement par les monarchistes, défenseurs des missions catholiques, et par le lobby colonial, mais par une très large majorité. Jules Ferry se voit même reprocher une attitude trop « timorée » par une Chambre

proportion avec ses moyens, Rainilaiarivony n'accepte, après besuconp de réticences, de signer un traité qu'à la condition que n'y figure pas, nommément, le terme de « protectorat ».

Anssi, c'est finalement sur un

compromis que les deux parties tombent d'accord. La France obtient la baie de Diego-Suarez et une indemnité de guerre qui, progressivement goufiée an fil des négociations, est fixée à 10 millions de francs. En contrepartie. elle renonce à ses protectorats sur les royaumes sakalava ainsi qu'au droit de propriété : la reine est reconnue comme souveraine de l'ile tout entière. Mais une ambiguité va être entretenue par quelques mots du traité qui antorisent des interprétations divergentes. S'appuyant sur le texte français (la France - représentera Madagascur dans toutes ses relations extérieures »), le résident général installé à Antananarivo prétend imposer un protectorat officieux en accréditant les consuls étrangers. Fort de la version malgache (la France - représentera Madagascar dans toutes ses relations à l'extérieur »), le premier ministre se déclare seul habilité à le faire. Occupant l'avant-scène diplomatique, cette querelle, qui ne fut que menace de conflit, a peut-être trop reterm l'attention.



La reine de Mindageneur se rendent à la pressente (le Monde Buspel, 1863). praise aut 17 est

plus haute uoblesse, nommé consul de France, jouissant en fait de la double nationalité, il joue un rôle essentiel dans le rétablissement de bonnes relations francomerina.

En fait, vers 1880, Madagascar ne paraît pas directement menacée. Avec constance, le ministère de la marine s'oppose à toute velléité expansionniste. Le danger, pour la Grande Ile, allait venir de sa lilliputienne voisine, la Réunion, cette « colonie colonisatrice » selon le titre d'un ouvrage du Réunionnais Raphael Barquissau, publié en 1922.

L'agriculture de Bourbon, dans la première moitié du dixneuvième siècle, s'est totalement convertie à la canne à sucre. L'hégémonie de cette culture industrielle entraîne le déclin de la production vivrière, la formation de latifundia et la misère des petits Blancs qui se refusent à louer leurs bras pour des salaires dérisoires. Après avoir atteint son apogée sous le Second Empire, l'économie de l'île est touchée à partir de 1863 par une crise profonde, qui s'aggrave encore dans les années 1880-1890. Madagascar, terre nourricière qui fournit riz et bænfs, réservoir de maind'œuvre à bon marché, éventuel exutoire d'un prolétariat naissant qui peut se transformer en lasse dangereuse », se présente alors comme un ultime recours.

Reste à secouer l'indifférence métropolitaine. Mais déjà une vaste campagne d'opinion a été entreprise : les Réunionnais sont à l'origine d'une production littéraire abondante et répétitive. Madagascar y est présenté comme « le pays des mines », doté en particulier d'un immense et mythique bassin houiller; c'est « la terre la plus féconde de l'univers ». Le Merina, étranger d'origine malaise, « avide, cruel, ruse et perfide », « faux civilisé » par la grace des prédicants anglais, exploite impitoyablement le paisible agriculteur betsimisaraka et menace la liberté du fier pasteur sakalava. L'intervention de la sakalava, marquée par la prise de France est plus qu'une question possession de Nosy-Be en 1841 et d'intérêt, c'est une affaire d'hos-

intense et précoce mouvement de scolarisation, sont entraînés militairement et raniment la ferveur patriotique de tous.

Brusquement, le 8 février 1883, le ministre de la marine ordonne à l'amiral Pierre, placé à la tête d'une petite escadre, de détruire les postes merina implantés sur la côte nord-ouest. Puis viennent des instructions complémentaires : occuper Majunga et Tamatave et adresser un ultimatum au premier ministre pour exiger la cession des territoires maleaches au nord du seizième parallèle ainsi que la reconnaissance du droit de pro-priété pour les Français. Ce ministre de la marine, qui prend le contre-pied de la politique de ses prédécesseurs, n'est autre que François de Mahy, inamovible député de la Réunion et chef du premier lobby colonial, le lobby créole. Ministre de l'agriculture en titre, il a manœuvré pour obtenir l'intérim de la marine dans un éphémère ministère Fallières (21 janvier-16 février 1883) et sans perdre un instant a proyoqué une rupture qu'il espère irrémé-

Jules Ferry « timoré »

L'amiral Pierre accomplit la première partie de sa mission. Mais d'Antananarivo, que l'on ne peut joindre à partir de Tamatave que par un sentier escarpé, pro-tégé, selon l'expression prover-biale par les « généraux Fièvre et Foret ., Rainilaiarivony rejette l'ultimatum français. L'amiral Pierre mesure alors l'absurdité de la politique de la canonnière, appliquée dans un pays dont la capitale et l'ethnie dominante se trouvent à plusieurs centaines de kilomètres à l'Intérieur des terres.

Lorsqu'il meurt, en septembre 1883, lui succède, sans enthousiasme, un personnage beaucoup plus politique, l'amiral Galiber. Celui-ci comprend que le résultat le plus tangible de la démonstration navale française est d'uvoir détourné le commerce maritime an profit des neutres et surtout de l'Angleterre. En outre, dès le premier hivernage, le paludisme fait

qui se déclare « résolue à maintenir tous les droits de la France sur Madagascar ». Une commissiou, chargée d'examiner la demande de crédits pour l'expedition, se prononce en faveur d'une occupation particile de l'île. Le vote des crédits, lors du deuxième débat qui s'ouvre, en juillet 1885. s'annouce plus difficile. La Chambre, qui a renversé Ferry-Tonkin le 30 mai, est encore sous le coup de l'émotion suscitée par l'affaire de Lang-Son. Par un discours grandiloquent, de Mahy emporte la décision.

Alors que l'Indochine est percue comme une terre hostile et répulsive, Madagascar exerce sur le Parlement, comme sur l'opinion, une étonmente séduction, Terre de mission pour la droite cléricale, pour la majorité des députés elle est aussi une terre de promission (« un reve des mille et une nuits », « un jouyau des mers -) et une -terre francaise . Lancer une expédition à Madagascar pe signifie nullement se détourner de la ligne bleue des Vosges. Car il ne s'agit pas de s'aventurer dans une nouvelle conquête, mais bien plutôt de reconquérir un morceau du patri-

Cependant, en juillet 1884, Galiber avait été relevé par l'amiral Miot, porteur des exigences exprimées par le Parlement francais. Ces prétentions sont fermement repoussées par le gouvernement malgache. Jules Ferry, nullement désireux d'ordonner une marche sur. Antavanarivo, renonce, en échange d'un traité de protectorat, à toute revendication territoriale (à l'exception de Diego-Suarez). Les négociateurs français s'inquiètent de la tournure que peuvent prendre les événements car le 10 septembre 1885, une offensive lancée contre les retranchements de Farafaty, dans l'arrière-pays de Tamatave, a été repoussée par la garnison merina. La politique aventureuse. des « petits paquets » (c'est-àdire l'engagement de faibles effectifs) risque de conduire à un Lang-Son malgache. De son côté, bien que Madagascar soit épuisée

La chute de la monarchie

一生を表れ

ADPLE. C

MANAGE M

A 1 STATE OF THE PARTY.

4.00

17.5

TE TO PLAN

Art & Starte

 $S_{n}(x_{n},\ldots,x_{n})$

. . .

Masert

Section .

les Services

CC SAME OF THE SECOND S

Secretary of the secret

.....

1.00

4

En fait, paradoxalement, c'est l'application scrupuleuse du traité qui allait entraîner la chute de la monarchie merina. D'abord, par le poids du remboursement de la dette. Pour échapper à l'emprise financière de la France, le premier ministre cherche à lancer un emprunt en Angleterre. Mais le dent général, fait échoner la ten-tative. L'emprant est contracté supper du Comptoir d'escompte de Paris. Cette intervention d'une banque française est à l'origine d'une thèse erronée : celle de la mainmise du grand capital sur Madagascar. En fait, c'est sur l'intervention pressante du gouvernement français que le Comptoir d'escompte a accepté de se prêter à cette opération. Pour verser régulièrement les anmités de la dette, le gouvernement malgache va soumettre le pays, où la circulation monétaire est dérisoire, à des tensions insupportables. Il multiplie et alourdit les impôts et les corvées de toute

·Parallèlement, la reconnaissance de la souveraineté merina sur Tensemble de l'île est un succès diplomatique qu'il faut chèrement payer. Le Myre de Vilers exige que la sécurité des ressortissants français soit partout garantie. Ce qui entraîne de rui-neuses expéditions de pacification. Aux autres corvées vient s'ajouter celle d'un service militaire particulièrement redouté. Bientôt, c'est par milliers que se comptent les désertions de travailleurs et de soldats. Un banditisme se développe, qui est avant tout une riposte à la violence de l'Etat. Alors que l'armée merina s'épuise on se débande en de lointaines campagnes, l'insécurité gagne les Hantes Terres et jusqu'aux confins d'Antananarivo.

Les missionnaires britanniques, longtemps porteurs d'une idéologie de progrès, qui devait servir de modèle à la monarchie merina, n'ont pu empêcher le désengagement du gouvernement de Londres qui, en 1980, reconnaît le protectoral français sur Madagascar. Lorsque la Grande lle sombre dans l'anarchie en 1893-1894, ils en viennent eux-mêmes à souhaiter l'intervention de la France. Ainsi, l'expédition militaire de 1883-1885 aboutit-elle dix ans plus tard dans son projet initial. Engagée à la légère et conclue sans panache, elle a cependant réussi, en saignant à blanc l'économie du royaume malgache. En 1895, la route de la capitale est ouverte aux troupes françaises.

GUY JACOB et FRANÇOISE RAISON-JOURDE.

Etranger

LE SCANDALE DES DÉPLACEMENTS DE POPULATION EN ÉTHIOPIE LA VISITE DE M. CHEYSSON EN ISRAËL Le témoignage d'un « médecin sans frontières » : L'Europe des Douze maintiendra l'expulsion des « gêneurs »

Raconter cette histoire, d'abord pour tenir des promesses faites à des gens dont il vaut mieux taire les noms parce qu'ils sont restés en Ethiopie, leur pays...

cur pays...

Que s'est-il passé entre juillet 1985

— l'emphorie des grands concerts de
Londres et de Philadelphie témoigaèrent de l'un des plus grands mouvements humanitaires de l'histoire —
et ces tristes premiers jours de décembre où Médecins sans frontières,
nous nous sommes retouvés expulsés,
parias, dans la benne du camion de la
Croix-Ronge débarquant à Korem
sous la pluie.

MI-JUILLET: Dans tout le
Wollo, le spectacle nous porte à l'optimisme: les camions chargés de
graines, la densité des organisations,
les centres de distribution, de soins,

les centres de distribution, de soins, de nutrition intensive. Les stocks affluent dans les ports. Nous nous atta-lons à la tâche sans l'ombre d'un

A Sekota, le centre de nutrition alimente cinq fois par jour des en-fants survivants. On voit revenir des sourires et se gonfier les joues. Le re-tour à la vie, les chants et les danses des enfants... La pluie est revenue et ressemble à l'espoir; sauver ces gens rescentive à l'espoir, sauver ces gens sur le terrain, guetter les avions de ravitaillement, organiser la cuisine pour mille personnes, faire face au manque de clous, aménager des

Excellences, tout va bien! >

L'organisation de l'aide comporte L'organisation de l'aide comporte des ronages complexes où se glissent les premiers grains de sable : paperasserie rébarbative, militaires qui s'emparent, sans excès de discrétion, des sacs de dons pour leur propre consommation. A Sekots, la RRC (commission de secours et de réhabilitation) pratique la distribution gé-nérale. Cela devrait vouloir dire que, chaque mois, une famille reçoit une ration de grain ou de farine pour vi-

Mais si les magasins sont vides, est-ce bien à cause des transports ? SEPTEMBRE. Grand show chronométré dévant les ambassadeurs des « pays donateurs ». Des couver-tures multicolores sont distribuées à une foule convoquée à cet effet. Chères Excellences, tota va bien, la route est rouverte, deux convois

Plusieurs personnalités d'Addis-Abeba auraient demandé l'asile politique à l'étranger

M. Dawit Giorgis, responsable de la commission éthiopienne pour l'aide et la rénabilitation (RRC), qui a « disparu » depuis plus de trois semaines, serait actuellement aux Etats-Unis où il souhaite obtenir l'asile politique, a indiqué, le vendredi 20 décembre, le New Yark Times, citent una « source bien informée » à Washington. L'ambassadeur d'Ethiopie à Londres et une dour d'Ethiopie à Londres et une dour d'Ethiopie à Londres et une dour d'aille politique aux Etats-Unis, mais la Foreion Office assure que d'Ethiopie à Londres et une dou-zaine de membres de son ambassade ont également demandé l'asin politique à l'étranger, n dé-claré au quotidien américain, M. Kevin Conway, responsable d'une organisation de soutien à l'Enythrée. Le département d'Etat américain a refusé de commenter ces informations. Selon le New York Times, M. Dewit, personna-

n'aura-t-elle plus de raison d'être ».

proclame un missire. «En attendant, on a encore besoin de tonnes de grain et de beaux camions. » Dix jours plus tard, plus question de convois. Les entrepôts ne sont pas vides, mais les distributions a espa-

cent, les couvertures multicolores ne

25 OCTOBRE, Korem. Des mil-

liers de gens fuient vers les monta-gnes voisines, rendus méfiants par l'appât des bidons d'huile et des sacs

de grain qu'on leur présente. Res-satilement : (déplacement de pope-lation). L'opération permet de cap-turer 600 personnes. Un programme gouvernemental déclare le Nord im-

propre désormais à la culture, 1,5 million d'habitants doivent émi-

grer vers d'autres contrées plus fer-tiles mais surtout moins menacées

sont on un souvenir.

pierne à Londres a dementi que son ambassadeur ait demandé l'asile politique aux Etata-Unis, mais la Foreign Office assure que le poste d'ambassadeur d'Ethopia dans la capitale britannique est actuellement vacant. On fire est actualisment vacant. On the ci-descous le témoignage d'un membre de l'équipe de Médecina sens frontières (MSF), organisation humanitaire que les autorités d'Addis-Abebs ont récemment expulsée d'Ethiopia (le Monde des 4 et 11 décembre),

par semaine vont apporter de quoi nourrir 60 000 personnes, donnezpar les guérilles autonomistes. Les conditions précaires de transport et d'hygiène iont de nambreuses vic-times, de 10 % à 20 %. Le secret qui nous encore des camions et des graines.» Une ète nouvelle comentoure ces manœuvres rend les sta-tistiques peu précises. mence. Pour la fête de la révolution, on a repeint les maisons, la petite cité tricentenaire prend des allures pim-Entre membres des différentes pantes. - Peut-être, en 1986, la RRC

Entre membres des différentes missions, nous parvenons à brosser un tableau de la situation.

MI-NOVEMBRE. Kelala.
L'équipe de MSF découvre un mouroir, des gens séquestrés depuis di jours, sans soins et pratiquement sans nourriture. Ils devaient partir, mais le désordre joint à notre intervention les font échapper, pour cette fois, à la «terre promise».

Déportés « volontaires »

A Sekota, je distribue des graines de légumes pour un jardin modèle, nvec le chef du parti, les représen-tants des paysans. On parle de dévo-loppement, cultures maraîchères, micro-barrages, forages, irrigation : un bel avenir en perspective. Dans cette région a impronse à la cette région . - impropre à la culture », tomates, carottes et autres légumes poussent à qui mieux mieux. Alors pourquoi cetie déportation?

Des témoignages font état de réformes agraires anarchiques, d'aug-mentations vertigineuses des taxes ayant désorganisé l'agriculture... Fa-mine organisée?

Un an après les images d'enfants squelettiques de la BBC qui émurem tant de cœurs pour l'Ethiopie, un lundi soir à Sekota, voici notre tour mind soir à Segona, voici intre duit arrivé. A côté de notre centre de nu-trition, les milicieus rafient et pous-sent comme du bétail une centaine de personnes affolées. Nous reconnaissons des enfants dont nous sommes responsables. • Ils emportent ma femme », supplie un de nos zabanias (employés). Nous parvenons, non sans prine, à sanver quelques-uns de coux qui, terrorisés, s'accrochent à nous. «Déportés volontaires» ?

Le lendemain matin, très tôt, l'un de nous découvre par hasard, dans une église désaffectée deux cents personnes gardées par des miliciens en armes. Il y a là des malades, une femme à l'agonie près de son bébé. Pas d'eau, pas d'hygiène. Des enfants portant leurs bracelets MSF. Mais les miliciens, furienx de notre interpation deuxent l'alerte. Les seus du les miliciens, furieux de notre intervention, doment l'alerte. Les gens du parti et de la sécurité arrivent. C'en est fait de la - belle coopération . Wabei, chef de la sécurité, frappe une de nos infirmières. Pourparlers houleux, meetings, le délégué des CICR est là, lui aussi. Les camions qui devaient embarquer les malheu-renz quittent la ville à vide.

C'en est trop. La décision est prise. Nous sommes expulsés par le gouver-nement. « Chassés comme des vo-léurs », me dit un des jeunes Ethio-piens de notre équipe. Nuss n'avons pas tout vu, nous ne savons pas tout ce qui-se passe, personne ne se do-place librement en Ethiopie... Que faire? Interrompre une side qui sert pour une part à l'inancer, nu même grâce aux camions, à mettre en œu-vre ces « déportations »? Non certes. Mais que les généreux donateurs exigent droits de regard et d'enquête sur ce qui se fait. Expulsé, volant vers l'Europé, je suis obsédé par une image. Cinq mères en haillous et en plours qui s'accrochent à mes vêtomeats pour échapper aux miliciens. Du moms aurai-je tenn la promesse faite à cenx qui restent là-bas: témoi-

YVES THIBORD.

ses importations agricoles

De notre correspondant

Jérusalem. - Mnins da deux semaines avant la naissance offi-cielle de l'Europe des Douze, M. Claude Cheysson, commissaire européen au développement, a souli-gné, lors d'une visite de trois jours gne, lors d'une visite de trois jours en Israël achevée vendredi 20 décembre, l'importance que la CEE attache au renforcement des liens privilégiés qui l'unissent à l'Etat juif. Vnilà des années qu'Israël attire l'attention de ses qu'Israel attire l'attention de ses partenaires européens sur les dan-gers que l'adhésion du Portugal — et surtout de l'Espagne — à la CEE ferait courir et présente des revendi-cations en matière de prix et de droits de douane. Jérusalem souhai-tait élargir le champ d'application de l'accord de libre-échange en date du 11 mai 1975 oni concerne les produ 11 mai 1975 qui concerne les pro-duits industriels et quelques

Depuis le début de décembre, les craintes israéliennes sont largement apaisées. Jérusalem a, pour l'essentiel, obtenu gain de cause. Comme l'a rappelé ici M. Cheysson, la CEE a formellement promis, après de longs débats dus aux réserves de l'Italie et de la Grèce, de maintenir pour le moins à son nivean actuel le volume de ses importations agricoles en provenance d'Israel. Cette garantie européenne prévoit l'instauration d'un parallélisme dans l'abaissement des droits de douane sur les produits espagnols et portugais d'une part, israéliens d'autre part, pendant une période transitoire de sept à dix ans solon les productions. L'Etat hébreu ne sera done à aucon stade lésé par rapport aux denx nouveaux membres du club européen. Cet engagement de principe sera le fil d'Ariane des négociations Israel-CEE, qui s'ouvriront en janvier à Bruxelles.

• 11 s'agit, observe M. Cheysson, de moderniser et d'uffermir l'accord de 1975.

• Les Israéliens, « qui sont d'excellents négociateurs », note en souriant le commissaire européen – demanderont, notamment, à la CEE d'accorder des facilités douanières à de nouveaux produits et d'assouplir le système des quotes en vigneur. lequel limite le volume des produits israéliens dispensés des droits de

Un excellent client

Pour Jérusalem, le marché curopéen est crucial, car le poids des habitudes alimentaires et les contraines de la politique internationale lui interdisent de pénétrer avec force sur d'autres marchés du monde arabe ou d'Europe de l'Est. La zone de libre-échange qui lie depuis cette année Israel aux Etats-Unis est en » rodage » et jouera encore longtemps un rôle modeste. Antrement dit, bors de l'Europe,

point de salut. Quelques chiffres situent l'enjeu : 32 % des exportations totales d'Israel sont destinées à la CEE, tandis que celle-ci lui vend 41 % des produits qu'il importe. Surtout, la CEE absorbe 68 % des ventes agri-coles israéliennes (75 % des fleurs et 90 % des avocats). Spécialisation. adaptation et reconversion sont les mots d'ordre d'une agriculture de plus en plus diversifiée. Israel a développé une recherche scientifi-

stratégie commerciale imaginative en fonction des besoins de l'Europe, allant dans certains cas — celui des avocats est le plus connn — jusqu'à « guider » le goût de sa clientèle.

L'Etat hébren jnge sa canse d'autant plus légitime qu'il est un excellent client de l'Europe et ne couvre ses importations qu'à hau-teur de 54 %. Son déficit commerteur de 54 %. Son déficit commercial avec l'Europe a atteint 1,6 miliard de dollars en 1984 et 10,5 milliards depuis 1975. Il représente 60 % de son déficit global. M. Cheysson juge cette situation « malsaine ». Il veut offrir à Israël les moyens de rééquilibrer ses échanges à long terme en intensifiant sa coopération économique avec l'Europe. Il souhaite voir la CEE jnuer un rôle d'« intermédiaire » entre petites et moyennes entreprises israéliennes et euroentreprises israéliennes et euro-péennes. Celles-ci s'associeraient, péennes. Celles-ci s'associeraient, soit sous forme contractuelle soit en partageant leur capital. Ces formules s'appliqueraient en premier lien aux technologies de pointe nu laraël se distingue par la qualité de sa recherche fondamentale et appliquée. L'actuel redressement économique d'Israël ne peut qu'encourager d'éventuels partenaires européens à tenter l'aventure.

M. Chevsson a déclaré qu'il

M. Cheysson a déclaré qu'il

- était grand temps - pour l'Espagne, qui n'entretient toujours pas de
relations diplomatiques avec Israël,
d'ouvrir » des discussions précises » afin de mettre un terme à cet état de fait. La Grèce, qui se trouvait dans une situation analogue avant son adhésion à la CEE, a noué des liens avec Jérusalem, as niveau du chargé d'affaires. Avant de quitter Israèl vendredi pour la Jurdanie. M. Cheysson a reçu, au consulat général de France à Jérusalem, cinq notables des territoires necupés, dont MM. Elias Freij, maire de Bethleem, Zafer Al Masri, nouveau maire de Naplouse, et Rachad Chawa, maire destitué de Gaza.

. J.-P. LANGELLIER.

· La reprise des relations entre in Côte-d'Ivoire et Israël. – La Ligue arabe a exprimé, vendredi 20 décembre, ses • profonds regrets • après la décision d'Abidjan. Elle note que cette décision va à l'encontre des engagements pris par les pays arabes et africains pour combattre en commun » l'entité sioniste en Palestine et le régime d'apartheid en Afrique du Sud ». -

 M. Perle: » La France finira
 par se joindre à l'IDS ». — Le secrétaire adjoint américain à la défense, qui s'exprimait vendredi 20 décembre à Paris à l'occasion d'un déjeuner-débat, s'est déclaré » optimiste . sur le fait que . la France finira, à terme, par rejoindre l'Ini-tiative de défense stratégique ». L'IDS, a ajouté M. Perle, · n'est pas un dome sur les Etats-Unis, mais un couvercle sur l'URSS, qui arrêtera les missiles à l'intérieur et non il l'extérieur .. Un tel système, a-t-il estimé, ne peut que renforcer la sécurité des alliés de Washington, dont la France. - Nous préférerions y associer, notamment, les indus-triels et techniciens français, et, si le problème est un malentendu (_), les gouvernements devraient se renque de pointe et mis en place une contrer pour parler de stratégie.

Nigéria

Plusieurs officiers supérieurs sont détenus après la découverte d'un complot (négociation avec le FMI et rééche-

Le gouvernement militaire nigérian à annoncé, le vendredi 20 décembre, avoir déjoué une tentative de coup d'Etat préparée par plusieurs officiers supérieurs, qui ont été arrêtés. Selon le général Domkat Bali, ministre nigérian de la défense, ces officiers, qui étalent membres de toutes les branches des forces agrafes recursient des forces armées, recrumient des fidèles et préparaient le renverse-ment violent du gouvernement ». Toute autre personne impliquée dans cette tentative de putsch, a-t-il précisé, sera « traitée selon la loi militaire.

D'après les témoignages de diplomates occidentaux en poste à Lagos, il semble que ce « complot » ait pris naissance dans le nord du Nigéria. Plusieurs officiers de l'armée de l'air (FMI). figureraient au nombre des personnes arrêtées ainsi que des respon-sables du haut-commandement et de l'académie militaire de Jaji, dans le nord du pays. Le général Bali a affirmé que les officiers arrêtés s'étaient opposés à la politique du gouvernement en faveur des droits de l'homme, à la nomination d'officiers de rang intermédiaire à des

postes gouvernementaux élevés, et à la décision des autorités de refuser un prêt — sous conditions — du Fonds monétaire international

La découverte de ce complot intervient moins de quatre mois anrès le renversement, le 27 août dernier, du général Buhari par le général Ibrahim Babangida, nou-veau chef de l'Etat. Celui-ci avait instifié cette action en mettant en cause l'incapacité de l'équipe Buhari à résoudre les problèmes intérieurs (inflation et chomage) et extérieurs

Lesotho

Maseru accuse un commando sud-africain d'être à l'origine de l'assassinat de neuf personnes

Le gouvernement du Lesotho a accusé, le vendredi 20 décembre, un commando sud-africain d'être à l'origine du raid lancé vendredi matin contre deux maisons de Masern an cours duquei neuf exilés politiques sud-africains out été assassinés pendant leur sommeil (non deruières éditions du décembre). Le ministère des affaires étrangères a affirmé qu'un-commando de Blancs sud-africains, qui avaient noirci leur visage, u été aperçu dans les environs de la capi-tale un moment du massacre. Les neuf victimes, qui habitaient à 400 mètres de la frontière, sont cinq femmes et quatre hommes. Selon le témoignage d'un Européen qui habite non loin de ces deux maisons, le seul survivant est un bébé de neuf mois. Les corps étaient criblés de balles, a-t-il rapporté, toutes les vic-times syant apparenment été tuées par des pistolets munis de silen-

Ce raid n été revendique par Ce raid n ête reveninque par l'Armée de libération du Lesotho (LLA), organisation que les automés de Masseru accusent d'être sonteme par l'Afrique du Sud, et dont le « commandant en chef » serait un certain Monhete Monhete. Pour sa part, FANC (Congrès national afri-cain) a affirmé que six des neuf vic-times étaient membres de son orgabattants. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) ainsi que M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, ont condanné, vendredi, cette action.

Un communique de l'OUA souli-gne que « les bouchers de Pretoria » avaient commis une agression simi-laire contre le Lesotho en 1982, tuant plus de quarante personnes

L'intervention des forces de Pretoria en Angola

En Angola, les autorités du Luanda ont confirmé, vendredi, la présence dans le sud de leur territoire de forces sud-africaines venu selon Pretoria, poursuivre des maquiaards namibiens du la SWAPO. On précise, de source offi-cielle angolaise, que la concentra-tion de troupes sud-africames et de matériels le long de la frontière laisse présager une offensive pro-chaine de grande envergure ».

L'agence de presse angolaise Angop a, d'autre part, annoucé que trois soldats angolais ont été tués et quatorze portés disparus, lors de combata avac les forces audafricaines, dans la province de

nisation, précisant que ceux-ci Cunene, frontalière de la Namibie. Selon Angop, denx bataillons sud-Selon Angop, deux bataillons sud-Selon Angop, denx batallons sud-africains, appuyés par des blindés et des hélicoptères Puma, ont pénétré en territoire angolais, et deux unités d'infanterie sont postées le long de la frontière, prêtes à intervenir.

D'autre part, selon le Washington Post, les forces angolaises, assistées de troupes cubaines, ont lancé une offensive surprise dans le sud de l'Angola pour tenter de s'emparer du quartier général de l'UNITA de M. Jonas Savimbi, à Jamba. A Washington, des responsables américains ont émis de sérieuses américains ont emis de serienses réserves sur cette information, estimant qu'il est peu probable qu'une offensive de grande envergure soit lancée en pleine saison des pluies, ce qui rend toute progression très difficile. A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay n'indiqué que la France condamne l'incursion armée des trouves sud-africaines en Angola. troupes sud-africaines en Angola.

Enfin, à Okanso, dans le nord de la Namibie, deux enfants ont été tués et dix-neuf autres blessés par l'explosion d'une mine. Ces enfants jouaient dans un champ, n affirmé un porte-paroie des forces armées du territoire du Sud-Ouest africain (SWAFT), quand ils ont découvert une mine de fabrication soviétique, - (AFP, Reuter, AP.)

lonnement de la dette extérieure). Depuis la chute du régime civil de

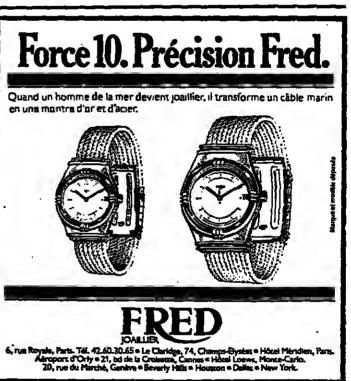
gner.

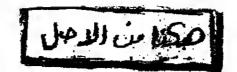
M. Shehu Shegari, le 31 décembre 1983, le problème du rééchelonne-ment de la dette extérieure nigériane, évaluée à plus de 11 milliards de dollars, est posé de façon cru-ciale. Le FM1 était disposé à accorder un pret de 2,5 milliards de dollers au Nigéria, à condition que Lagos accepte une dévaluation massive de la monnaie nationale, le naira, la suppression des subventions sur la vente des produits pétroliers et une large libéralisation du com-merce. Après un grand débat national, le général Babangida a annoncé, le 12 décembre, que le Nigéria s'opposait aux conditions posées par le FMI et que les négociations avec certe organisation étaient suspen-dues. Parallèlement, le gouvernement nigérian a mis en œuvre une politique d'austérité enmprenant notamment des baisses de salaire allant jusqu'à 20 % sur les traitemonts des militaires.

D'autre part, les militaires nordistes, qui, historiquement, déte-naient la plupart des postes de res-ponsabilité dans l'armée, u'ont pas accepté l'accession au pouvoir du général Babangida, originaire de l'Etat du Niger, dans le centre du pays. Depuis que celui-ci a renversé le général Buhari, les ufficiers musulmans du Nord ainsi que la bourgeoisie Haoussa-Foulani avaient manifesté à plusieurs reprises leur mécontentement, reprochant au nouveau pouvoir de favoriser les Sudintes ainsi que les officiers membres d'ethnies minoritaires. Enfin, une lois de plus, on évoquait la pos-sibilité de voir la « Kaduna malia » (du nom de cette ville du nord), qui regroupe des intérêts financiers et politiques de la bourgeoisie nordiste, préparer une action contre le géné-ral Babangida.

LAURENT ZECCHINE

• ERRATUM. - Deux noms ont été mai orthographiés dans l'ar-ticle concernant l'Algérie publié dans nos éditions du 21 décembre : ceux de MM. Mahfoud Boucebsi et Mahmoud Kaddache.





Etranger

JORDANIE

La reine Nour parle de son « job »

Elle aurait pu n'être qu'une cover-gir! couronnée, idole des magazines et des échotiers. Mais la reine Nour de de sa jeunesse amáricaine,

a retenu d'abord, après des études poussées, le goût de faire son « job » avec sérieux. C'est bien le moins guand on épouse l'un des destins les plus difficiles du Proche-Orient...

De notre correspondant

Amman - Bloode, longoe, mince, élégante, un regard bleu tour à tour volontaire, attentif, eniqué... Comment ne pas être frappé par la beauté de la reine Nour? Une beauté qui n'est pas sans rappeler celle de Grace Kelly. Ce o'est d'ailleurs pas la seule similitude dans le destin de ces deux femmes, eo rupture d'Amérique après avoir épousé à pen près ao même age, à une génération de distance, l'une le roi Generation de Jordanie, l'autre le prince Rainier de Monaco.

Mais la comparaison s'arrête là. Car le métier de reine dans un Proche-Orient déchiré par les conflits o'est pas un conte de fées pour presse du cœur. Lise Halaby. la jeune femme qui épousa à vingt-six ans le roi Hussein, le 15 juin 1978, n'a pas seulement embrassé l'islam et changé de nom. Elle a aussi accepté de partager, jour après jour, le fardeau des doutes et des inquiétudes, le poids d'une perpétuelle tension qu'allègent trop rarement de fragiles espoirs de paix. Et cela, à n'en pas douter, requiert un tempérament bien trempé.

La reine Nour est la petite-fille d'un émigrant syrien qui fit for-tune aux Etats-Unis. Son père, Nagib Halaby, pilote, avocat et homme d'affaires, a été président de la Pan American World Airways. Sa mère, Américaine d'origine soédoise, élevée dans un catholicisme rigide « qui confinait au protestantisme », no lui a pas imposé ses choix religieux. Si hien, souligne la reice, « que l'islam a été ma première reli-

Lise Halaby entre à l'université de Princeton l'année où cette pres-

tigieuse institution s'ouvre aux femmes. Comme nombre d'étudiants américains, elle manifeste contre la guerre au Vietnam. Son diplôme d'architecte et d'urbaniste eo poche, plutôt que d'accepter le « job » proposé par son père, elle voyage, travaille un an eo Australie, puis en Iran.

Journaliste et architecte

A Hongkong, tentée par le journalisme, elle songe à aller « couvrir» la chute de Saigon. - SI ie voulais percer rapidement. m'avait-on dit, c'est la que je devais aller. Ou je me ferais tuer, ou je serais des gros titres. raconte-t-elle, amusée au souvenir de cet épisode généralement ignoré de sa biographie. « Et puis, n'ayant ni l'expérience professionnelle ni la connaissance adéquate du pays, je me suis dit que ce serait de la folie... »

Elle commence en 1976 à travailler aux plans d'une « Université arabe de l'Air » à Amman, et décroche un poste de responsabilité en tant qu'architecte pour la compagnie aérienne jordanienne Alia. Elle fait alors la connaissance du roi Hussein. Ils ont une passion commune pour l'aviation. C'est le début d'une autre page de leur histoire...

Dans la quiétude du salon où ello nous reçoit, ao palais Al-Nadwa (la résidence du couple royal), sa voix surprend presque par sa douceur et ses accents juvéniles. Digne, sans affectation, elle sait mettre à l'aise, avec une sorte de familiarité naturelle, le visiteur quelque peu intimidé.

Elle n'est pas femme - elle le dit elle-même - à se contenter de * couper les rubans ». « Contribuer - semble être pour elle un mot-clé. Son obsession: être utilo à ce petit pays auquel elle s'est

identifiée et qui l'a adoptée. Il n'y avait pas, à cet égard, de e toute tracée. Bien souver elle dut innover, se souvient-elle à propos de ses premiers pas en tant que reine. « Mon mari m'a dit qu'il avait confiance en moi j'étais flattée, mais c'est quelquefois frustrant. Nous etions dans une période politique dissicile. J'étais laissée à moi-même. Ce n'était pas aisé, mais oprès tout. c'est la meilleure sacon d'apprenpropre expérience d profit... Constatant que des générations d'enfants jordaniens n'ont pas eu la chance, au détriment de leur santé, de pratiquer des activités sportives, elle a fait ainsi campagne – avec succès – pour l'éduca-tion physique à l'école. De son édocation américaine, elle a appris l'importance de la protection de l'environnement, et partieipe activement à la mise co œuvre de projets et de mesures

législatives allant dans ce sens en Jordanie. An fil des ans, la reine Nour a étendu son domaine d'activité à travers des institutions telles que la Fondation royale pour la culture et l'éducation, qui s'est potamment attelée à la modernisation des méthodes d'enseignement dans le royanme. Cette foisdation a aussi produit une importante étude sur les besoins futurs de la Jordanie en matière d'éducation et d'emploi. C'est aussi sous l'impulsion de la reine qu'a été créé le Festival de Jérash. qui remporte un succès croissant auprès du publie jordanien depuis

Plutôt que d'imposer des idées vennes de l'extérieur, la reine Nour veut mobiliser les énergies autour de projets on dans des domaines qui, en raison de l'his-toire et de la situation particulière de la Jordanie, n'ont pent-être pas recu l'attention qu'ils méritent. « J'espère plus que tout, qu'avec ou sans mol, les gens poursuivront les efforts que j'ai entrepris ou encouragés pour améliorer les conditions de vie des futures

Cet « activisme » peu conforme au rôle traditionnellement effacé. à de rares exceptions près, des épouses de dirigeants arabes, a pu prêter, elle en convient, à discussion, « peut-être même à controverse », dans certains cercles. « La société jordanienne tend d devenir plus conservatrice que mariés. Il y a des gens qui veulent protéger mon mari et estiment qu'il vaudrait mieux que j'ale un rôle très passif. Mais le rot ne

générations », dit-elle.

m'a jamais bridée et m'a au controire encouragée. La création, en septembre dermer, d'une Fondation Nour Al-Hussein a été la consécration de sept ans d'activités. Plus encore,

le roi Hussein a confié à plusieurs

« J'ai pensé mettre d'abord ma reprises à la reine le soin d'être son porte-parole, lui offrant ainsi l'occasion de jouer un rôle sans

équivalent dans le monde arabe. Cela a commence presque par hasard, il y a quelques années. Alors qu'elle était invitée à l'université de Georgetowo, à Washington, le souverain jorda-nien a chargé la reine de prononcer une allocution en son nom. « Il avait un message à faire passer. C'était d'un moment où il sentait qu'il était primordial de maintenir le contact avec le public américain. >

Le soir du discours, alors qu'elle est en train d'apporter des corrections de dernière minute à soo texte, le téléphone sonne. C'est le roi. « Il avait soudain pris conscience de ce qu'il me deman-dats. Il était tendu à l'idée qu'il me mettait en première ligne, que je serais peut-être critiquée, attaquée – il avait lui-même fait cette expérience aux Etats-Unis. Je l'ai rassuré. Mais j'étais moi aussi assez nerveuse. >

L'expérience ne s'arrêtera pas ià. La reine a, en effet, effectué deux tournées de conférences aux Etats-Unis, en 1984 et en 1985. Le charme personnel de la souveraine et son «background » américain sont des atouts indéma-

Le tonnerre de Camp David

Si l'un de ses désirs les plus chers est d'être un « pont entre l'Orient et l'Occident, entre le monde arabe et l'Amérique », elle n'en a pas pour autent l'ambition d'exercer nos quelconque influence sur la politique du roi Hussein. « Je me considère en quelque sorte comme une extension de mon mari dans certains domaines. Mais, en politique, je suis humblement son disciple ».

Réagir ensemble à une information ou à une déclaration, échanger idées et impressions fait partie de notre vie quotidienne ., note la reine. « J'essaie, dans là mesure du possible, de soulager la pression d'laquelle mon mari est soumis. En étant présente, en essayant de mettre l'accent sur le côté positif des choses, d'injecter un peu d'optimisme dans les moments difficiles. En fait, c'est un rôle très traditionnel d'épouse, et je pense que c'est important. >

En sept ans, les moments difficiles n'ont pas manque. Trois mois à peine après les noces royales retentissait le coup de tonnerre des accords égypto-israéliens de Camp David. . Je me souviens que, durant les jours qui précédèrent leur signature, mon mari et le président Sadate ont eu des discussions au téléphone. Quand les accords ont été annoncés, celo a été un choc, car ce n'était pas ce dont ils avaient parlé, et mon mari prévoyait les problèmes qui s'ensuivraient dons le monde arabe. Il a tout de suite vu les conséquences que cela aurait. Puis, nous avons été soumis d des

pressions de toutes parts... » Il y cut ensuite l'invasion du Liban par Israël, - un moment traumatisant pour taut le monde. Puis les interminables tractations avec l'OLP et Yasser Arafat, « une autre période de grande tension, parce qu'on attendan qu'il se passe quelque chose, et qu'il était si important d'aboutir a un accord »....

Maia la vie an palais Nadwa échappe parfois au tumulte extérieur. « Nous avons plus de vie privée que la plupart des gens se l'imaginent nous passons beaucoup de temps ensemble, en famille. Quand nous le pouvons, nous essayons d'aller d Aquba [sur la mer Rouge] (...). Mon mari et moi - ce n'est un secret pour personne - regardons beaucoup de films. Il a toujours aimé cela, et l'ai découvert que beaucoup d'hommes dans sa position ont le même goût pour le cinéma; c'est une sorte d'antidote à la pression quotidienne.

* Il aime les personnages à la John Wayne. Mais nous regardons aussi beaucoup de vieux films arabes, comme ceux de Farid El-Atrache, que nous apprécions pour la musique. >

Partage t-elle toujours les goûts du roi en matière de cinéma? Elle rit : « Hum. non... Comme femmes. Mais je me satisfals très bien d'un film s'il comporte un bien d'un film s'il comporte un élément humain, et pas seulement pourfaitent? Pourfait, la reine Nour rêve à

La vie quotidienne, pour la reine Nour, c'est aussi être mère de ses trois enfants (deux garçons et une fille), bientôt quatre, et de ceux (un garçon, une fille et une fille adoptive) de la reine Alia, précédente épouse du roi Hussein,



September 1 three

A 100 C

- ... ke.

Service of the service of

7 Paris 1 10 Th

= ---

134

a mercular 1944

aging a single

400

Atrave

KMEODG

San Same

and the state of the state of

and the second second

reiter att gente

- - 3077 A

ar raife #

The street of the street

no not the

The Park Park

The District Model of

1220

20 ton

PROPERTY. till mir Ste fil 17 - 120 AM Street USB 🐠

2.4 74 The statement

The second states The Burn of State of State of

Mage brita

cassette

This is a second

100

The second section

40 - 10 - 101

that or water

And the second

to the second

26 6 " Si-

State of the State

Same of the same o

3

Sec.

The street waters

HLIPPINES

Aquino /

ेश les bur

The Same

MAE

المراجع والمراجع والمراجع

-17 Post 10 1 10

22

التيابسور التنطيع

THE REAL PROPERTY.

VIOLETTE LE QUERÉ. morte dans un accident d'hélicop-

Visiblement, leur éducation tient une grande place dans son existence. « Je veux avant tout en faire de jeunes hommes et de ieunes fenunes capable de servir d'une façon ou d'une autre leur pays, quoi qu'il arrive. Je ne veux pas qu'ils grandissent avec des idées préconçues, une notion limitée de leur rôle et de leur position. Je veux qu'ils prennent conscience qu'ils doivent travailler dur pour gagner le respect et la loyanté de leur peuple. Comme j'essaye de le faire, et comme mon mari a dù le faire - il en parle souvent – quand ll est devenu roi. =

C'est B, nul doute, que convergent aes préoccupations de femme, de mère et de reine. « L'ignore ce que l'avenir réserve a mes enfants », dit-elle, pensive, comme en écho à une sourde inquiende. « Si nous ne réglons pas nos problèmes aujourd'hui, ceux qu'ils auront à affronter seront blen pires. . Comment ne pas s'interroger sur un avenir incertain, dans une région où les conflits s'éternisent et où l'extrépolitique ou religieux, est un défi

voix baute d'une société qui aurait trouvé - son équilibre entre tradition et progrès » dans un environnement pacifié. Une manière de proclamer son refus de « succomber au pessimisme ».

EMMANUEL JARRY.

PAYS-BAS

Publicité pour le haschich

Les Néerlandais sont gens de bonne composition. C'est sans doute pourquoi leur pays est devenu la terre bénie de tous les drogués. Mais le laxisme soulève des difficultés. Faut-Il laisser fleurir une publicité pour le haschich ?

De notre correspondant

Amsterdam. - On le sait, les aotorités néerlandaises ferment géoéralement les yeux sur la consommation de drogues douces. Mais point trop n'en faut. Ces temps-ci, on abuse un peu de leur tolérance et elles commencent à prendre la mouche. Ainsi le parquet d'Amsterdam vient de rappeer à l'ordre une centaine de cafés, où haschich et marijuana se vendent à des prix bien plus avanta-geux que les petits crèmes et les exdics.

Il y a pire : ces établissements font une publicité fracassante. à l'aide de posters et de macarons, ou même sur les ondes des nombreuses radios pirates de la capi-

« Nous n'avons pas l'intention d'ouvrir une chasse aux sorcières. mais il faut que ces petits commerçants sachent que leur publicité est illégale et peut nous amener à fermer les cafés en question », pous dit M. Wooldirk, procureur à Amsterdam.

Sur son bureau, il montre du doigt un petit guide destiné aux touristes anglophones qui désirent faire l'expérience des « drôles de cafés » de la capitale. C'est l'inventaire obligeant de ces hauts licux de la drogue avec appréciations plus ou moins élogieuses sur l'ambiance, la qualité de la marchandise, la propreté des toilettes, etc.

Il iocombe déaormais à M. Wooldirk d'établir si ce petit Guide du haschich » doit être ioterdit, pour - publicité en faveur d'une marchandise illégale ».

La fin de l'orientalisme

Nons voiei bico loin des années 60 et 70, quand, aux Pays-Bas, le haschich s'illustrait surtout par l'ambiance folklorique dans laquelle « planait » une partie importante de la jeunesse. A Amsterdam, ces souvenirs semblent appartenir à un passé déjà lointain. C'en est fait une fois pour toutes, de l'orientalisme, des narguilés, des tapis d'Afghanistan et de la musique indienne, qui étaient alors tenus pour indispensables à qui souhaitait savourer

un simple petit « joint ». Aujourd'hui, dans les cafés spécialisés, le culte de l'efficacité ne déplairait pas aux fidèles des McDonald : l'intérieur est celui de o importe quel coffee shop bien astiqué où des couleurs claires, blanc et gris métallisé, prédomi-

Voici une petite arrière-salle an centre d'Amsterdam; l'éclairage est nn peu tamisé autour du comptoir, où le « marchand » de la maison remplit de petits sachets da plastique avec 4 grammes de haschich. Des jeunes d'une vingtaine d'années, Néerlandais et touristes mélés, attendent patiemment leur tour, en potassant la carte, qui recommande « l'offre de la semaine »; du «Liban rouge » à 25 florins (67 francs pour 4,5 grammes). Une plaque, apposée sur la porte. signale que l'entrée est « interdite aux moins de seize ans >, et qu'il est e strictement prohibé » d'introduire des drogues dures, que ce soit pour les consonmer,

ou pour les vendre. Sur ce point, les propriétaires respectent les consignes municipales. Il o'en va pas de même pour les posters distribués gratuitement à la clicotèle. Dans d'autres cafés que nous avons visités, des enseignes montrant des « joints » et des feuilles de la plante offertes aux amateurs ne

peuvent tromper personne. De là vient sans doute le fait que boo nombre de touristes étrangers croient que la vente et la consommation de drogues douces sont tout à fait légales aux Pays-Bas.

« Ils se trompent », nous assure M. Wooldirk. « La nouvelle Iol, dite « sur l'apium », de 1976, éta-blit une distinction entre drogues dures - telle l'héroine - et drogues douces. Mointenant, quelqu'un que l'on trouve en possessian de pos plus de 30 grammes de haschich, est en contravention avec lo loi. Au-delà de cette quantité, il commet un délis. De toute manière, la vente de haschich ou de marijuana est afficiellement Interdite.

Explication qui, surtout pour les étrangers, ne semble guère de nature à éclairer la situation. La vente « illégale » se pratique en effet en toute impunité, au vu et au su de tous.

Le procureur tente pourtant de démèler l'écheveau : - Tant qu'il s'ogit de quantités modestes, et que la vente se déroule discrètement, la justice n'interviendra pas. Admettons qu'elle ne considère pas cet état de chose digne d'être combattu. Il faut noter que les cafés spécialisés jouent un rôle utile, car ils instaurent une nette séparation dans le monde des drogués. En principe, les propriétaires veillens à ce que les hérolnomanes ne soient pas admis, ce qui écarte le danger, pour les fumeurs de haschich, d'entrer en contact avec des drogues dangereuses.

Bon nombre de juristes néerlandais soutiennent qu'il convient de rayer la consommation des dro-gues douces du code pénal. Selon eux, elle n'est « pas plus dange-reuse que celle du café ou du thé ..

Dans un ancien commissariat

Si le gouvernement de la Haye devait introduire une réforme, il n'iraît certes pas jusque-là, car un tel libéralisme ne serait pas apprécié par d'autres pays europécies.

Nombre de jeunes Allemands ont été condamnés dans leur navs à des peines de prison, pour possession de drogues qu'ils croyaient avoir achetées le plus légalement da monde aux Pays-Bas.

Ici, la légalisation de fait des drogues douces est illustrée par un sondage réalisé l'année der-



nière. Parmi les jeunes de douze à vingt-quatre ans, 12 % y out pourcentage qui augmente avec l'âge et passe à 30 % à vingt-trois vingt-quatre 20s. Quelque 800 000 Neerlandais sor ono population de 14,5 millions ant été « consommateurs de produits issus du cannabis », selon une autre enquête. Une mode, qui a pris une telle ampleur, interesse évidemment le fisc qui cherche actuellement la façon de prélever son du sur les bénéfices énormes et occultes, de la vente « semi-

légale » des drogues douces. Les premiers scandales ant récemment commencé à se faire jour. Ainsi, des membres du conseil municipal d'Amsterdam ont affirmé qu'un centre de jeunesse, copieusement subventionné, avait fait des bénéfices de 4 millions de florins « passés à l'as - dans sa comptabilité, grâce à la vente de drognes.

Révélation embarrassante pour les autorités. Tout comme la récente publicité d'un « café haschich », qui avait le « plaisir d'armoncer à sa fidèle clientèle, l'ouverture d'une nouvelle filiale ... dans les locaux d'un ancien commissariat de police, en

plein centre d'Amsterdam. RENÉ TER STEEGE.



LA COMMISSION MIXTE FRANCO-MEXICAINE A TERMINÉ SES TRAVAUX

Une volonté commune de renforcer les liens économiques

Renforcer la présence encore modeste de la France su Mexique tout eu transit compte des difficultés financières croissautes de ce pays-cié pour la politique du gouvernement français à l'égard du tiers-monde n'est pas une tâche aisée. La commission mixte, qui a terminé ses travaux le 18 décembre à Paris, a permis de confirmer l'identité de vues des deux parties, notamment sur les négociations commerciales internationales (NCM) qui doivent s'ouvrir au GATT. Les Mexicains ont demandé à adhérer à cette organisation le 27 demandé à adhérer à cette organisation le 27 novembre dernier.

Cette commission a également permis de préci-ser les domaines dans lésquels la France espère renforcer sa présence tout en restant dans le cadre du récent protocole financier passé avec les Mexi-cains: outre la quatrième tranche du mêtro de

A travers le monde

Bangkok. - L'un des trois dirigeants de la résistance, M. Son

Sann, est de plus en plus contesté au sein de son mouvement, le

FLNPK (Front de libération nationale du peupls khmer). Vendredi

20 décembre, un porte-parole de l'une des factions de ce Front a

annonce que le général Sak Suksakan, chef d'état-major, avait été

nommé président du FLNPK à la place de M. Son Sann. Ce dernier a

aussitôt qualifié d'« illégale » cette décision annoncée par un « comité central provisoire de seuvegarde », La FLNPK, qui regrou-

perait de treize mille à quatorze mille partisans armés, est la proje

de graves dissensions internes depuis plusieurs mois. Ses activités

de guérifla en sont pratiquement paralysées. Les deux autres mou-vements de résistance sont l'ANS (Armée nationale sihanoukiste),

plus petite, mais mieux disciplinée, et les Khmers rouges, seul mouvement à mener une guérilla active à l'intérieur du pays. — (AFP.)

M. Son Sann en difficulté

Mexico, qui semble en bonne voie, des projets existent dans des secteurs aussi divers que les matériels hospitaliers, les télécommunications ou les fibres optiques.

La société Alsthom sera sur les rangs lors de l'appei d'offres qui sera fancé en janvier prochain pour la fourniture de turbo-alternateurs pour le projet de centrale d'Altanira, projet pouvant ouvrir la voie à tout un programme de coopération industrielle.

Des journées pétrole-gaz seront en outre organi-sées en avril 1986 pour tenter de conforter une implantation française jugée insuffisante, alors que Paris s'adresse au Mexique pour près de 5 % de ses achats pétroliers. Enfin — et ce point intéresse tout particulièrement les Mexicains — de nouveaux projets de co-investissements sont envisagés.

M. Hector Hernandez Cervantes ou l'optimisme d'abord

« On peut se serrer la ceinture, mais pas indéfiniment. « Lorsque et financier.

l'on évoque devant le ministre mexicain du commerce et du dévoloppement une chute des prix du petrole, il est catégorique : « Une baisse importante poserait à nouveau le problème du paiement des ministre. Mais M. Hector Hernandez Cenveau le problème du paiement des ministres de la dette « et averit en le financier. veau le problème du paiement des intérêts de la dette « et aurait un effet déplorable su moment où le Mexique tente d'élaborer un pro-

CAMBODGE

Après la visite en juin du prési-dent De La Madrid, la commission mixte franco-mexicaine s'est réunie à nouvezu. Le but de ces rencon-tres est de « concrétiser un certain nombre de contrats comme l'achat de dragues, de centraux téléphonide dragues, de centraux téléphoniques nt de vaccins à l'institut Mérieux. Mais il s'agit aussi de tenter d'uttirer, une fois encore, des investissements étrangers dans le pays. « La règle de participation majoritaire de l'Etat mexicain dans les sociétés à capitaux étrangers n'est pas systématique », assure le ministre. « Une dérogation est nécessaire, mais elle est acceptée dans quatre-vingt-dix cas sur cent «, affirme-t-il, en précisant en outre que l'adhésion prochaine du Mexique au GATT est « une opportunité et une meilleure sécurité pour l'expansion du commerce ». La France, qui n'est qa'au huitième rang des investisseurs

plus encore [de capitanx] en 1986. le Mexique est dans une situation de plus en plus difficile. Avec 96,4 milliards de dette extérieure, le ministre estime que « le pays aura besoin de 4 milliards de doiaura besoin de 4 militaras de doi-lars d'argent frais «, qui s'sjoute-ront aux 2 milliards de francs prêtés par la France au mois de juin, et aux 250 millions de francs (dont 40 millions en dons) envoyés à la anite du séisme du mois de septembre, « Cn. nouveau prêt, nous l'obtiendrons sans problème dans le courant de l'année.» Il estime, concernant le plan Baker, qu'il « est un passage important, même si nous attendons d'en connoître tous les détails. Celo étant, le problème de la dette ne

huitième rang des investisseurs étrangers, n cependant doublé sa participation entre 1984 et 1985. « Et nous espérons bien attirer

sera pas résolu avec 20 millards de dollars ». de dollars...

A la veille de son départ pour Mexico, il s'est en tout cas déclaré satisfait « du long travail fait ici et tout à fait heureux ». Non sans préciser que le prochain Mundial de football, organisé à Mexico, allait être un succès, « surtout pour le travière de mottre pour le travière de mottre pour le configure de mottre de la configure de mottre de la configure de mottre de la configure de la c pour le tourisme de notre pays «
deuxième rentrée de devises avec 2 milliards de dollars, après le pétrole (15 milliards de dollars) »
M. Hernandez, c'est l'optimisme

WASHINGTON ET JÉRUSA-

Washington (AFP). — A l'issue de la mission d'une équipe d'experts américains en Israël, le gouverne-

ment de Jérusalem a remis aux

Etats-Unis tous les documents confi-

dentiels qui lui avaient été transmis

par l'espion Jonathan Pollard, Dans

un communiqué, le département

d'Etat a indiqué que, grâce à la « pleine coopération « des autorités

israélicanes, l'équipe américaine dirigée par M. Abraham Sofaer n eu

accès « aux personnes oyant

informations, il s'agirait d'une celhile de contre espionnage constituée en marge des services officiels et

Le règlement de cette affaire va. selon le département d'Etat, permettre aux deux pays de reprendre « leur étroite coopération dans tous

les domaines -. Les échanges de

renseignements entre Washington et Jérusalem avaient été réduits, dans

Jonathan Pollard avait été arrêté

l'attente des résultats de l'enquête.

portant le nom de LEKEM.

L'ESPION POLLARD

LEM REGLENT L'AFFAIRE DE

D. H.-G.

Les immigrés de l'Assam menacés d'expulsion

Gauhati. - Le jeune activiste qui va très probablement devenir premier ministre de l'Etat d'Assam (nord-est de l'Inde) s annoncé, la vendredi 20 décembre, son intention d'expulser les immigrés bangladeshis arrivés depuis 1971. « Nous les déporterons dès qu'ils auront été identifiés », a déclaré M. Prafulle Mahanta, chef du Front populaire de l'Assam (APF), à la suite da sa victoire électorale (le Monde du 20 décembre). Le parti du Congrès Indira de M. Rajiv Gandhi a subi une défaite écrasante, perdant les trois quarts de ses sièges au sein de l'Assemblée de l'Etat. M. Mahanta, âgé de trentedeux ans, et qui mêne depuis six ans une campagne contre les immigrés, a également déclaré que sa priorité serait d'appliquer l'accord du 15 août avec New-Delhi, lequel prévoit qu'un grand nombre de bengalophones, établis en Assam entre 1966 et 1971, seront privés de leur droit de vote pendant dix ans. Ceux qui sont arrivés plus tard seront expulsés. - (Reuter.)

LIBAN

INDE

L'otage britannique sur cassette vidéo

Hagard, l'air prostré, parlant avec hésitation : tel est apparu, sur une bande vidéo remise le vendredi 20 décembre au quotidien An Nahar, à Beyrouth, le journaliste britannique Alec Collett, enlevé au Liban le 25 mars dernier. Alec Collett, âgé de soixante-quatre ans, était en mission pour l'Office des Nations unies d'aide aux réfugiés palestiniens lorsqu'il a été capturé. Il explique qu'il est détenu e dans de dures conditions », mais sans fournir de détails. Ses ravisseurs appartiennent à l'Organisation révolutionnaire socialiste musulmane et réclament du gouvernement britannique qu'il libère « un certain nombre d'Arabes et de musulmans » emprisonnes en Grande-Bretagne. Cette « organisation » serait proche du terroriste palestinien Abou Nidal et souhaiterait obtenir l'élergissement de trois hommes condamnés après l'attentat contre l'ambassadeur israélien à Londres, au printemps 1982. De son côté, l'émissaire anglican, M. Terry Waite, n regagné Beyrouth vendredi pour poursuivre ses efforts visant à obtenir la libération de quatre otages américains. — (UPL)

PHILIPPINES

M^{mo} Aquino aura ses observateurs dans les bureaux de vote

Manille. - Le gouvernement philippin a accepté, vendradi 20 décembre, l'une des plus importantes revendications du parti de Mª Corazon Aquino, l'Organisation démocratique nationaliste unie (UNIDO), en l'autorisant à avoir ses propres observateurs dans les bureaux de vote lors ou scrutin présidentiel du 7 février. La Commission électorala (COMELEC) a en effet accordé à l'UNIDO le statut de parti d'opposition dominant (DOP), que briguaient également quatre autres formations de moindre importance. La décision était attendue, bien qu'on craignit que le statut de DOP soit rafusé à l'UNIDO dans certaines circonscriptions. Les observateurs électoraux, charges de veiller au bon déroulement du scrutin, sont considérés comme des éléments déterminants dans la lutte contre la fraude. Ils certifient le décompte des bulletins avant que ceux-ci scient envoyés à la COMELEC pour vérification. - (AFP.)

Etats-Unis

L'ÉCLAT DE M. SHULTZ **CONTRE L'USAGE** DES DÉTECTEURS **DE MENSONGE**

Les différences de vues au sein du gouvernament américain entre M. Shultz, le secrétaire d'Etat, et M. Weinberger, le secrétaire à la défanse, sont, à Washington, un secret de poli-

Elles viennent de se manifes ter à nouveau à propos d'une question qui, pour une fois, n'a qu'un rapport lointain avec la aute stratégie : les membres de l'administration, détanteura d'informations confidentielles, doivent-ils ou non se soumettre aux tests des détecteurs de mensonge, dont une directive prési-dentielle vient de préconiser la généralisation afin de lutter contre l'espionnage ?

En « soldst » discipliné, M. Weinberger s'était déclaré publiquement prêt à subir les assauts de la redoutable machine de vérité. M. Shultz. lui. était résolument contre et, à son habitude, l'a fait ouvertement savoir, le vendredi 20 décembre, au cours d'une entrevue avec le président Reagan.

Au point da manacar de onner, si un tel test lui êtait imposé. « De l'instant où l'on me fera savoir que je n'ai nius la confiance de ce gouvernemant, je partirai », avait-li déclaré, furieux, à des journa-

Le département d'Etat directement visé

Cherchent à srrondir las ingles, M. Reagan a déclaré, à l'issue de sa rencontre avec son secrétaire d'Etat, que « ni l'un ni l'autre ne devront se soumettre » au détecteur de mensonge.

Le président aurait également cherché à conveincre M. Shuttz que les informations qu'il avait luas pendant son voyaga en Europa sur la natura at la contanu da sa diractiva « n'étaient pas exactes ≯.

L'opposition de M. Shultz, qui s'était déjà manifestée - avec succès - en 1983 lors d'une précédente tentative présidentielle, n'en risque pas moins de perturber les projets de la Maison Blanche. Avec ses treize mille employés, le département d'Etat est l'une des administrations le plus directement visées par la décision de M. Reagen.

Que se passera-t-it si les diplemates partagaant les « oraves réserves » de leur chef s'abritent dernère son autorité our rafusar. a Isui l'épreuve du polygraphe ?

Souciausa visiblamant da lächer du lest, la Maison Blanche n fait savoir, vendredi, qu'il appartiendrait à chaque département ministériel de déterminer les modafités d'application de la directive présidentielle en fonction d'instructions générales qui restent à définir....

M. L.

BONN: pas question d'un froid avec Paris

De notre correspondant

Bonn. - Inquiète de l'écho donné par la presse ouest-allemande aux critiques émises en France sur le développement des relations francoallemandes, la chancellerie s'est efforcée, à la veille de Noël, de présenter une image plus positive de ces relations et de la politique de Bonn.

Quarante-huit heures après la rencontre entre M. Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl, le conseil-ler de ce dernier pour la politique étrangère, M. Horst Teltschik, et le porte-parole du gonvernement, M. Friedhelm Ost, ont convoqué, jeudi 19 décembre, à cet effet quel-ques journelistes ouest-alternands pour une réunion destinée à la consommation intérieure. Les conrespondants français en ont été soi-gneusement tenus à l'écart.

Les deux conseillers du chancelier ont affirmé que, contrairement à ce qui avait pu être écrit en France, la dernière rencontre de l'Elysée nvait prouvé que les relations entre Paris et Bonn ne cessaient de devenir plus étroites et plus chaleureuses, qu'il ne pouvait être question d'un froid entre les deux capitales. La chancellerie ne conteste pas que l'on ait de part et d'antre du Rhin une appréciation différente de la coopération avec les Etat-Unis, mais on fait valoir à bonn que le président fran-çais comprend la situation particu-lière des Allemands de l'Ouest. De même, ces derniers ne remettent pas en cause la volonté française de limi-ter la protection de sa force de dis-suasion nucléaire au territoire natio-

On affirme que le rapprochement des politiques de défense des deux pays devrait s'accélérer dans les pro-chains mois, indépendamment des échéances électorales prévues dans les deux pays. Bonn u'exclut pas de participer finalement au développement de la mini-pavette spatiale européenne Hermès si les Français européenne d'allonger quelque peu les délais du programme spatial euro-péen. Le chanceller Kohl et le prési-dent Mitterrand se seraient mis

d'accord pour en discuter à nouveau le 16 janvier à Baden-Baden. On confirme, en revanche, que Bonn a signifié son refus définitif de participer à la construction d'un satellite d'observation militaire, dont le ministère euest-allemand de ls défense estime ne pas avoir besoin. Seul le ministère des affaires étran-gères continuerait à y être favorable.

Selon les journalistes présents, la chancellerie reconnaît que la RFA donne souvent l'impression d'être sur la défensive face aux initiatives françaises dans le domaine des nou-velles technelogies. La raisoe, souligne-t-on, tient nux moyens budgétaires limités, mais aussi au fait que la France attache en matière spatiale une plus grande importance à l'indépendance de l'Europe, alors que l'industrie ouest-allemande souhaite conserver une composante

Afin d'éviter ces problèmes, le chancelier Kohl aurait proposé à M. Mitterrand de créer un instrument de planification commun sur les questiens d'aéronantique et d'espace. Cette institution nurait pour rôle d'harmoniser les stratégies des deux pays en fonction des possibilités financières. Il devrait notamment s'occuper dès maintenant du développement d'un système européen de défense contre les missiles à

La chancellerie a enfin souligné l'importance qu'elle attachait au renforcement de la coopération entre les états-majors des deux pays. A la suite de la mission qui leur a été confiée à Paris, ceux-ci doivent, d'ici les prochaines consultations franco-allemandes du mois de février, formuler des propositions concernant l'intensification de la coopération politico-stratégique, qui concerne notamment la définition des cibles de la force de dissuasion française Les Allemands de l'Ouest souhaitent au moins lier la doctrine d'emploi de l'arme nucléaire tactique à un rôle spécifique des forces armées françaises en RFA.

HENRI DE BRESSON.

Tchécoslovaquie

Le directeur des douanes condamné pour corruption

douanes tchécoslovaques et sept de ses subordonnés ont été condamnés par la cour de Pilsen à des peines allant jusqu'à neuf ans de prison

pour « enrichissement illicite «. M. Kusy et ses collaborateurs avaient profité de leurs fonctions pour s'approprier des marchandises saisies par les douanes, et touché des pots-de-vin lors des procédures de dédouanement.

Outre les peines de prison, les accusés ont été condamnés à de

Prague. - Le directeur des fortes amendes, et tous leurs biens leur ont été confisqués.

> Ces condamnations, annoncées par l'agence officielle tchécoslovaque CTK, interviennent an moment où, selon certaines sources, on assiste à un « nettoyage » de grande ampleur an sein du Parti communiste et de la haute administration visant à écarter des postes de responsabilité des éléments dont la corruption était de notorieté publique. -

Six Albanais se réfugient à l'ambassade d'Italie à Tirana

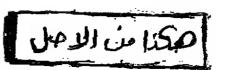
Rome. - Six Albapais, tous membres d'une même famille, se sont ré-fugiés il y a une semaine à l'ambasade d'Italie à Tirana et menacent de se suicider s'ils sont remis aux autorités de leur pays.

L'ambassade est actuellement entourée par d'importantes forces de police, et les diplomates italiens en poste à Tirana sont surveillés et

Selon un communiqué du ministère italien des affaires étrangères,

publié le vendredi 20 décembre, les autorités albanaises ont demandé à l'Italie de leur remettre immédiatement les six réfugiés considérés comme « dangereux pour lo sécurité de l'Etat ». Le quotidien romain 11 Giornale croit savoir que les réfugiés, quatre femmes et deux hommes, sont les enfants d'un pharmacien ayant collaboré avec les forces d'occupation italiennes entre 1939 et 1943. - (AFP. Reuter.)





France

LA FIN DE L'ULTIME SESSION ORDINAIRE DE LA LÉGISLATURE

Neuf textes définitivement adoptés

L'Assemblée nationale, le vendredi 20 décembre, a définitivement adopté les projet de loi suivants :

 Convention contre la peine de mort : la ratification du sixième protocole additionnel à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fonda-mentales a été autorisée, après que le Conseil constitutionnel, à la demande da président de la République, eut jugé sa conformité à la

Sa ratification ne rendra pas juridiquement impossible le rétablissement de la peine capitale en France, mais il sera politiquement plus diffi-cile et plus long à réaliser (le Monde daté 23-24 juin). Par trois fois, le Sénat s'était opposé à cette ratification en votant une question préalable à la discussion de ce projet de loi (le Monde du l' novembre).

• Congés formation : la loi de 1957 sur les congés d'éducation ouvrière est modernisée par ce texte qui en facilite l'application, notamment en prévoyant que les entre-prises paieront leurs salariés qui participeront à des stages de formation syndicale; les sommes nécessaires seront prélevées sur celles réservées à la formation professionnelle (le Monde daté 15-16 décembre).

Le Sénat a d'abord tenté d'amoindrir la portée de ce texte (le Monde du 31 octobre) et refusé que son bénéfice soit réservé aux adhérents des cinq grandes confédérations reconnues représentatives au plan

La diminution du nombre de

mandats électoraux détenus par

les hommes politiques français

n'est ni pour sujourd'hui ni pour

La volonté sénatoriale de na met-

tre en place cette révolution qu'à

partir de 1987, en renvole en fait

le début d'application - eu

ce - aux élections canto-

La première règle posée pour

l'avenir est extrêmement simole :

nul ne peut détenir plus de deux

mandats ou fonctions parmi la

liste suivante : député, séneteur,

reorésentant à l'Assemblée des

Communautés européennea.

conseiller régional, conseiller

général, conseiller de Paris,

maire d'une commune de vingt

mille habitants ou plus (il y en a

trois cent quatre-vingt-deux en

France), adjoint au maire d'une

commune de cent mille habitants.

ou plus. Cette limitation entrera

en vigueur à l'occasion des élec

ne devront que très progressive

ment se mettre en conformité

avec cette nouvelle règle. La

principe posé est lui aussi relati-

vernent simple : tous ceux qui

détiennent en ce moment plus de

deux mandats ou fonctions pour-

ront les remplir, tous et toutes

jusqu'à leur terme normal. Mais

eumms toujuurs, il y e daa

exceptions qui varient dans le

X-1

nales, ainsi que lors des élection

sénaturialas, prévues à

l'automne, mais aussi à l'occa-sion d'éventuelles élections par-

En 1986, c'est-à-dire lors des

ctions législatives et régio-

Las élus actuellement en place

tions de mars 1986.

moins pour les élus actuelle

nales de 1988.

national. Puis, devant la détermination contraire de l'Assemblée, il a, en deuxième lecture, adopté une question préalable. Les députés ont donc, en deuxième puis en troisième lecture, intégralement maintenu le projet tel qu'ils l'avaient voté en pre-

• Banx commercianx : comme chaque année, la loi fixe le tanx maximum d'augmentation des loyers commercianx (2,10 %), de certains emplacements de garages et certaines locations saisonnières (1,5 %). Le Sénat, pour désendre la liberté des prix, avait refusé cette dernière disposition. Ce projet per-met aussi l'achat de fonds de commerce par le procédé du crédit-bail.

· Collectif 1985 : le Sénat ayant repoussé deux fois la loi de finances rectificative pour 1985, l'Assemblée a confirmé son vote de deuxième lecture par lequel elle n'avait que pen modifié le texte adopté en première lecture dont aucun des chiffre u'a été chaugé (le Monde des novembre et 13 décembre). Le déficit prévu dans la loi de finances initiale augmente donc de 6.7 %. pour atteindre 149,7 milliards de

■ Loi de règlement pour 1983 : cette loi, qui constate l'exécution du budget de l'Etat, avait déjà été approuvée au printemps dernier, mais le Couseil constitutionnel l'avait annulée, car le gouvernement avait à tort considéré que la procé-

tielles, ceux qui obtiendront un

nouveau mandat, ou le renouvel-

lement d'un ancien, pourront

conserver un numbra de mandats

ple : M. Alain Carignon, le maire

RPR de Grenoble, qui est aussi

conseiller général de l'Isère et

parlementaire européen, pourta venir siéger à l'Assemblée natio-

nale à condition d'abandonner un

de ses mandats actuels. Mieux.

même, ceux qui n'en possèdent

actuellement qu'un ou deux

pourront accroître leur stock.

sans toutefois dépasser trois

mandate ou fonctions. Exemple:

Mrs Edith Cresson qui est maire

socialiste de Châtellerault at conseiller général de la Vienne,

pourra être élus député sans

abendunner un de ses deux

actuels mandats : ella ne devra

la faire que si elle veut aussi sié-

ger au conseil régional du Poitou-Charentes.

A partir du 1" janvier 1987,

ninuer d'une unité le nombre

En langage mathématique

cela s'écrit ainsi : si un élu détient, à la veille d'un scrutin,

deux), il devra en détenir x - 1

au lendemain de ce scrutin.

supérieur à 21.

~ 1 pouvent roujours être

Seulement - théoriquement

- en 1987, il ne devrait pes y

avoir d'élections générales, mais

simplement - éventuellement -

des élections partielles canto-nales ou sénatorieles. La cirrinu-

tion du nombre des mandats

n'interviendra donc réellement

qu'à partir de 1988... A moins

qu'en 1987 il y ait dissolution de l'Assemblés nationale.

x mandats (x étent supérieur

chaque élu «cumulard» devra

profiter de toute élection pour

de ses mandets ou fonctions.

Une limitation très progressive

dure d'urgence s'appliquait à elle comme aux autres lois de l'inances (le Monde du 26 juillet). Elle a été approuvée bien entendu sans modifi-cation. Mais le Sénat, par deux fois, l'a rejetée. La droite en effet a annoncé son intention de saisir à nonveau les juges de sa constitution-nalité, car elle conteste les conditions d'exécution du budget (le Monde daté 15-16 décembre).

Secours d'urgence : grâce au vote de ce texte, les SAMU reçoivent une consécration légale et les hôpitaux publics la mission de répartir les appels d'urgence entre tous les inter-venants, privés comme publics ; les tâches actuelles de chaeun d'eux étant confirmées (le Monde des 24 mai et 14 décembre).

Le Sénat, qui avait profondément modifié ce projet en première lec-ture, l'a reponssé en deuxième. L'Assemblée, elle, a confirmé à chaque fois les votes qu'elle avait émis ane première fois.

Après accord en commission mixte paritaire, le Sénat a approuvé définitivement, le vendredi 20 décembre, comme l'avait fait la veille l'Assemblée nationale, les trois textes mivants :

· Aménagement foncier rural : sur un projet à caractère technique (le Monde des 25 octobre et 30 novembre) les divergences entre les deux Assemblées concernaient la commission communale d'aménagement foncier. Les députés avaient cas où elle est demandée lors de l'élaboration on de la révision d'un plan d'occupation des sols en 20ne de montagne. Les sénateurs avaient étendu son institution à l'ensemble da territoire. Le compromis trouvé limite cette commission, en dehors des zones de montagne, aux zones définies par décret présenté après avis de la commission départemen-tale d'aménagement foncier et accord du conseil général.

· Protection du litteral : députés et sénateurs ont déploré le retard apporté, trois ans après la promulgation de la loi les prévoyant, à la publication des textes d'application nécessaires à l'élaboration des . schémas de mise en valeur de la mer. Ce projet de décret devrait être publié le 31 janvier prochain et permettre ainsi le début de l'élaboration de ces schémas.

Pour les règles particulières d'urbanisme, l'accord entre les deux Assemblées retieut la uotiuu d'extension limitée de l'urbanisation et le principe d'une extension éven-tuelle an-delà de 100 mètres de la bande littorale inconstructible. Malgré le vœu initial du Sénat, le texte ne comprend plus la disposition rendant l'inconstructibilité inopposable aux plans des sols antérieurement approuvés. La CMP a d'autre part décidé de rendre obligatoire la souscription d'un contrat d'essurance en responsabilité civile pour la pratique de la pêche sous-marine de loisira. Elle s'est également accordée pour que l'utilisation des autorisations de culture marine soit compatible avec le fonctionnement du service public

Quant à la réglementation des plages, à la demande de l'Assemblée nationale, le principe a été posé de l'usage libre et gratuit par le public et de la libre circulation sur les plages, sinsi que la sommation à enquête publique pour l'octroi on le renouvellement des concessions. Ces concessions devrout préserver le libre usage d'un espace significatif tout le long de le mer. A la demande du Sénat, tout contrat de concession doit déterminer la largeur desdits

· Malti-propriété : L'usage du terme « multi-propriété » ne sera pas interdit, comme le soulisitair le Sénat (le Monde des 19 octobre et daté 15-16 décembre): Toutefois, celui de « propriétaire » ne pourra être utilisé pour qualifier la qualité des associés de sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé. La CMP a repris la rédaction du Sénat pour définir par décret la répartition des charges communes et des charges privatives et pour ne ration aux charges privatives quand ils n'occupent pas l'appartement

En revanche, l'Assemblée a eu gain de cause en refusant d'organiser, tant que cette question ne serait pas au point, la multi-propriété sur la base de l'indivision (le Monde des 20 juin et 30 novembre).

A. Ch. et Th. B.

EN BREF

 Le maire socialiste de Créteil retire leurs délégations à des ad-joints communistes. - M. Laurent Carbala (PS), député du Val-de-Marne et maire de Créteil, a retiré mercredi 18 décembre, sa déléga-tion d'adjoint à M. Guy Martin (PC) sinsi qu'à deux autres élus communistes solldaires de leur camarade : M= Laurette Galiebet et M. Jean-Paul Brechard. La déciet M. Jean-Paul Bréchard. La déci-sion du maire fait suite à une lettre circulaire de M. Guy Marchand, ta-pée sur papier à en-tête de la mairie et adressée aux personnes de la com-mune en difficulté, qui se concinair par « Je suis, avec mes amis com-munistes, pour une autre politique que celle dont vous subissez la mai-faisance, aussi bien avant qu'après 1981.»

M. Cathala reproche à ses adjoints communistes d'avoir entre-tenu une confusion permanente en-tre les fonctions de maire-adjoint et celles de responsables d'un parti.

Pour M. Martin cette décision du maire ne remettra pas en cause l'ac-cord de gestion conclu en mars..., à condition toutefois « que la munici-palité ne serve pas de courroie de transmission à la politique gouver-nementale ». — (Corresp.)

A Patola M. Rorre et l'Unité :-L'hebdomadaire socialiste l'Unité da vendredi 20 décembre attaque vivement M. Raymond Barre pour avoir affirmé, récemment à Lyon, - oud au travail, oui à la famille, oul à la patrie, mais dans une France Ubre ». formule déià critiquée par le CRIF (le Monde des 17 et 20 décembre). L'Unité dénonce, dans deux articles, l'a image trouble - de l'ancien premier ministre, affirme que les pétainistes « n'ont toujours pas désarmé » et s'étonne que M. Barre ait pu « remettre au gout du jour (un slogan) cher au marechal.

Notre correspondant dans les énées Orientales nous indique que M. Barre est lui-même revenu sur la formule contestée, en affirmant, jeudi à Perpignan, qu'il sou-haite seulement mener une politique fondée - sur le respect de la pernaine, une personne liée à la familie à laquelle elle appartient, à la patrie qui la protège, et au travail de tous les jours qui sert l'intéret national v.

Les socialistes ont fait des concessions au Sénat

A explique à B les raisons de son . hostilité aux règles de non-cumul des mandats : « Victor Hugo a écrit les dix volumes des Misérables, beaucoup sont incapables d'écrire une ligne ; d'ai dix mandats et fonctions tions, certains n'arrivent pas à en assumer un seul. » Question d'indi-

Apprenant que Y. Pan de ses collègues du même département s'apprête à voter la règle du nonal. X le prévient de son prochain abandon de la présidence du conseil régional, qui dans ce cas revient de droit à Z, qui, dès lors, aura tontes les chances de prendre la place de Y sur la liste qu'X conduira aux séna-

toriales. Question d'intérêt.

Mais l'opinion est anjourd'hui anticumularde. Non qu'elle y voit un abus condamnable en soi (sinon les électeurs auraient eu tôt fait de sanctionner lears clus), mais parce qu'elle voit dans le mot «cumul» une connotation financière péjora-tive. Le gouvernement u'avait donc pas de raison de se priver, du vote d'une loi populaire et inscrite dans son programme. Seule la procédure parlementaire pouvait constituer un obstacle dissuasif. En considérant d'emblée que le projet de loi organi-que nécesaire pour la limitation du cumul des mandats des parlementaires concernaît aussi le Sénat, il a mis les sénateurs de l'opposition au pied da mur, puisque les deux

M. FANTON: conseiller général sans canton .

Un conseiller général privé du canton qu'il représente peut-il contidépartementale? C'est à ce pro-blème, original du point de vue juridique, que se tronve confronté-M. André Fanton (RPR), ancienministre, depuis que le Conseil d'Etat, par un arrêt du 23 octobre, a la création du canton de Lisicux III (Calvados), dans lequel il a été élu dès le premier tour des . cautonales de mars dernier (le Monde du 26 octobre).

Pour M. Fanton, l'annulation d'un redécoupage cantonal par le Conseil d'Etat ne fait pas disparaître le. conseiller général préalablement éla dans le canton contesté. Hostile au projet de création du canton de Lisieux III par modification des cantons de Mezidon-Canon et de Lisieux II. M. Fanton se réionit de décision de la haute juridiction administrative. Mais il refuse d'en faire les frais: «Il est extraordinaire que, le gouvernement avant eu tort, ce soit moi qui soit sanctionné . Il conteste l'interprétation du ministère de l'intérieur, qui s'appuyant sur l'article L 191 da code électoral, selon lequel « chaque canton élit un membre du conseil général », considère que, s'il u'y 2 plus de canton, il .u'y a plus de consciller general.

M. Fanton met, pour sa part, en avant l'article L 192, qui dispose que « les conseillers généraux sont élus pour six aus », et fait observer que, s'il est privé de canton, il u'est pas privé de son mandat, puisque son élection u'a pas été annulée. M. Fanton souligne, en outre, que le ministre de l'intérieur ne lui a pas encore notifié par écrit qu'il n'était plus conseiller général. « J'attends qu'il le fasse, et alors J'entamerai un recours pour excès de pouvoir », ajoute-t-il.

Assemblées devalent voter ce texte

dans les mêmes termes.

Aprel -----TAPE TO LE

185° 16.1

1027 6 2 . 4 8

grani de r

55 5 6 "Lill"

 $I_{g^*}(E, t, e) = L_{t}$

362 · ...

Service

 $K_{\mu}(\Omega) = 0$

42.4

....

(1277 - 1 - 7 - 7

22.0

A 100 mm

 $\operatorname{gr} r = (1+t)\omega t$

Sec. 16 - 118 1

LOWER MARK

77 / 1420

Artist Total

- 1 C & All

2. 75 kg

22 . 44

.....

-

- CETTE

- at 44 g

ti . . . bayen

ن علاد ... الله

file . m. badan

ril pur la

TATEL

C140

: : : : : : d

Persers co

A Defended and a second

The state of

A November 19

44 in the ma

The second of $\mathbf{z}'\mathbf{z}$

The Court

5 to 5 1885

of the experience of

Paragraph in

Ser

Carrie Contract

Reference to the property of t

12 mars + 70

No. 7

18 cg - 17 - 14

eit Gr.

diameter .

LETROISIES

 $\Sigma_{i_1 i_2 \cdots i_r}$

. . . Car

≥g<u>.</u>. Re care

Phate, 3. Pality on their

1982

yent or car

Step Dog .

Passe 3

and sure are

ienconing .

accorde a . v

entities. germen 24

Harus

4

Alberta Song F

....

. . .

-25

1000

L'opposition, majoritaira au Sénat, n'a cependant pas voulu utiliser les possibilités de blocage (et risquer l'impopularité) que le gouver-nement lui offrait ainsi.

Les tractations qui ont précédé l'adoption à l'unanimité des 286 sénateurs ayant exprimé leur vote — 28 se sont abstenus (1) — ont montré que le gouvernement était prêt à beaucoup de concessions, ce qui a permis à la majorité sénatoriale d'édulcorer les dispositions anticumul. Tontefois, elle u'a pu aller trop loin, tant le vote positif de l'UDF en première lecture à l'Assemblée nationale marquait une limite à ses revendications.

Pour le PS - M. Jacques Carat, sénateur du Val-de-Marne, l'a indi-qué - « la transaction est honora-ble ». Obteau, comme l'a constaté M. Pierre Joxe, par « approximations successives », l'accord exclut du dispositif législatif les présidents des conseils des communautés urbaines et les maires des com-munes de moins de vingt mille habi-tants. Mais, surtout, il évite l'avalanche d'élections partielles qui aurait immanquablement suivi le acrutin du 16 mars. A lui seul, cet argument, aux yeux de l'opposition, justifinit qui se voit majoritaire à l'Assemblée nationale dans deux mois, un processus de retardement.

La particulière bonne volouté mise par les députés socialistes à accepter les souhaits de la majorité sénatoriale a été soulignée par le rapporteur socialiste de la commisrapporteur socialiste de la commission des lois, M. Jean-Pierre Worms.
M. Alain Richard, député socialiste du Val-d'Oise, l'a justifiée en expliquant que si ses collègues pouvaient avoir quelques motifs de regretter autant de concessions, en l'occurrence « le mieux aurait été l'ememi de les les concessions. du bien ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

"Il VSc sont absterns les 24 sérateurs communistes, 2 Gauche democratique (MM. Edgar Faure et Max Lejeune) et 2 RI (MM. José Balarcilo et Jean Marie Girault).

LE CONSENSUS ANTICUMUL

(Suite de la première page.)

Comme pour l'abolition de la peine de mort, le pouvoir peut ainsi e prévaloir d'un consensus. La limitation du cumul des mandats sera, en outre, un argument supplémentaire à la disposition de ceux qui voudront s'opposer à la volonté de M. Chirac de mettre fin à la régio-

Pour obtenir ce succès, les socialistes ont du tempérer leurs exigences : cette réforme ne sera mise on place que très, très progressivement. Le Sénat et les sénateurs étant directement concernés, la Constitution obligeait à respecter un bicamérisme total. Comme au bon rieux temps de la Troisième République, les deux Chambres du Parle-ment devaient parvenir à un accord complet. Ce fut, finalement, plus

facile que prévu. Fin du camul des mandats, décentralisation, avec transfert des res-ponsabilités départementales et régionales des préfets aux élus, de l'Etat aux collectivités : le passage an pouvoir des socialistes marquera si durablement le paysage institusel et politique fra litique français. THERRY BRÉHIER.

"GRAND JURY" RTL-Le Monde dimanche 18 h 15 en direct sur animé par Henri MARQUE Andre PASSERON et Anne CHAUSSEBOURG(Le Monde Dominique PENNEQUIN et Isabelle TORRE (RTL

OU TROUVER UN LIVRE EPUISÉ?

Téléphones d'abord ou venez à la LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

Si le titre que vous cherchez figure deas notre stock (100 000 livres dans tous les domainee) : vous l'aurez en 24 hours.

- Sit a'y figure pas : nous-diffusons gratuitement votre demende suprès d'un réseau de correspondants ; vous receivez une proposition dicrise et chiffrés dès que nous trouvons un livre. AUCUME OBLIGATION D'ACHAT

Dénouement à Nantes

Les truands se sont rendus après avoir libéré les otages

Après un suspense de trente-cinq heures, les trois malfaiteurs qui retenaient en otage deux magistrats de la cour d'assises de Loire-Atlantique, se sont rendus, sans effusion de sang, au préfet Robert Broussard, vendredi à 22 h 30, sur l'aéroport

De notre envoyée spéciale

Nantes. - « Nous avons choisi la meilleure solution pour tous et pour chacun. . En est-il vraiment convaincu Georges Courtois qui, trente-cinq heures après la prise d'otages, a'adresse ainsi nux journalistes à l'entrée de l'aéroport de Nantes? « Oui, nous retournons en prison. » Sa liberté, celle de Patrick Thiolet contre celle de leur ami Khalki : « Elle a été garantie par le ministère de l'intérieur », assure Georges Courtois. « Khalki avait mis en jeu très généreusemens sa liberté, et peut-être sa vie [pour libérer ses amis]. Arrivés au bout de leur route, ils n'ont pas voulu l'entrainer jusqu'n l'issue de cette action folle », confirme le commissaire Ange Mancini, le patron du RAID (Recherebe, assistance, intervention, dissussion).

Aidées du consul du Maroc à Rennes, les antorités françaises auraient ainsi mis an point l'expulsion prochaine d'Abdelkarim Khalki vers le Maroc en échange de la libération de tous les otages et de la reddition do commando.

Il est 20 h 30, la tension tout à coup est retombée. Combien de fois, an cours de cette journée folle, a-ton craint que la prise d'otages ne tourne au carnaga? Le jour s'était levé sur le palais de justice de Nantes, la ville lentement s'était. éveillée. Les badands venaient jeter un conp d'œil sur la place du palais de justice, éventrée par les travaux d'un futur parking souterrain, Andelà des palissades, derrière ses colonnes, le palais de justice ressemblait à un bunker.

Premiers coups de feu

En début d'après-midi, Georges Courtois, Patrick Thiolet et Abdelkarim Khalki ne retenaient «plus» que les quatre magistrats, le président de la cour d'assises, le premier substitut du procureur et deux assesseurs, ces magistrats professionnels dont ils avaient suffisamment dit quelle haine ils leur portaient. A l'intérieur du palais, le préfet Robert Broussard et ses hommes, qui, toute la nuit, avaient négocié la libération de chaque otage.

Une nouvelle fois, Georges Courtois exigeait la venue d'un journaliste pour transmettre un ultimatum. Exigence satisfaire. Mais, comme la veille pour le dernier enregistrement à FR 3, la diffusion de la cassette de Radio-France-Loire Océan était bloquée par le ministère de l'intérieur. Cette décision risquait-elle de déclencher la colère des preneurs

LE TROISIÈME HOMME

Abdelkarim Khalki a donné la coup d'envoi à l'interminabla prise d'otages en désarmant les gardes du palais.

Né dans la région de Fez, au Maroc, en 1951, Abdelkarim Khalki arriva en France en 1974. Patits mátiars at modaata salaire, jusqu'au jour de mai 1982 où il est arrêté à Names. Il vient de commettre un hold-ulp avec port d'arme. Ecroué à la prison de la ville en mai 1982, il est ensuite jugé par la cour d'assises de Loire-Atlantique en octobre 1983 et condamné à cinq ans de reclusion criminelle. il rencontre alors, en prison, Georges Courtois. Une amitié naît. Pour sa bonne conduite en detention. Abdelkarim Khalki est libéré le 29 novembre 1985 après trois ens et demi de pri-

d'otages ? Allait-on passer une nou- n'est pas question, alors qu'ils veila journée d'attente, une unit encore? Les policiers donneraient-

Il est 14 b 25 lorsque éclatent les pramièras détonntions. C'est Georges Courtois qui tire. Enchaîné au président de la cour d'assises, il apparaît en haut des marches du palais. Il allume une cigarette et, en lançant des phrases que l'on n'entend pas, tire en direction de la foule. L'objectif d'une caméra est brisé. Le commando va quitter le palais. Une Renault Espace de couleur havane l'attend. Courtois y est bientôt rejoint par Khalki enchaîné

Robert Broussard-Ange Mancini a réussi un sans-faute à Nantes. Cétait la première opération du RAID,

la nouvelle unité d'élite

de la police nationale.

L'équipe

à deux magistrats et par Thiolet enchaîné à un quatrième otage, qui a'installe au volant. Coartois lui dira un peu plus tard de « respecter soiment le code de la route -.

En trombe, la voie ouverte par des motards, la voiture disparaît encadrée par des véhicules de police. Mais où? A Nantes, la circulation est bloquée un peu partout. En fait,

détiennent encore quatre otages, de tenter la moindre opération de force.

Une antenne du SAMU est instalice sur l'aéroport. Selon son direc-teur, le commando, qui a aperçu un Mystère-20 du GLAM, exige, au grand dam dn pilote, qn'on mette l'appareil à sa disposition. Signe de décrispation, le substitut du procureur, M. Philippe Varin, et un assessour, M. François Dior, sont libérés

Pourquoi ensuite ce « ralenti » ? Dans le brouillard, la nuit tombe, l'Espace semble bien isolée. Robert Broussard et Ange Mancini ne ces-sent de faire la navette entre la voiture et l'aéroport. C'est très vraisemblablement le « sens de l'amitié » qui permet le dénouement, et la pro-messe de l'expulsion de Khalki. A 20 b 30, le président de la cour d'assises, M. Dominique Bailhache, et le deuxième assesseur, M. Bernard Bureau, sont libérés et les armes remises aux forces de l'ordre.

Rien n'est escamoté aux yeux de la presse : la vosture, conduite cette fois par un policier, fait une dernière halte devant l'aéroport. Obligeam-ment, un policier baisse la vitre pour permettre à Courtois de parler aux journalistes, qu'il traite cette fois de requies ». A t-il enfin compris que la presse dont il n voulu se setvir est une arme à double tranchant ? « Le film de FR3 nous o beaucoup aidés, confirment le préfet de région, M. Jean Chevance, et Robert Broussard, nous l'avons passé et repassé. Les gestes, les caractères, des preneurs d'otages décryptés, les trois hommes ne pré-sentaient plus guère de mystère pour

Robert Broussard a les yeux rougis de fatigue, son « complice »

La cassation de l'arrêt de renvoi de Klaus Barbie devant les assises

Le procès pourrait être reporté après les élections législatives

La chambre criminelle de la La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Jean Ledoux, a annulé vendredi 20 décembre, après nn long délibéré, l'arrêt de la chambre d'accusation de Lyon qui avait renvoyé Klaus Barbie devant les assises du Rhône, en ue retenant contre lui que des faits de déportation de puis innocents. C'est la chambre d'accusation de Paris qui a été désignée pour examiner de nonbre d'accusation de Paris qui a été désignée pour examiner de nouveau le dossier, étant précisé que si cette juridietion estime que l'inculpé doit être jugé, il le sera en tout état de cause par la cour d'assises du Rhône. Mais le procès ne pourra probablement pas avoir lieu à partir du 3 février prochain comme prévu, et pourrait être renvoyé au-delà des élections législatives du 16 mars.

L'attends maiseur de cet arrêt

L'attenda majeur de cet arrêt tient en deux lignes. Mais elles sont essentielles, car la chambre demandé l'avocat général,
M. Henri Dontenwille, y donne,
pour la première fois, sa définition
et sa conception des crimes contre

l'humanné.

Ces crimes imprescriptibles, ditelle, « constitués, au sens de l'article éc du statut du tribunal militaire international de Nuremberg
annexé à l'accord de Londres du
8 août 1945, alors même qu'ils
seraient également qualifiables de
crimes de guerre, selon l'article 6b
de ce texte, par des acres inhumains et des persécutions qui, au
nom d'un État protiquant une
politique d'hégémonie idéologique, politique d'hégémonie idéologique, ont élé commis de façon systéma-tique, non seulement contre des personnes en raison de leur oppar-tenance à une collectivité raciale ou religieuse, mais aussi contre les adversaires de cette politique quelle que soit la forme de leur opposition ».

La phrase, pour être longue et bien dans la manière des rédac-tions de la Cour suprême, exprime

clairement l'idée que le crime de guerre, qui se trouve prescrit au bout de dix ans, est en lui-même une notion. Mais par la façon dont il peut s'accomplir, dès lors que s'y ajoutent des faits constituant des actes inhumains ou des persècu-tions contre des adversaires, au nom même d'une idéologie étati-

Pour la première fois, la chambre criminelle précise la notion de crime imprescriptible contre l'humanité.

que, il revêt le earactère d'un crime contre l'humanité et devient alors imprescriptible.

Or la chambre d'accusation de Lyon nvait estimé que, parmi les buit actions ou opérations initiales reprochées à Barbie, seuls devaient être retenus, car ils étaient seuls, à son sens, susceptibles d'être quali-fiés crimes contre l'humanité, et donc impreseriptibles, ceux qui avaient entraîné la mort de juis arrêtés et déportés en raison de cette seule et unique qualité. Ainsi avaient été écartées des poursuites toutes les opérations de l'ancien SS de Lyon commandées dans le cadre de l'action qu'il menait contre la Résistance.

La Cour de cassation, à partir de la définition qu'elle donne des crimes contre l'humanité, déclare qn's en excluant de cette qualifica-tion pour l'ensemble des actes imputés à Kinus Borbie, qui auralent été commis contre des personnes appartenant ou pouvant appartenir à lo Résistance, alors que son orret constnte que les crimes «ntroces» dont ces persomes ont été systematiquement ou collectivement les victimes, étaient présentés comme justifiés politiquement par l'idéologie national-socialiste, la chambre d'accusation de Lyon a méconsu le sens et la partée des textes visés par les moyens de cassation -.

Elle relève à ce propos que - ni les mobiles animant les victimes ni leur èventuelle qualité de combatteur eventueire quatte de combut-tence, à la charge de l'inculpé, de l'élément internionnel constitutif des infractions poursuivies », c'est-à-dire de crime contre l'bumanité. L'arrêt de Lyon se trouve donc cassé sur ce seul point, car il ne lui est pas fait grief d'avoir retenu comme victimes de crimes contre l'bumanité les puifs innocents mais seulement de s'en être tenu là. La chambre d'accusation de Paris va donc avoir à reprendre l'examen du dossier sur ce seul

Un autre moyen de cassation a été retenu par la chambre crimi-nelle. La chambre d'accusation de Lyon avait, dans ce même arrêt, décinré prescriptibles les denx peines de mort prononcées par contumace contre Barbie en 1952 continues comme barble in 1954 pour d'autres faits commis par lui. Pour la Cour suprême, qui rappelle à ce sujet les dispositions de l'article 639 du code de procédure pénale, une chambre d'accudure pénale, une chambre d'accu-sation n'est pas compétente pour se prononcer à cet égard. C'est à la seule juridiction de jugement, en l'occurrence aujonrd'hui la conr d'assises du Rhône, de statuer et de dire si Barbie doit ou non répondre contradictoirement de tel on tel des actes qui lui furent naguère reprochés et qui pour-raient s'apparenter à des crimes imprescriptibles. Cela suppose que le parquet général de Lyon dise s'il estime ou nou nècessaire de reprenestime ou nou nécessaire de reprendre l'action publique.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

« Si la police ne fait rien... »

Alors qu'il était encore retenu en otage au paleis de justice de Nantes, M. Philippe Varin, premier substitut, a fait, vendradi 20 décembre, à 10 h 30, une déclaration recueillie par Joël Bitoune, journaliste de Radio-France Loire-Ocean, dont on lira cidessous l'extrait qui en a été diffusé sur les ondes de cette

«Nous sommes maintenant détenus depuis plus de vingt-quatre heures. M. Courtois a jusqu'ici tenu tous ses engagements à notre égard, à l'égard de la police. Il a relâché nombre d'otages, meme la quasi-totaire volontairement. Il en a pris l'initiative è un certain nombre de reprises. M. Courtois ne nous a pas maltraités, il nous a même traités très correctement.

» Je dois indiquer que, maintenant, nous en arrivons au point crucial de cette affaire, c'est-àdire qu'il na fait aucun doute que, quoi qu'il arrive, M. Courtois va sortir de ce palais de justice pour prendre una voiture, a'éloigner avec les quatre megistrats de la cour, enchaînés avec M. Courtois

Georges Courtois veut aller à la gare. Sous l'œil pour le moins étonné des enfants qui partent en colonie de vacances, Courtois, une arme pointée vers Robert Broussard, va chercher un sae à la consigne antomatique : il est plein d'armes et de grenades. Nouveau départ : l'aéroport. Les trois malfaiteurs auraient exigé un avion pour se rendre an Maroc. Aucune mesure particulière de sécurité n'n été prise sur le terrain. L'ordre d'évacuer est très tardif puisque voyageurs et membres du personnel croisent, en partant, la Renault Espace qui arrive. Le trafic aérien est totalement interrompu.

Une demi-heure plus tard, sur la demande des policiers qui cherchent à l'isoler, la voiture se dirige en bout de piste et la négociation reprend. - On est alle s'expliquer en rase compagne ., dira ensuite Robert Broussard. Le préfet a sans doute, à ce moment, l'impression que l'affaire touche à sa fin. Mais les preneurs d'otages ont chacun une grenade dégoupillée à la main. Il

des grenades en mains, ses amis

» Il est donc indispensable que la police ne fesse strictement rien. Nous, nous considérons que, si la police ne fait rien, l'affaire ira à son terme normalement. M. Courtois s'est bien engagé, si la police n'intervenait pas, à nous relâcher immédiatement, dès qu'il sera en sécurité. Il nous parle d'un délai telative-

> Donc, si les choses se pas-sent mal ce sera vraisemblablement parce que la police sera intervenue intempestivement. Ja tions à la dire par avance, car jusqu'ici M. Courtois a toujours tenu ses engagements à notre égard. >

A la fin, Courtois a prie le substitut de préciser dans quelles conditions il faisait sa déclaration. M. Varin a répondu : « Oui. Effectivement. Je suis totale-ment libre, le journaliste qui est en face de moi pourra le certifier. Je n'ai aucune attaches, je n'ai pas d'armes sous la nuque. Il n'y a aucun problème à cet égard. Je dis ce que je ressens véritable-

Ange Mancini, le patron du RAID. dont Nantes est le premier « coup », ne cache pas sa satisfaction. Leurs hommes, avec une barbe de deux jours, sont épuisés, mais contents. Pas un coup de seu n'a été tiré par la police, il n'y a pas eu une goutte de sang versé. C'est un sans-faute pour l'équipe Bronssard-Mancini

AGATHE LOGEART.

MORT DU PÈRE FRANÇOIS DE L'ESPINAY

Le Père François de l'Espinay, originaire de Luçon (Vendée), est mort le 18 décembre à Salvador-de-Bahia an Brésil. Né en 1918, il avait été ordonné prêtre trente ans plus tard. De 1958 à 1962, il avait été aumônier en chef des armées d'Algérie. En 1963, il était parti en Amérique latine pour coordonner l'activité des religieux et prêtres en mission. C'est en 1973 qu'il s'était établi, avec l'accord des évêques du Brésil, à Salvador-de-Bahia pour y vivre avec les Noirs les plus déshéLe malthusianisme des jurys

A quelle condition un docteur en médecine peut-il exercer son art en milieu hospitalier? La récente réforme de l'internat des hôpitaux, puis celle des statuts et du mode de recrutement des praticiens hospita-liers, amènent à poser la question à l'occasion d'une affaire peu banale.

Il y a quelques semaines était organisé pour la première fois un concours national des praticiens hospitaliers. En gynécologie obsté trique, 136 places étaient offertes, cor-respondant aux 136 postes déclarés vacants à l'échelon national. Ce concours comportait deux épreuves, l'une écrite, l'autre orale. Il prenait en compte les . titres et travaux » des candidats, ainsi que les - services rendus - par eux à l'hôpital lic. 95 médecins s'étaient pré sentés, tous spécialisés en gynécologie-obstétrique, les uns issus de la « voie royale » bospitalouniversitaire (anciens chefs de clinique ou anciens internes de CHU), les autres d'une voie plus modeste (titulaires d'un certificat d'études spécialisées ou internes des régions

Résultat : 26 reçus. 24 provenaient de la filière noble et deux -seulement - de l'autre. Une centaine de postes vont done demeurer vacants dans les hôpitaux français,

LE RECRUTEMENT DES MÉDECINS HOSPITALIERS

Le professeur Roger Henrion (hôpital Cochin, Paris), membre du jury, fait valoir la grande hétérogénéité des candidats et des postes dans lesquels, une fois reçus, ils pouvaient êire affectés. « Nous avons préféré prendre le risque de laisser des postes vacants, explique-t-il, plutôt que d'y voir nommés des médecins que nous estimons insuffi-samment qualifiés. Certes, il y avait peut-être, çà et là, des gens compé-tents pour la place demandée, mais le système des concours ne permettait pas de les prendre en compte. » A la direction

(secrétariat d'Etat à la santé), où l'on indique que des situations analogues existent pour la radiologie et l'anesthésie-réanimation, on ne cache pas que la situation ainsi créée posera des problèmes de fonctionnement hospitalier.

Le résultat de gynécologie-obstétrique illustre surtout l'incohé-

rence de l'actuel système de recrutement. Un groupe de médeeins d'hôpitaux généraux vient de dénon-cer cette situation, qui, selon eux, risque de s'aggraver dans les années à venir avec les conséquences de la réforme de l'internat (disparition des actuels internes, ainsi que des étudiants en certificat d'études spécialisées), et qui inquiète M= Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

Une situation paradoxale à un double titre : les porte-parole fran-çais de la gynécologie obstetrique sitnent à un médecin accoucheur pour deux cents accouchements annuels le seuil de sécurité indispensable (seuil déjà très supérieur aux publiques). D'antre part, les médeeins recalés au concours national (tous âgés de trente à quarante ans) pourront sans difficulté exercer leut spécialité et avoir des responsabi-lités équivalentes dans des maternités privécs. Deux poids, deux

JEAN-YVES NAU.

L'opposition se propose d'abroger la plupart des réformes en matière de santé réalisées par la gauche

Abrogation de la loi sur la départementalisation, réapparition du sec-teur privé hospitalier, réforme radi-cale de l'enseignement médical, RPR et UDF espèrent, dès mars 1986, abroger les principales réformes instituées depuis 1981 par la ganche en matière de santé, comme l'a indiqué M. Jacques Blanc, président de la commission santé de l'UDF au cours d'une conférence de presse, vendredi 20 décembre au Senat.

Le RPR et l'UDF ont déjà déposé devant le Parlement quatre propositions de loi qui devront être très vite votées après les élections législa-tives (1). Première visée : la départementalisation hospitalière. Si le RPR et l'UDF se disent favorables au concept de départementalisation, ils sont opposés à la conception qu'en ont les socialistes. Outre l'abrogation d'un certain nombre d'articles de la loi du 3 janvier 1984, un des textes proposés conjointe-ment par des élus RPR et UDF prévoit que, si les chess de service le désirent, les départements pourront

«ètre constitués de façon tempo-raire ou définitive». La création du département sera alors décidée par le conseil d'administration sur avis de la commission médicale consultative. «Les activités du département sont, indique le texte de la proposition de loi, placées sous lo respo bilité du coordonateur choisi par les chefs de service intéressés. »

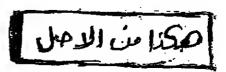
En ce qui concerne la réapparition du secteur privé au sein des hôpitaux publics, la proposition de loi prévoit que les hôpitaux devront réserver des lits pour la clientèle personnelle des médecinschirurgiens et spécialistes de l'établissement -. Deux après-midi par semaine ou quatre demi-après-midi seront alloués aux praticiens hospitaliers lorsque l'hôpital public sera dans l'impossibilité de permettre l'exercice en son sein d'une activité de clientèle privée.

Mais c'est l'organisation des études médicales qui sera le plus profondément bouleversée. En plus de la réhabilitation de l'internat

ancien régime, l'opposition envisage de faire voter une série de réformes visant à transformet de fond en comble l'enseignement médical tel qu'il est dispensé aujourd'hui dans les facultés de médecine et à instituer une véritable autonomie des universités. - Les étoblissements procéderont librement à l'élaboration de leurs projets pédagogiques et à l'organisation des études. . Ils pourroni recruter des professeurs asso-ciés sous contrat à durée détermi-

Cette autonomie administrative et pédagogique s'accompagnera d'une autonomie financière, chaque saculté on université étant libre de recevoir des subventions et de passer des contrats d'enseignement et de recherche avec toutes collectivités, qu'elles soient publiques ou privées.

(1) Plusieurs centaines de médecins on accepté de parrainer ces proposi-tions de loi. Parmi eux, les professeurs de Sèze, Lhermine, Pellerin, Surean.



France/société

Face-à-face entre Christine Villemin et le juge d'instruction La recherche du temps perdu

De notre envoyé spécial

Epinal - L'intime conviction est parfois une longue patience. ..
Cette phrase de Me Paul Lombard pourrait servir d'épitaphe plutôt que de conclusion à l'affaire Villemin. Longue, trop longue patience que co rituel de confrontations présumées essentielles et jamais décisives, de ces rendez-vous déterminants et qui ne déterminent rien.

Fandrait-il prendre la justice, comme son mal, en patience? Pendant dix heures, pen s'en fallut, le vendredi 20 décembre, au tribunal correctionnel d'Epinal : Christine Villemin, inculpée d'assassinat, s'est retrouvée face à M. Jean-Michel Lambert, juge d'instruction et, si l'on peut dire, son « inculpeur ». Comme elle dirait, son « persécu-teur ». Un épisode après un autre épisode, cinq heures d'audition la veille, jeudi. Car un chapitre chasse l'autre dans ce seuilleton sans fin du juge obstiné et d'une semme miné e, innocente ou non, qui se jettent à la figure leur suspicion réciproque.

Plus tard, si quelqu'un refait verra probablement l'exemple d'une justice transformée en machine à remonter le temps. Et d'abord le temps perdu. D'un outil rudimentaire à explorer à reculons les pistes, et surtout celles qui ont été négli-

L'affaire Villemin, dans le fond, tient toute entière, caricaturale, dans cet épisode des pueus évoqué, parmi des dizaines d'autres questions, vendredi. Le 17 décembre 1984, le lendemain de la mort de Grégory, les enquêteurs de la gen-darmerie trouvent sur la berge de la Vologne des traces de pneus frai-ches, nettes et parfaitement identifiables. Ils en font donc des empreintes, emplâtres très bieu réussis d'ailleurs. Trois pneus sont d'un modèle équipant en série les R 4 et R 5. Le quatrième, très usagé, est d'un autre modèle. Les pneus ne sont pas, en tout cas, ceux utilisés sur la Peugeot de Bernard Laroche, déjà soupçonné. Plusieurs centaines de véhicules sont contrôlés dans la région. Toutes les R 4 et R 5 de Christine Villemin. Cette voiture est vendue quelques semaines après. Le nouveau propriétaire utilise, croit-on savoir, pendant environ 4 000 kilomètres les pneus anciens, trois du même modèle, un différent, puis les change. Simplement à la demande d'un gendarme qui garde les vieux poeus, au cas où...

Au cas où. Eu effet, un an après, les moulages sont récupérés dans la cave ou au grenier de la gendarmerie de Bruyères. Les vieux pacus « créneau horaire » donné par le dis-

sont saisis. Les experts sont dési-gnés. Ils vont donc, début janvier 1986, déposer des conclusions. On ne donte pas un instant qu'elles seront contestées. Comment ne le seront contestées. seraient-elles pas ?

Certes, depuis le mois de juillet dernier, depuis et mois de junier d'accusation de la coar d'appel de Nancy a ordonné la mise en liberté de Christine Villemin, en demandant un juge d'instruction de consolider sou dossier, les choses out avancé. Les investigations, menées essentiellement à la demande de l'une des parties civiles, les grands-parents Villemin, représentés par Mª Lombard, Lagrange et Bour-delle, ont permis d'établir un certain nombre de points.

Plusieurs pistes antérieurement négligées sont réexaminées. Mais, un an après, certains indices ne manqueront pas d'être contestés.

L'horaire, par exemple, la décou-verte du disque horodateur d'un car de ramassage scolaire, déjà évoquée, permet d'établir, aujourd'hui, que Christine Villemin aurait en le temps matériel de commettre le crime. Ce qui ne vent pas dire qu'elle l'ait commis. De même, les experts en audiométrie chargés d'analyser les enregistrements réalisés bien avant la mort de Grégory, à la demande de la gendarmerie, sont arrivés à une conclusion : l'un de ces enregistrements fournis par Christine Villemin ne correspond pas à la description qu'elle avait faite de l'appel téléphonique anonyme. L'enfant entendu sur la bande n'était pas, comme elle l'avait affirmé, proche de son éventuel interlocuteur, d'ailleurs muet, mais dam la même pièce qu'elle. D'où l'bypothèse d'un auto-appel. Les choses out avancé et « les charges. certaines troublantes, d'autres sérieuses », porées par la chambre sont pas allégées. An contraire.

Les témoignages réaffirmés de compagnes d'usine sur le passage de Christine Villemia au bureau de poste de Lépanges, le 16 octobre 1984; le tableau des concordances téléphoniques établi par la police judiciaire, démuntrant que sur quatre-vingt-six appels téléphoniques anonymes recensés, Christine Villemin aurait été en mesure d'en « passer » quatre-vingts; le nouveau

que; les « évolutions » des explica-tions successives de l'inculpée sur l'accroissement notable des factures téléphoniques du couple Villemin en janvier-février 1983, et beaucoup d'autres points, out été évoqués ce vendredi on antérieurement.

Là, il s'agissait, en outre, d'une confrontation uvec les grands-parents Villemin. Elle fut à certains moments très vive. L'atmosphère fut tendue aussi entre le jage d'instruction, bien place pour savoir, dans cette affaire, qu'il u'y a ni mobile clairement établi ni preuve absolue, et une inculpée qui affirme, à bon droit ou nou, son innocence avec un sang-froid et une maîtrise « lapi-daires ». « Ma cliente n'a jamais été mise en difficulté, affirmera M' Garand, bien qu'on lui ait fait subir une torture morale, une pres-sion terrible. » L'avocat parisien a fait connaître son intention de déposer prochainement une demande de non-lien. « Il y a, dans le dossier maintenant consolidé, de quoi étayer l'intime conviction, déclarait M. Lombard. Il appartient mainte-nant au parquet, qui brille surtout par son absence dans cette affaire, de prendre ses responsabilités. »

Ces propos visaient évidemment M. Lecomte, procureur de la Répu-blique à Epinal. Du moins pour l'instant. Car ce magistrat vient d'être nommé au tribunal de Mayotte. Comme le capitaine de gendarmerie Cesmat fut, lui, muté à Berlin.

Il appartiendra donc au nouveau procureur de la République d'Epinal de « prendre ses responsabilités ». Il devra le faire après que les conclusions des différentes coutreexpertises, attendues par le juge Lambert des les premièrs jours de 1986, auront confirmé on infirmé les expertises précédentes. Dans la première hypothèse, assez vraisembla-ble dit-on, la tâche sera rude.

PIERRE GEORGES.

• Leontev, le « dormeur », en li-berté. – M. Vladimir Leontev, l'im-migré russe inculpé de recel après avoir été trouvé en possession de 278 500 francs en Grande-Bretagne, a quitté fibre, dans l'après-midi de vendredi 20 décembre, l'hôpital de o-sur-Met (Pas-do-Calais).

M. Leontev reste toujours sous contrôle judiciaire, l'origine de la somme trouvée sur lui, le 18 novembre, par la police britannique, à la suite d'un accident de mobylette au nord de Londres, étant toujours aussi mystérieuse. M. Leontev, qui uvait feint le sommeil pendant trois semaines pour éviter de répondre aux questions des policiers britanniques, était arrivé à Calais, jeudi dernier, prostré et semble-t-il très affai-

AU TRIBUNAL DE CLERMONT-FERRAND

Trente mois de prison (dont deux ferme) pour le commissaire Gilbert Ambrosi

Le policier avait torturé un prévenu lors d'un interrogatoire

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. - Ce u'est pas le procès de la police, mais celui d'un homme ayant failli à sa fonction de commissaire : dès le début des débats qui vont durer six heures, vendredi 20 décembre, cette évidence plane an dessus de la salle du tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand, Gilbert Ambrosi, trente-neuf and, bem de ses supé-rieurs, et même couvert d'éloges par un magistrat cité comme témoin à la barre, est accasé d'une faute grave, commise le 29 novembre 1984 dans une pièce du commissariat qu'il dirigeait depuis deux ans.

Ce jour-là, en fin d'après-midi, l'« irréprochable» fonctionnaire — il esr aujourd'hui suspendu de ses ctions - a dérapé face à un jeune malfaiteur d'origine algérienne, Karim Ramdani, placé en garde à vue depuis le matin. Il l'a gifté, puis torture à l'aide d'une matraque électrique. Pour ce quart d'heure de drame, le commissaire Ambrosi va être sanctionné de trente mois de prison dont deux ferme qu'il a déjà purgés, mais - et c'est sans doute le pire - le policier d'élite est désormais place an ban d'un corpa qu'il a

« Je me suis toujours impliqué: à fond dans mon travail », tiendra-t-il à faire savoir au cours de l'audience. S'il n'avait jusqu'alors jamais morde la ligne blanche de la loi, le dépassoment effectué en la circonstance s'avera tellement net qu'il ne tarda pas à reconnaître son entière culpa-bilité. Face à une présidente de tri-bunal, Ma Clandine Bressoulaly, d'une courtoise et implacable prée sion, le commissaire Ambrosi explique qu'il était complètement épuisé par la conduite d'une enquête sur une importante affaire de stupéfiants-Aussi, à la fin d'une journée encée à 7 heures, . les plombs. ont sauté face à un homme au sourire narquoir ». Douloureuse expres-sion au moment de l'exposé d'un contexte de violence où la matraque electrique prise dans un tirbir « uniquement pour lui filer la frousse : va percourir durant deux ou treis minutes le corps de sa victime.

Le commissaire a choisi le sarage situé près de la gedle où avait été enfermé Karim Ramdani afin de tenter de lui faire avouer un vol de fourures pour lequel le malfaiteur a d'ailleurs été récemment condamné.

d'un gardien de la paix, M. Patrick David – lui sussi parfaisement noté par sa hiérarchie – qui paiera d'un

an de prison uvec sursis le fait d'avoir obéi à son patron en passant des menottes dans le dos de Karim Ramdani. Patrick David a « subi ». à sa façon, l'interrogatoire et des rires amers secouent les travées lorsqu'il se laisse aller à dire : - Je languissais de partir, car c'était la fin de mon service. »

« Je me suis écœuré moi-même >

Le commissaire Ambrosi, lui, ssume entièrement sa responsabilité. Il avait déclaré lors de sa première audition : « Je me suis défoulé. » Il répétera souvent par la suite : « Je me suis écœuré moi-mème. » Mª Alain Fort, du barreau de Valence, défenseur de Karim Ramdani, veut bien admettre ce dégoût, mais en ajoutant : « S'il avait eu en face de lui le fils du préfet de l'Ardèche, il se serait certai-nement comporté autrement. Il aimait les armes, c'était un homme de western, mais je dis non quand ça tourne au stade gestapien. » :

La question de la préméditation fut bien sûr posée. Elle u'a fait aucun doute pour le procureur Fran-çois Maury, dans la mésure où le commissaire est monté dans son de déplacer le suspect, de le conduire pieds mis, en slip et en petite chemise en un lieu discret.

La tâche est bien difficile pour la défense assurée par le bâtonnier Dousset et Mª Chambou. Ce dernier s'écriera : « Vous l'avez, votre flic qui a chuté l » tandis que son collègue plaidera pour la - juste mesure »; composée à ses yeur du passé élogieux de son client, de l'ambiance, semblo-t-il, irrespirable régnant au commissariat d'Amontait contre le laxisme d'une partie de personnel et, enfin, d'un appui de la population locale pour son come saire marqué par une pétition rassemblant un millier de signatures. L'avocat tentera de démontrer qu'en réalité pas mal de gens en voulaient à Gilbert Ambrosi comme le prouve l'explosion an plastic, pendant la unit du 20 au 21 mai dernier, de la villa de son client dans le Var....

LUBERT TARRAGO.

the spile of

permettre de remporter la Coupe Davis pour la première fois sans dif-ficultés.

Toutefois, au lieu de se prépare

intensivement à rencontrer les tenants du trophée, Becker, un grand dam de l'entraînem allemand Pillic, a sacrifié à de très nombreuses mondanités. Mais les Allemands n'ont-ils pas raison de faire apprendiement configure à leur passes

aveuglément confiance à leur nou-veau monstre sacré qui, pour s'isoler

de la foule, met sur les oreilles un

walkman sans cassette, et dont un

entraîneur a dit : « Pour réussir, il

est prêt d manger du rat. » An reste, un jour un luméricain a écrit : « Becker est le meilleur produit de l'Allemagne depuis la Coccinelle Volkswagen. »

ALAIN GIRAUDO.

2 7

..:

SECURE OF SECURE

- ياد د و وي

55:5+5 Or - -

200 m

garage to the

Baltimore and

1-12 A

277 1 1 1 A 4

1.14 TO F 1944

2002 - CC

200 A CE

×perk...F-_.

≛d_{it}.

Telle St.

1300 L:

A CHARLES

act car

Brand St.

Me train of the

× Davon.

Re de lise

Marriage ...

Secon Carried

A CONTRACTOR

Le capit

Le conscio di co-

Sec. 25 Sec. 12.

detuce

de società de la companya de la comp

a chair co

de la SEFC

when the second

... ***

- M. et M= Rene Bondoux,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques BONDOUX, minandeur de la Légion d'honneur, correspondant de l'Institut, président d'honneur de la Fédération nationale

des entreprises à commerces multiple leur frère, beau-frère, oncle et grand-

oncie. Les obsèques auront lieu dans l'inti-mité, le kindi 23 décembre 1985, à 10 h 30, en l'église de Boynes (Loiret).
Une messe sera célébrée à Paris, en l'église Saint-Philippe du Roule, le lundi
13 janvier 1986, à 18 houres.

11, villa Spontini, 75116 Paris. L. rue Frédéric-Bastiat, 75008 Paris.

La Fédération nationale des entre-prises à commerces multiples

a le regret d'annoncer le décès de so président d'honneur,

ML Jacques BONDOUX. membre correspondant de l'Institut, commandeur de la Légion d'honneur.

- On nous prie d'annoncer le décés

M. Jess BORDEREAU.

survent i Paris, le 12 décembre 1985, dans sa soixante dix-huitième année.

dam sa sokkante dix-mitieme annoe.

De la part de

M. Jean Bordereau,
son épouse,
Le docteur et M. Pierre Bordereau,
M. et M. Jean-Clande Bordereau,
M. et M. Alain Bordereau,

ses enfants, Ses petits enfants, Et toute la famille. L'inhumation a en lieu dans l'inti-mité, le 16 décembre 1985, à Châteanneul-Val-de-Barges (Nièvre), dans le caveau de famille.

Route de Prémery. 58350 Châteanneuf-Val-de-Bargis.

- . M - Henri Golliez, son spouse.

M. et M. Philippe Beaucamp i leurs enfants. M. Paul Golliez de Wippens.

: M= Anne Golliez, set enfants et petits cafants, M= Alice Golliez,

ade tristeme de faire part du

Henri-Louis COLLIEZ, général de division (CR), commandeur de la Légion d'hon

grand officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945,

survena à Vence, le 20 décembre 1985. La cérémonie religiense aura lieu le lundi 23 décembre, en la cathédrale de

Vence, à 16 h 30. L'inhumation aura lieu le vendredi 27 décembre, an cimetière Nord de Colmar, à Il beures.

. 1810, chemin du Pionlier, 06140 Vence.

- La famille Haliona et Hazont, Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, Et toute sa famille

out la doulour d'annoncer le décès de lour très regrettée

> Yacot HALIOUA, née Alloui.

survenn à l'âge de soixante-quatorze ant, en Israël, le 19 décembre 1985. Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue Hagana Petali-Tikva (Israel).

- M= Rolande Mahjoub et ses enfants, M. et M= Guy Trobas et leur fils, Les familles Mahjoub, Trobas,

Pinaud et Caid-Essebsi, out la douleur de faire part du décès du

Zein ei Abdine MARJOUB, survenn le 29 novembre 1985, à l'âge de

30, rue des Epinettes.

Anniversaires

- Reims, Taissy.

30 décembre 1969.

Tous ceux qui gardent vivant le mer-cilient souveau de

Jeen VISSEAUX et François BAZELAIRE

uniront leurs pensées pour eux, en ces jours douloureux de leur disparition si

Sports

Boris Becker l'enfant chéri... et cher

(Suite de la première page.)

La salle contient douze mille neuf cents personnes, dix fois plus ont demandé un hillet. Le marché noir est à son comble. Bref, la • Becker-

manie » fait rage.

Le phénomène est encore plus fort qu'en France lorsqu'en 1982 et 1983 Yamick Noah avait disputé la finale de la Coupe Davis contre les Etats-Unis, puia gagné Rolaud-Garros. Le numéro un français, dont l'ascension vers les sommets avait été progressive depuis 1978, u'a pas été unanimement apprécié dans l'Heragone. La couleur de sa peau, son mode de vie ont peut-être empê-ché inconsciemment le phénomène d'identification qui, en revanche, s'est produit avec Boris Becker, joueur à la trajectoire fulgurante

(de la 222º à la 5º place mondiale en dix-buit mois) dans one Allemagne curieusement saturée de tennis.

C'est le petit-fils rèvé de toutes les personnes agées de plus de soitante ans. Il croit en Dieu et prie fréquenment. Il se conduit comme un bon fils. - Au moins, avec lui, on tient un gamin toujours bien habillé qui ne risque pas de manifester contre les fusées Pershing -, a écrit le Spie-gel. Ironie? « Je défends les positions des Verts pour taquiner mon père », a assuré Boris Becker. Architecte, ce père est conseiller munici-pal démocrate-chrétien de Liemen. sa ville natale, où il a commu un triomphe d'empereur romain, après sa victoire à Wimbledon. Le leader bavarois de la CDU. Franz-Josef

Strauss, a d'ailleurs annoucé qu'il assisterait à la finale de la Coupe Davis.

Hommes politiques. journalistes Hommes politiques, joarnalistes et groupies ne sont pas les seuls à tambouriner à la porte du jeune champion : les spansors aussi a'y bousculent. A peine la firme d'électronique BASF a-t-elle renâclé pour payer 500 000 DM un petit écusson sur l'épanle du champion que la société néerlandaise concurrente. Philips a est engagée à verser 5 mil-lions de DM pendant quatre ans. Les chaussures Puma donneut 600 000 DM par an, les vêtements Ellesse 300 000 DM, les montres Ebel 100 000 DM, le constructeur BMW lai a prêté une voiture alors qu'il n'a pas encore le permis de conduire. La Deutsche Bank pourrait, elle, passer un contrat de l'ordre de 1,7 million de DM pour gérer les revenus du champion qui uutre ses gaius cu touruui (120 000 DM en 1985) reçoit au

moins 10 000 DM par exhibition. Officiellement, le père gère la for-tune du fils. En fait, c'est lon Tirisc qui tire les ficelles en coulisse. Ancien mentor de Nastase. Vilas et Leconte, le célèbre manager rousin a en le coup de foudre pour Boris Becker lors du dernier tournoi de Monte-Carlo. Il l'a pris sons contrat et l'a lancé comme une bombe dans le circuit. Les régultats sportifs et financiers ont sans doute dépassé ses espérances les plus folles, mais Tirine a su en tirer le plus grand profit. Le président de la Fédération de tennis allemand a reconnu qu'en lui confiant la promo-tion de la finale de la Coupe Davis il encaisserait 3 millions de DM, soit trois fois plus qu'il n'aurait pu le faire par ses propres moyens, tout en laissant I million de DM de commis-

sion au manager. Il est vrai que

Tiriae a rentabilisé au maximum les places et l'espace publicitaire qui lui out tie confiés : 12000 DM les . 12 m² de panneaux publicitaires avec deux places gratuites, ou 12000 DM le siège seulement. Même la société qui u passé le revêtement du court. Deursche Lineum Werke, a dû verser 55000 DM pour avoir l'hoaneur de faire violer sa moquette par Becker.

. Il presse le citron », ont déploré certains commentateurs qui ne pardoment pas tout à fait à Tiriac. d'avoir installé son protégé à Monte-Carlo pour fuir le fisc allemand. Mais c'est un péché véniel pour 60 % des Allemands, qui, selon un sondage, pensent en revanche à près de 70 % que leur jeune héros va leur

Pour vos cadeaux de Noël

un choix naturel

Ouverture le dimanche 22 décembre e de 14 h30 à 18 h30 .

8 place de l'Opéra et 4 Rond-Point des Champs-Elysées * Egalement ouverts: Palais des Congrès, Party 2. · Vělizy 2 et Créteil-Soleil

Démonstration

moquette aux rebonds très rapides - et l'éclairage - des projecteura éblouissants antager Boris Becker, et il u su tirer profit au mieux de cas

Bombardé de services-canon et de coups droits fulgurants son adversaire suédoia a été martelé comme un boxeur acculé rians les cordes. Sous ce déluce. le toucher de balles d'Edberg. dont le style de jeu s'accom-mode fort bien des surfaces rapides, a'est émoussé comme le d'un couteau sur une pierre. Alors ou'il charchait à placer ses volées au lieu de les frapper en force. il a commis une quantiti

La surface du court - une invraisemblable de fautea directes, qui lui ont, au bout du compte, coûté la victoire.

Après avoir laissé passer sa chance dans la troisième manche, quand Becker a eu un peu de mai à tenir la cadence des deux premiers sets, le Suédois s'est dérèglé au service, offrant sur un plateau à l'Allemand les occasions de breaks décisifs dans la quatrième menche.

La démonstration de Becker a été telle que, à l'évidence, le double qu'il devrait disputer associé à Andréas Maurer. devrait être décisif pour l'issue de la rencontre.

ques immenses des chœurs et de l'os-

chestre, toutes ces voix déferlant.

comme les foules peintes sur les pa-

rois de la Sixtine, s'unissant en une

prière fraternelle d'une boulever-

Interpretation d'un grand lyrisme

visionnaire, même si elle plafonne un peu dans certains sommets mysti-ques, comme le *Benedictus*, uvec les

admirables chœurs préparés par Ar-

thur Oldham, l'Orchestre de Paris, souvent d'une divine harmonie, et quatre beaux solistes, les voix très pures et intenses de Nadine Denize

et David Rendall, encadrées par le

timbre extatique de Margaret Price

LES QUATRE-VINCT-DIX ANS DU CINÉMATOGRAPHE

Le temps des Lumière

Le 28 décembre prochain, il v aura quatro-vingt-dix ans que furent présentées au public

les premières projections du cinématographe Lumière, à Paris.

dens le « Salon indien » du Grand Café, qui est, aujourd'hui, l'hôtel Scribe. On ve fêter cet anniversaire, en attendant les grandes fêtes - Il y en aura sûrement du contensire.

Signe des temps : c'est la télévi-sion qui a donné l'étan. Mercredi 18 décembre, sur Antenne 2. Alain Decaux, qui depnis des années raconte tout et tout le monde, a raconté longuement, «Messieurs Lumière Père et fils », c'est-à-dire Antoine, le chef de la dynastie, et les frères Auguste et Louis. A Besancon, la maison natale d'Antoine Lumière u'est pas loin de celle de Victor Hugo. On u vu aussi Lyon, l'atelier de photographie, et le reste : les recherches des deux frères, la mise au point de l'appareil appelé cinématographe et qui donna nais-sance au cinéma, les premiers films, les projections du Grand Café, l'entrée en scène de Georges Méliès, etc. L'éloquence passionnée d'Alain Decaux cédait à peine aux images. IL u'u rien oublié, et il u'est pas utile de reprendre la querelle contestant à Louis Lumière, le plus doué des deux industriels lyonnais, l'invention du cinéma. L'appareil et les films

Lumière doivent à de nombreux chercheurs, un peu partout dans le monde. D'accord ! Ce qu'on célèbre, c'est l'avènement, en France, des photographies animées, le train qui entrait ca gare de La Ciotat et qui sombleit foncer sur les spectateurs

Et puisque c'est dans l'actualité.

da moment, du jundi 23 an vendredi 27 décembre, sur Antenne 2 encore, Pierre Tchernia va présenter, chaque soir à 20 h 25, après le journal télévisé, « Le petit journal Lumière ». Six minutes quotidiennes prises dans les cinq cent soixante-deux films Lumière récunérés et restaurés par les Archives du film de Bois-d'Arcy, dépendant du Centre national de la cinématographic. Cela devient donc une affaire historique et nationale. Ces cinq petites émissions ont été préparées par Heuri de Turenne et Bella Besson, spécialistes des montages dedocuments d'histoire. En 1983, Antenne 2 avait signé une convention avec le CNC pour l'identification d'un lot important de films Lumière destinés à être diffusés. Ces films de courte durée, tournés en plan fixe, se prêtent évidenment à la redéconverte du temps passé. Bois-d'Arcy et la télévision travaillent à la réhabilitation du patrimoine. Henri de Turenne et Bella Besson ont organisé (c'est ce dernier qui les commente, sur un tun moderne) des - actualités Belle Epoque». Lundi, vous verrez la visite en Russie du président de la République française, Félix Faure, ainsi que le printemps aux Tuileries. l'incendie du Bazar de la Charité. le



congrès annuel de la photographie, le rallye automobile Paris-Nice. Mardi, le jubilé de la reine Victoria, Boni de Castellane... Mais on ne va pas tout dire d'uvance! Ces documents, filmés pour impressionner, émerveiller les spectateurs d'une nouvelle technique en application, sont devenus, même si les images ne collent parfois que partiellement aux événements évoqués, des témoignages sur la grande et la petite histoire, sur l'esprit qui présidait, alors, à leur choix. Les copies ont repris vie et passent à la bonne vitesse, sans santiller. Pierre Tchernia a trouvé des mots différents pour chaque présentation du journul Lumière. On peut prendre cela comme un divertissement - c'en est un, - mais uvec ce quelque chose en plus qui indique une commémora-

Du 29 décembre au 5 janvier, cette commémoration va se faire au lieu originel : Hôtel Scribe, 14, boulevard des Capucines. Bertrand Tavernier et Bernard Chardère, respectivement président et directeur de l'Institut Lumière de Lyon, vont y rendre hommage aux Lumière. père et fils. Une exposition et des projections seront organisées dans les salons du sous-sol (1). Autrefois, on n'avait compté que treme-trois spectateurs à la première séance, avant de vuir de longues files Sadoul, Editions Lherminier, 280 pages, d'attente sur les trottoirs. Alors, en 140 illustrations, 136 france.

propose M. Jean Dutourd

A sept jours d'intervalle, le sort

précaire de notre langue a de nouveau tenu la vedette sous la Cou-

pole. Fant-il voir dans le discours de M. Jean Dutourd, terminant en fanfare la séance annuelle de l'Acadé-

mie française, une réplique à M. François Mitterrand annonçant

la création du groupement d'intérêt public Jacques Amyot? A en croire l'académicien, son siège était alors pratiquement fait, son texte aussi.

Du moins les chiffres avancés par le

sans doute suggéré quelque retouche évoquant « les trente ou cinquante mille termes de la technique qui

s'apprêtent à se jeter sur le diction-naire, comme les Huns sur la civili-

sation gallo-romaine ». L'orateur,

Des amendes pour sauver la langue française!

cette fin d'année chaque trents me visiteur de l'exposition Lumière recevra des billets de cinéma, offerts par la Fédération nationale des cinémas français, et un cadeau-suuvenir de l'Institut Lumière. L'ère du merveilleux scientifique est révolue. Pas la curiosité. Que les films tournés il y a presque un siècle existent encore, soient visibles dans de bonnes conditions, est, en soi, fascinant.

Enfin, l'éditeur Lherminier vient de republier, en un seul volume, les onvrages de Georges Sadoul sur Lumière et Méliès, l'inventeur du cinématographe et l'inventeur du spectacle cinématographique à truquages (2). On pouvait bien les réunir pour le quatre-vingt-dixième anniversaire. Les textes de Sadoul, publiés au début des années 60, ont été augmentés et révisés par Bernard Eisenchitz, d'après les manus crits et les notes de l'auteur. Sadoul était untant un conteur qu'un historien. Cette nouvelle édition, bien présentée, définitive, en fait foi. Alors, bon anniversaire!

JACQUES SICLIER.

(1) Prix d'entrée : 1 franc, comme en 1895! Ouverture de 12 heures à

et la basse frémissante de Matti Salconstante, l'équilibre toujours instable entre les énormes forces en présence, l'insertion si touchante du quatuor des solistes dans les fres-A LA COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Il faut un cœur de bronze pour s'attaquer à un monument aussi dé-

mesure et poignant que la Missa so-

lemmis de Beethoven. Wilhelm Part-

waengier ne l'avait pas ceé; c'est cependant à la mémoire du grand

chef d'orchestre, pour son cente-naire, que Daniel Bareubolm l'a of-fert jeudi à Pleyel avec les Chœurs

de l'Orchestre de Paris et l'offre à

plus de vingt mille Parisiens, samedi et dimanche (à 17 h 30), dans la

vaste enceinte du Palais omnisport

Avec des gestes d'une énergétique

formidable sans cesse renouvelée,

Barenbolm réalise, dans une tension

L'amour des découvertes

LA « MISSA SOLEMNIS » à Pleyel et à Bercy

Les foules de la Sixtine

dit-on, n'aimaient plus le concert car ils aimaient trop la musique... Ils ont donc tenté de trouver une autre façon de jouer et d'écouter, sous le signe du plaisir curieux : la saison dernière, dans le cadre insolite du Musée Grévin, cette année à la Comédie des Champs-Elysées, où il leur est plus difficile d'échapper à ce qu'ils voulaient fuir. Soirées à thème : Wien, Les plaisirs et les jours, Franck et ses disciples ; récitals de chant : Rita Gorr, Isabel Garcisanz, Rachel Yakar, dédicaces : Aimez-vous Brahms? (le 13 jauvier), Poulenc « moine et voyou », Berlioz inout... Le spectre du vieux monstre u'en est pas moins présent, tapi dans l'ombre lorsqu'on fait le noir sur scène et dans la salle entre les œuvres, et que les briquets s'allument pour déchiffrer à la sauvette la suite du programme : un concert reste un concert.

Pen importe d'ailleurs car il y a concert et concert ; ce qui fait l'originalité de ceux-ci réside dans le choix des œuvres, non pas dicté, comme ailleurs, par le désir des in-

Les Musiciens amoureux, nous terprétes de montrer ce qu'ils peuvent faire de telle page bien connuc - selon le principe des récitals de piano, adopté par tous les virtuoses, y compris ceux de la baguette mais par l'intérêt intrinsèque des partitions qu'on u'entend pas tous les jours. En contrepartie, le travail de répétition pour exécuter comme elles doivent l'être (et une seule fois) certaines pages hors répertoire peut sembler exorbitant, mais le pianiste David Abramovitz, responsable de la programmation, u su s'entourer d'une pléiade de jenues artistes encore enthousiastes et disposés à tenter l'uventure, en sorte que ce luxe paraît très naturel : naturel de découvrir, le 16 décembre, une suite de Milhaud ou de Bloch, le trio Vitebsk de Copland, des pièces de Max Bruch à côté de son célèbre Kol Nidre, des mélodies hébraïques de Ravel, et d'un mouvement de

* Les Musiciens amoureux. Renseignements ; t&L 47-20-42-12.

quatuor de Mahler.

«LE VOYAGE DANS LA LUNE» A GENÈVE

Réduction du temps d'émission à Radio-France Seine-et-Marne

Radio-France Seine-et-Marne (Melun) réduite à trois houres d'antenne par jour : la décision vient d'être prise par le PDG et le conseil d'administration de Radio-France, Elle avait été - sous le nom de Melun FM - l'une des trois premières radios locales expérimentales créées par Radio-France en 1980.

Elle ne conservera de façon antonome, d'ici quelques semaines, que la tranche entre 6 heures et 9 heures du matin. Le reste de la journée, la station devrait diffuser un programme musical avec des possibilités d'intervention des journalistes et animateurs. L'équipe, qui comptait quarante-trois personnes, sera réduite, mais le directeur, M. Philippe Duvoux, u précisé qu'il n'y dios pourraient servir de centre de formation des journalistes et animateurs des stations décentralisées de

prise de Radio-France, un contre projet qui permettrait, » si des négo-ciations s'engagent », de maintenir sept heures d'antenne sur la ville de Melun et les villes nouvelles pro-ches. D'autre part, ce syndicat indique que le CEE u rejeté, uprès neuf heures de débats, le budget 1986 présenté par la présidence de la société.

Le capital de la cinquième chaine

Le conseil d'administration du groupe Chargeurs SA, que préside M. Jérôme Seydoux, u décidé de prendre 52 % du capital de la Société d'études et de participation dans la communication (SEPC).

Cette société désignation par la suité Cette société détiendra par la suité 60 % de la société France 5, en cours de constitution, qui exploitera la cinquieme chaîne de télévision, selon les termes de la concession de service public accordée par le gouver-... nemeut. Parmi les autres action-naires de la SEPC devrait figurer

Le capital de France S, précise un communiqué de Chargeurs SA, devraît être porté à 500 millions de francs. Celui de la SEPC (qui sera présidée par M. Jérôme Seydoux) devrait atteindre 300 millions de

Cette réduction d'activité est la pour sa part, part en guerre contre » la science, l'industrie, la démocraconséquence des résultats de la station. Lanterne rouge des « décentratie, la technique », qui » au lieu d'épanouir l'espèce humaine, l'ont lisées », la radio seine-et-marnaise htte depuis cinq ans pour s'imposer, dans des conditions peu favorables : fait retomber en enfance ». Même combat, en fin de compte, au-delà des divergences (il s'agit ici son émetteur n'a arrose » que la moitié sud du département, alors qu'elle se trouve en concurrence avec les grandes radios privées de la région île-de-France. Le syndicat CFDT de DEUXIÈME SOUSCRIPTION la chaîne publique estime que « l'outil de travail de Radio-France POUR «L'ÉVÉNEMENT DU est atteint - et déclare, dans un com-JEUDI > munique publie le vendredi Vingt mille actions de 500 F cha-20 décembre, qu'elle a présenté devant le Comité central d'entre-

cune sont proposées da 2 décembre 1985 au 31 janvier 1986 aux lec-teurs de l'hebdomadaire *l'Evéne*ment du jeudi. L'annonce de cette denzième souscriptiun - la première date de mai 1984 et u collecté vingt-trois mille actions détenues par 9 300 personnes qui sont ainsi devenues propriétaires du journal – u été faite des le 2 décembre dans les colonnes de l'hebdomadaire, mais la campagne presse et affi-chage u débuté le 18 décembre, selon la décision de la direction, afin de ne pas gêner la souscription du Monde, lancée aussi le 2.

Un au après sa première parution, le 8 novembre 1984, l'Evénement du jeudi euregistre une diffusiun moyenne de l'ordre de 105 000 exemplaires, dont 20 000 abonnés. Ce succès, le titre d'a homme média de l'armée - décerné à son directeur Jean-François Kahn par le magazine Stratégies et les uvantages octroyés par le » Club de l'Evênement du jeud!» (dont fait partie chaque actionnaire) expliquent sans doute que d'ores et déjà 11 000 actions sur 20 000 aient été retenues.

d'un combat d'arrière-garde) contre l'invasion linguistique auglo-saxonne, encore que M. Dutourd n'accuse pas l'anglais, « qui a sa beauté », et qui fait également figure de victime. « La langue américiane, c'est-à-dire ce qu'Etiemble e appelle le sabir atlantique, a sauté sur la langue anglaise, et elle la dénature davantage qu'elle ne dénature le français... >

Tout comme pour le bâtiment (en ce qui le concerne, les pouvoirs puhlics l'ont compris depuis long-temps), la langue française est une affaire politique. » Malgré une ou deux lois votées naguère et dont tout le monde se moque, l'Etat n'a pas encore compris qu'il est nécessaire de sanctionner les spéculateurs qui sevissent dans ce domaine là autant que dans celul du bâtiment. Car e'est de spéculation qu'il s'agit, et non point d'évolution

Contre la complot qui touche à la langue, on ne peut donc lutter que par des moyens politiques : - Quel gouvernement osera décréter des journées de bon langage, où l'on s'appliquerait à parler convenable ment? En est-il un qui sera assez Intrépide, un jour, pour manifester cette sorte de patriotisme, qui touche aux racines mêmes de notre être? Je crains qu'ils ne reculent tous, ceux de gauche comme ceux de droite. épouvantés à l'idée de provoquer ce qu'ils redoutent le plus au monde : les moqueries de trois douzaines d'intellectuels et de quelques petits journaux à la

Et de préconiser des mesures d'une outrance peut-être provocatrice ; » Il ne faut que peu de chose pour arrêter l'assassinat de la syntaxe et le génocide du dictionnaire Il ne faut qu'une petite décision du gouvernement. Et cette décision, un seul ministère peut la prendre, non pas celui de la culture ni celui de l'éducation, mais le ministère des finances avec son arsenal de taxes et d'amendes (...). Si les enseignes des magasins en franglais, en améri-cain, en sabir, étaient taxées à 100 000 francs par an, elles dispa-

On n'est pas plus nuancé...

Féerie pour Savary

grand spectacle. Après la Veuve joyeuse par Savary, le Barbe-Bleue d'Offenbach par Daniel Schmid, c'est encore Offenbach et à nouveau le Voyage dans la Lune, fécrie inspi-rée de Jules Verne, créée en 1875, redécouverte par Savary, qui l'a montée à Berlin-Est une première fois en 1979.

La musique est entraînante les airs charmants. Mais les dialogues piétinent lourdement sur une histoire simplette : il s'agit d'un roi fatigué du pouvoir, qui désire abdiquer en faveur de son fiis, lequel refuse. Grand voyageur, il veut aller sur la Lune. La famille s'embarque dans une fusée. Là-haut, les Terriens rencontrent un peuple de technocrates qui ignorent l'amour, mais ne tarderont pas à l'apprendre. Dans la version originale, des baisers échangés sons le clair de Terre mettent le point final. Comme il trouvait ça banal, Savary a ajouté un retour au pays, très exactement dans le monde du théâtre et du french-cancan (à ce propos: un existe-t-il des danseuses qui en possèdent à la fois la technique et l'agressivité sexy ?). Eu revanche, les scènes pariées sont réduites, e'était nécessaire.

Savary joue à fond la fécrie, dans un esprit à la Méliès, son dieu, dans une imagerie de dingueries, de mauvais goût sublimé, grouillante de fillettes bouclées en crinolines, de garconnets à coi marin, de coquines en tutu, de savants noirs, de rois roses, de statues blanches qui font la pose en casse-crostant, kil de rouge à l'appui, de petits hommes verts, de figures grotesques on romantiques.

Les costumes de Michel Dussarat, les décors de Michel Lebois sont éblouissants; tout, d'ailleurs, est affaire de décor, et de rythme. La machinerie du théâtre est utilisée à plein, dans un mouvement incessant que n'interrompent pas les perfor-

Chaque Noël, Hugues Gall, qui mances des chanteurs. Joseph dirige le Grand Théâtre de Genève, Evans, le prince voyageur, malgre offre à son public une opérette à son aisance, sa voix, son physique son aisance, sa voix, son physique blond de jeune premier de feuilleton, n'entre pas bien dans le style. Les autres y parviennent mieux --Marie Mac Laughlin, Michel Trempout, Christian Asse, Monique Barsch, tous, et surtout Michel Dussarat, merveilleux lutin de Lune.

« Je veux amuser le poulailler autant que les fauteuils d'orches-tre », aime déclarer Savary, à qui un peu de démagogie ne fait pas peur. Mais e'est vrai qu'il y réussit, que sa maîtrise du spectaculaire est effarante. Et surtout, ce qui le distingue, ce qui fait son succès et nous touche. e'est la candeur sincère de sa jubilation, sa tendresse pour le théâtre, sa poésic naturelle.

COLETTE GODARD.

★ Graud Théâtre de Genève, jusqu'au 31 décembre à 20 h (soirées populaires les 26 décembre et 2 jan-



Paris/programmes

théâtre

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), dim. à 19 h 30 : Roméo et Juliette; sam. à 20 h 30 : Casse-Noisette.

Casso-Noisette.

SAILE FAVART (42-96-06-11), dim. à 15 h : Ravel/Puccini ; sem. à 20 h : Eodo-Orchestre de caivres (Haendel, Water Masic, Mousergak).

COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), sam., dim. à 20 h 30 : La tragédie de Macbeth; dim. à 14 h 30 : l'Imprésario de Savares.

ce Smyrne.

SFCHARLLOT (47-27-81-15), Sun.,
20 h 30, dim. à 15 h : Lucrèce Borgia;
Thistre Gémèr sun., 20 h 30, dim. 15 h
(dern.) : Litiom. PETIT ODEON (43-25-70-32) sam., dim.,

18 h 30: Jeax de Fennue.

18 TEP (43-64-80-80) Mini-salle : sam.,
19 h, dim., 17 h : le Oui de Malcolm
Moore : TEP : sam., 20 h 30 : dim. à
15 h : les Tourlouvos : Cinéma : dim.
20 h : Quatre filles buriesques américains muets; la Route des Indes, de

enins muets; la Route des Indes, de D. Lean (vo).

BEAUBOURG (42-77-12-33): Débatsrencontres: dim. à 17 h, Pour J.P. Kauffmann; Claémo-Vidéo: Nouweater films BPI; sam., dim., 13 h:
A. Soljenitsyne, de J. Canenave; 16 h,
Greenham Common, de J.-L. Le Tacon,
Comiso: Punks pacifistes en Italie, de J.L. Le Tacon; 19 h, la Sagesse de la terre,
de A. Sibra; Vidéodisques Opéro: sam.,
dim., 13 h, Cendrillon/Rossini; 16 h, la
Chanve-Souris/J. Strauss; 19 h, Le Messe/Haendei: Le chafma indien à travers

Chauve-Souris/J. Strauss: 19 h. Le Messie/Haendel; Le chéma indien à trauss: ses stars Centre G. Pompidon, salle Garance (42-78-37-29): sam., 17 h 30 Bazzar, de S. Sarhadi; 20 h 30; M. and Mrs 55, de G. Dutt; dim., 14 h 30; M. Sampat, de S.S. Vasaa; 17 h 30; kaiyug, de S. Benegal; 20 h 30; le Rideau, de KC George; Concerts/Spectacles: Musique du centre: sam. à 18 h, Nouvelle musique improvisée; Dause: sam. 20 h 30, din. à 16 h : A mia zia.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83): Black Season; sam., à 16 h et 20 h 30 dim. à 14 h 30 et 18 h 30 Black and Blue - Revue noire. Spect. do 2018 30 cmm. a 14 h 30 et 18 h 30 stact and Blue - Revue noire. Spect. do C. Segovia et H. Orezzoli; dir. orch.: R. Stevemon; chorégraphie: H. Le Tarig (Musiques de Duke Ellington, Fats Wah-ler, Jelly Roll Morton, Louis Armstrong.

ref. Jely Roll Morton, Louis Armstrong.
THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77)
sam., 20 h 45, dim, 14 h 30: Cendrillon;
Le Théâtre do la Ville av Théâtre de
l'Escaller d'Or sam., dim., 18 h : le
Saperlean; sam., 20 h 45: G. Laffaille.

ar CARRÉ SILVIA MONFORT (45-3126-34) sam., 20 h 30, dim. à 16 h : Baja-

Les concerts

SAMEDI 21 DÉCEMBRE

Radio-France, 18 h : Ensemble instrumen-tal du Nouvel Orchestre philharmonique

Reverdy, John, Constant).
Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. :
D. Barenbolm, Chopurs de l'Orchestre ethoven). Foliae Saint-Merri. 21 h : P. Bournet.

(Milan, de Visée). Centre culturel suisse, 20 h 30 : Pianobses-sion (Wyttenbach, Mariétan, Rossini, Antheil).

Pieyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : D. Barenbolm, Chesurs de l'Orchestre

Epicerie-Beambourg, 21 h : The Tempest, opéra de Purcell. Table verte, 22 h : D. Simon, A. Abergel, M. Menahemolf (Levillet, Bach, Tele-

DIMANCHE 22 DÉCEMBRE Bercy, 17 h 30 : voir samedi.

Notre-Dame, 20 h 45 : Orchestre Ams. Centre caitarel suine, 17 h : C. Favre (Schubert, Schumann, de Falla, Amermet, Liszt).

Eglise Saint-Merri, 16 h : J.-M. Roulet (Ponce).

Jazz, pop, rock, folk

ARC, Petit Auditorium (47-23-61-27), sam. 20 h 30 : S. POTTS, M. Godard, J.on R. Galliaro. LE CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), sam., dim. 21 h 30 : Who

CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24), sam. 22 h 30 : Makumba Carna-

CITHEA (43-57-99-26), 20 h 30, sam. : les les, les Mustangs; dim. Ninja. DUNOIS (45-84-72-00), sam., dim. 20 h 30 : J. Querlier, L. Sciavis Quarter. ELDORADO (42-08-23-50), dim. 22 h :

GIBUS (47-00-78-88), 22 h, sem. : E. Bla-kelcy, The Blame.

MONTGOLFIER (45-54-95-00), 22 h, sam.: G. Leroux (dern.); dim.: S. Guo-

NEW MORNING (45-23-51-41), sam.
21 b 30: J. Hyacinthe, B. Banz.
PETTI JOURNAL (43-26-28-59),
21 b 30, sam.: Certains l'aiment chand.
PETTI JOURNAL MONTPAENASSE

PETIT JOUENAL MONTPAENASSE (43-21-56-70), 21 h 30, sam.: il était une fois Django. PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), sam., dim. 23 h : Ch. Loos, R. Del Fra, F. Sim-taine. PHIL ONE (47-76-44-26), sam. 21 h 30:

REX CLUB (42-36-83-93), dim. 19 h 30 :

L. Asron.

SLOW CIUB (42-33-84-30), sam.
21 h 30: F. Guin (dern.).

STAND BY (46-33-96-23), sam. 21 h 30:
J. Gourley Trio.

TH. NOIR (43-46-91-93), dim. 17 h: Golden Caste Chapter. den Gate Quartet.
TROIS MAILLETZ (43-54-00-79), sam.

La danse

BASTILLE (43-57-42-14), sam. 20 h 30 :

Striptiz

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE (4351-61-43), sam. 21 h, dim. 17 h : la
Pierre qui chante.

MAISON DES CULTURES DU
MONDE (45-44-72-30), sam. 18 h :
Danses Chhan. PALAIS DES CONGRÈS (42-66-20-75), sem. 20 h 30, sam, et dim. 14 h 30 : le Chat botté.

Mª MIROMESNIL, sam. 16 h 30 : Dames onées de Seraikella THEATRE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-47-77), sam. 17 h et 20 h 30 : Bal-let national de Pologne.

Opérettes

FLYSEE-MONTMARTRE 25-15), sam. 20 h 30, dim. 14 h st 17 h 30 : Carnaval aux Carathes, NOUVEAU TH. MOUFFETARD (43-31-11-99), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 :

Les films macanés (*) sout interdits and

CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI 21 DÉCEMBRE Hommage à Labitych : 17 h, Sumurun ; 19 h, Anne de Boleyn ; 21 h 15, Hommage à A. Penn : Missouri breaks (Vost).

DIMANCHE 22 DÉCEMB

A. Penn ; 21 h, Georgia (Vostf).

15 k. rétraspective du cinéma suédois, le cinéma muet : Dureté d'ame, de J.W. Bra-nius ; Hammage à Lubitsch ; 17 h. Die Bergkatze ; 19 k. Rosna ; 21 h. Hommage à

SEAUBOURG (42-78-35-57)

SAMEDI 21 DÉCEMBRE

17 h. Repris de justice, de V. Cottafavi (vf.); 19 h. Dix ans de cinéme français à redécouvrir: Paradiso, de C. Bricoax; 21 h. Rétrospective Warner Bros 1950-85: la Soif de la jeunesse, de D. Daves (v.o.).

DIMANCHE 22 DÉCEMBRE

Rétrospective Warner Ben 1950-1985 : 15 h, la Fièvre dans le sang, d'E. Kazan (Vostf) ; 21 h, Fampy, de J. Logan (vo.) ; 17 h 15, Pop'game, de F. Leroi ; 19 h, Dix ans de cinéma français à redécouvrir : Ski-noussa, de J. Beronnet.

L'AFFAIRE DES DIVISIONS MORI-TURI (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-

AMADEUS (A., v.o.) : George-V, 8 (45-62-41-46) ; Espece Gairé, 14 (43-27-

95-94).
L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.a.): Gunmont Halles, 1* (42-97-49-70); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30); Marignan, 8* (43-39-92-82); UGC Normandie, 8* (45-63-16-16). ~ V.f.: Res., 2* (42-36-83-93); Français, 9* (47-70-33-88); Fauvetie, 13* (43-31-60-74); Montparnasse Pathé, 14* (43-20-12-06).

L'ARROSEUSE ORANGE (Hongrois, V.A.) : Scudio 43, 9 (47-70-63-40) ; Den-

fert, 14 (43-21-41-01).

Les exclusivités

63-40).

La Cinémathèque

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20 Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles Ide II h à 21 h sauf dimanches et jours fériés!

Samedi 21 - Dimanche 22 décembre

Réservation et prix préférentiels avec la Corte Club

TH. DE PARES (42-80-09-30), Grande saile, sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : la Vic

Le music-hall

CASINO DE PARIS (42-82-05-57), sam. 21 h. dim. 16 h : A. Métayer, Liberté chérie.

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), sam, dim, 21 h : Chansons fran-

caises.
CHEVALIER DU TEMPLE (42-71-67-23), sam. 21 h: J. Danne.
CIRQUE D'HIVER (45-04-11-55), sam., 21 h: J. Guideni.
DIX-HUIT-THEATRE (42-26-47-47), sam. 20 h 30, dm. 16 h: Pinck et Matho.
CIRCULER SCORE (42-21-21-0)

ESCALIER D'OR (43-23-13-10), sam. 20 h 45 : G. Laffaille. ESPACE GATTE (43-27-95-94), sam. 22 h : Kamikaze.

GYMNASE (42-46-79-79), sam. 17 h 30, 21 h : Th La Laron. OLYMPIA (47-42-25-49), sam. 20 h 30, dim. 17 h : M. Boujenah. PARC DE LA VILLETTE (42-45-09-00). dim 14 h et 17 h 15, sam. 17 h 15 et 20 h 45 : Paris-Pékin.

PORTE DE CHAMPERRET, som chaptem (43-47-38-10), sam, dim, 14 h, 16 h, 17 h 30 ; la Petite Sirène (dern.). THEATRE DE PARIS (42-80-09-30)
Petite saile, sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 :
Cora Vancaire, J.-P. Reginal. TROTTORS DE BUENOS-AIRES (42-60-44-41), sam. 22 h 30 : Oriando Tri-podi Quartet; sam. 20 h 30 : M.-A. Girol-

Pubé Clichy, 18 (43-22-46-01); Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE BAISER DE LA FEMME ARAI-

GNEE (Bres., v.o.): Saint-Ambroise, 11° (47-00-89-16); Risino, 19° (46-07-87-61).

79-38) : Rialto, 19- (46-07-87-61)

(43-20-30-19).

45-66-00).

(43-20-12-06)

LES BONS DÉBARRAS (Can.) : Utopia : Champollion, 5 (43-26-84-65).

LA BOURCEOSSE ET LE PUCEAU (Fr.) (**): Maxéville, 9 (47-70-72-86).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnessions, 14

(43-20-30-19).

LA CAGE AUX FOLLES № 3 (Fr.):
Richelieu, 2º (42-33-56-70); Brunagne,
6º (42-22-57-97); Gaumont Ambassade,
3º (43-59-19-08); George-V, 3º (45-6241-46); Français, 9º (47-70-33-88).

CHRONOS (Fr.-A.): La Géode, 19º (4245-66-00)

42-50-00. (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); UGC Danton, 6- (42-25-10-30); Marrignan, 8- (43-59-92-82); UGC Blarritz, 8- (45-62-20-40). - V.I.; Impérial, 2- (47-42-72-52); Rex, 2- (42-36-83-93): Montparmasse Pathé, 14-(43-20-12-06).

(NS-20-12-00).

COLONEL REDL (Hongrois, v.o.): St-Germain Huchette, 5- (46-33-63-20); 14-Juillet Parause, 6- (43-26-58-00); Germont Ambassade, 3- (43-59-19-08); 14-Juillet Besugrenelle, 15- (45-75-70-79).

CORBEAUX ET MOINEAUX (Chinois, v.o.): Studio 43, 9: (47-70-63-40).

COTTON CLUB (A., v.o.): Cinoches, 6: (46-33-10-42); Bolte à films, 17: (46-22-44-21).

CUORE (IL, v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26): Seint-Germain Stu-dio, 9' (46-33-63-20): Elysées Lincoln, 2" (43-59-36-14): Olympic Entrepht, 14" (45-43-99-41): Parameters, 14" (43-35-21-21)

PROLE DE MISSRONNAIRE (Brit., v.o.): Quintette, 5º (46-33-79-38): Lit-coin, 5º (43-39-36-14): PLM St. Jacques, 14º (48-89-68-42); Parnassiens, 14º (43-20-30-19).

cinéma

(43-57-90-81); UGC Gare de Lyon, 12-(43-43-01-59); Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13- (43-36-23-44); Parmasiera, 14- (43-35-21-21); Gaumour. Sud, 14- (43-27-44-50); 14-Juillet Beaugrensile, 15- (45-73-79); UGC Corrention, 15- (45-74-93-40); Murzi, 16- (46-51-99-75); Paramount Maillot, 17- (47-58-24-24); Gambetta, 20- (46-36-10-96). EMMANUELLE IV (**) : George-V. 3 (45-62-41-46). EMPTY QUARTER, UNE FEMME EN

APRIQUE (Fr.): Saint-André-des-Arts, 6-(43-26-48-18). ESCALIER C (Fr.): Cinoches Saint-Germain, 6-(46-33-10-82).

Germain, 6* (46-33-10-82).

LÉVEULÉ DU PONT DE L'ALMA
(Pr.): Républic, 11* (48-05-51-33).

EXTERMINATOR II (A., v.l.) (**):

Galté Rochechonart, 9* (48-78-81-77).

FLETCH AUX TROUSSES (A., v.l.):

Galté Boulevard, 2* (42-33-67-06).

LA FORÈT D'ÉMERAUDE (A., v.o.):

LA FORET D'ÉMERAUDE (A., vo.):
LINCETRAIRE, 6' (45-44-57-34):
LES GOONIES (A., vo., v.l.): Marignan,
9' (43-59-92-82). — Vo., v.l.: Paramount Mercury, 8' (45-62-75-90). —
V.l.: Richelien, 2' (42-33-56-70); Paramount Opéra, 9' (47-52-56-31); Nation,
12' (43-43-04-67); Facvette, 13' (43-3160-74); Paramount Galaxia, 13' (45-8018-03): Mistral, 14' (45-39-52-43);
Mourpernasso Pathé, 14' (43-20-12-06);
Gaumout Convention, 15' (48-2842-27); Pathé Clichy, 18' (45-2246-01).

GREYSTOKE, LA LÉCENDE DE TAR-ZAN SEIGNEUR DES SINCES (A., v.f.): Opéra Night, 2 (42-96-62-56)... HAREM (Fr., v. angl.): Ciné Beauburg, 3° (42-71-52-36); UGC Champs-Elysées, 8° (45-62-20-40); Saint-Germain Village, 5° (46-33-63-20); UGC Rounda, 6° (45-74-94-94); V.f.: UGC Bonlevards, 9° (45-74-95-40).

HOLD UP (Fr.) : Ambassade, 8 (34-59-L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.): Républic, 11º (48-05-51-33).
LES ROURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.a.) (**): Stadio Galande (h. sp.), 5º (43-54-72-71);
Saint-Ambrohe 11º (47-00-89-16).

87-01).

BATON ROUGE (Fr.): Forum, 1= (54297-53-74): Hautefeuille, 6= (46-3379-38); George-V, 8= (45-62-41-46);
Lumièra, 9= (42-46-49-07): Paronaniera,
14= (43-35-21-21); Images, 18= (45-2247-94). Sami-Poincase II (Pr.): Richelian, 2-(42-33-56-70); Impérial, 2- (47-42-72-52); Marignan, 3- (43-59-92-82); Bentille, 11- (43-07-54-0); Montpay-pease Pathé, 14- (43-20-12-06). MAD MAX AU-DELA DU DOME DU

MÉMORRES DE PRISON (Brésilien, v.o.): Studio de la Harpe, 5º (46-34-25-52).

25-52).

MOI VOULLOIR TOR (Fr.): Gaumont Halles, 1* (42-97-49-70): Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); Richelica, 2* (42-33-56-70): Bretague, 6* (42-22-57-97); Hautofeeille, 6* (43-25-9-83); Collisée, 8* (43-59-29-46); Publicis Champe-Elyséea, 8* (47-20-76-23); Sain;-Lazure Pasquier, 8* (43-87-35-43); Français, 9* (47-70-33-88); Nation, 12* (43-43-04-67); Fauvette, 13* (43-31-56-86); Gaumont Sad, 14* (43-27-84-50); 14-Juillet Beaugrenelle, 15* (45-73-79-79); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Victor Hugo, 16* (47-74-9-75); Paramount Maillot, 17* (47-58-24-24); Pathé Wépler, 18* (45-(47-58-24-24); Pathé Wépler, 18" (45-22-46-01); Gambetta, 20" (46-36-

MUSCLOR ET SHE-RA LE SECRET DE L'EPÉE (A. v.L): Mistral, 14 (45-39-52-43); Calypso, 17 (43-80-30-11). LES NOCES DE FIGARO (AR., v.n.) : Vendème, 2 (47-42-97-52).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*): Républic Cinéma, 17: (48-05-51-33): Denfert, 14: (43-21-41-01). NOTRE MARIAGE (Fr. Port.) : Denfert, 14 (43-21-41-61). ON NE MEURT QUE DEUX FOIS

(Fr.) : Cinoches, 6 (46-33-10-92) ; LIGC Marbent, 8 (45-61-94-95). OZ. UN MONDE EXTRAORDINAIRE (A_vf.): Napoléon, 17 (42-67-63-42). PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (You., v.a.) : St-André des Arts, 6º (43-26-80-25) ; Ambassade, 8º (43-59-

19-08).

LA PARENTÈLE (Sov., v.o.): Epét de Bois, 5º (43-37-57-47).

LA PARTIE DE CHASSE (Brit., v.o.): Forum, 1º (42-97-53-74); Hanteleuille, 6º (46-33-79-38); Marignan, 8º (43-59-92-82); Parmesiam, 14º (43-20-30-19).

V.f.: Français, 9º (47-70-33-88); Fanweite, 13º (43-31-60-74).

PORTÉS DESPARUS Nº 2 (A., v.I.)
(°): Gainé Boulevard, 2º (42-33-67-56)...
PROFS (Fr.): Arcades, 2º (42-33-54-58). RAMBO II (A., v.o.): Paramount City, 8-(45-62-45-76). — V.I.: Paramount Mari-vanz, 2- (42-96-80-40). RAN (Jap., v.o.): Cinoches, 6- (46-33-10-82): Cofisée, 8- (43-59-29-46): Escu-rial, 13- (47-07-28-04).

RASPOUTINE, L'AGONIE (Sor., v.o.) :

Comos, 6 (45-44-28-80). RECHERCHE SUSAN, DESESPERE. RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉ-MENT, (A., v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); UCG Odéon, 6- (42-25-10-30); Biarritz, 8- (45-62-20-40), - V.I.: Gemmont Opfra (ex-Berlitz), 2- (47-42-60-33); Montparmos, 14- (43-27-52-37). RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.o.): Marignan, 8- (43-59-92-82); Publicia Champs-Elyaées, 8- (47-20-76-23), -V.I.: Gazmont Opfra (ex-Berlitz), 2-(47-42-60-33); Capri, 2- (45-08-11-69); Paramount Montparmasse, 14- (43-35-30-40). LES RIPOUX (Fr.): Lacernaire, 6- (45-

30-40).

LES RIPOUX (Fr.): Linearmire, 6 (45-44-57-34); UGC Erminage, 8 (45-63-16-16).

RIO ZONE TOTAL (Brie., v.o.): Studio

**ROS ZONE NORD (Brit., va.) : Stumo 43,9 (47-70-63-40).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., va.) : Studio de la Harpe, 9 (46-34-25-52) : Publicia Matignon; 8 (43-59-31-97).

ROUGE BAISER (Fr.) : Rez., 2 (42-36-83-93) ; Ciné Beanbourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Rondered, 9 (45-74-95-40) ; 14-brillet Boulevard, 9 (43-74-95-40); 14-Juillet Baetille, 11 (43-57-90-81); Montpur-nasse Pathé, 14 (43-20-12-06).

nase Pathé, 14* (43-20-12-05).

SANS TOIT NI LOI (Fr.): Gaemont Halles, 1=* (42-97-49-70); Gaemont Opéra (ex-Berlitz), 2* (47-42-60-33); 14-Juillet Parmuse, 6* (43-26-58-00); 14-Juillet Parmuse, 6* (43-26-19-68); Pagodo, 7* (47-05-12-15); Gammont Champs Elysões, 8* (43-59-04-67); 14-Juillet Bestille, 11* (43-57-90-81); Becuriat, 13* (47-07-28-04); UGO Gobelins, 13* (43-36-23-44); Miramar, 14* (43-20-69-52); 14-Juillet Beaugreneile, 15* (43-73-79-79); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

73-79-79); Pathe Lineay;
46-01).
SCOUT TOUROURS (Fr.) : Gammont Opéra (ex Berlitz), 2 (47-42-60-33);
Colisée, 8 (43-59-29-46) : George-V, 8 (45-62-41-46) : Mazéville, 9 (47-70-72-86) ; Momparine, 14 (43-27-52-37);
Genmont Convention, 19 (48-28-42-27). SHOAH (FL) : Olympic, 14 (45-43-

99-41).
SILVERADO (A., v.o.) : Gaumont Halles,
1* (42-97-49-70) : Ciné Beanboarg, 3*
(42-71-52-36) ; Paramoum Odéca, 5*
(43-25-59-83) : UGC Danton, 6* (42-2510-30) ; Marignan, 8* (43-59-92-82) ;
UGC Normandia, 8* (43-59-92-82) ;
14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81) ;
Riegyenho Montengaser, 14* (43-44-44) Historian Montparnasse, 15 (45-44-25-02); Kinopanorama, 15 (43-46-50-50); V.f.: Rex. 2 (42-36-83-93); UGC Memparnasse, 6 (45-74-94-94);

Paramount Opera, 9 (47-42-56-31); UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40); Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); Paramount Galaxie, 13 (45-80-18-03); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); Paramount Montparnasse, 14 (43-33-30-40); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Convention, 15 (45-74-93-40); Murat, 16 (46-51-99-75); Paramount Maillot, 17 (47-58-24-24); Pathé Wépler, 18 (45-22-46-01); Socrétan, 19 (42-41-77-99).

RADIO.

 $-e^{\frac{2\pi}{3}(n-\frac{1}{3})K^{2n}}$

of the state of

200 minutes

 $\tilde{V}_{2D} = e^{-(2\pi)D^{2D}}$

ger . The second of th

757.

المراجع المجيو

Carrier Commen

RENTERS SH

Er 40 Smrie : 1

Dr. H. Orman de Jan 19 19 19

THEME CH

The American

-

THE CH

I MAGA

"TIAL

EMERE CH.

at 35 Chema

26 25 Spend

Ba 40 Cesta

MUXIENE CH

ah 35 Logran

JBOISIENCE CH

Magazzine

A P S Journa g p 30 Citions

Gable: San F Film 2000112 C. Gable: J. M.: h 25 Préitte

CANAL PLUS

de les Charmes Dira La Serra E Français 1 b 25

FRANCE-CUL

a la 30 Le son de la 30 Alesser luqu'es bere Di Morsles

PROP

A Company

LOG THEF

r kat

-2----

100

V. 34 2.71 1.374

(45-22-46-01): Secrétan, 19 (42-4)-77-99).

STOP MARING SENSE (A., v.o.): Escrital Panorams, 19 (47-07-28-04) (h. sp.).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.): Epse de Boia, 5 (43-37-57-47).

SUEWAY (Fr.): Studio de la Contrescurpe, 5 (43-25-78-37).

TANGOS, L'EXIL DE GARDEL (Franco-Argentin, v.o.): Laxembourg, 6 (46-33-97-77).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A, v.o.): UGC Odéon, 6' (42-2510-30): UGC Normandie, 8' (45-6316-16). - V.f.: Forum, 1"
(42-97-53-74): Grand Rex, 2' (42-3623-93): UGC Mentparasse, 6' (43-7494-94): UGC Ermitage, 8' (45-6316-16).: UGC Gare de Lyon, 12'
(43-43-01-59): UGC Gobolins, 13' (4336-23-44): Mistral, 14' (45-39-52-43):
UGC Convention, 15' (43-74-93-40):
Murat, 16' (46-51-99-75): Napoléon,
17' (42-67-63-42): Pathé Clichy, 18'
(45-22-46-01): Secrétan, 19' (42-4177-99).

TE TEMPS DÉTRUIT (Fr.): Reflet
Logot, 15' (43-54-42-34). TARAM ET LE CHAUDRON MAGI-

Logos, 15 (43-54-42-34). TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2- (42-33-54-58).

(46-33-94-36).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.a.): Action Christine, 6* (43-29-11-30).

THE WAY IT IS (A., v.a.): 3 Lexembourg, 6* (46-33-97-77); Olympic Entrepedt, 14* (45-43-99-41).

TOKYO GA (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-48-18). TONNERRES LOINTAINS (Indien, v.o.): Bonaparte, 6 (43-26-12-12)

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN TROS HOMMES ET UN COUFFIN (Ft.): Forum Orient-Express, 1º (42-33-42-26); Capri, 2º (45-08-11-69); Impérial, 2º (47-42-72-52); Quimette, 5º (46-33-79-38); Publicis Saint-Germain, 6º (42-22-72-80); Ambessade, 3º (43-59-19-08); George V, 8º (45-62-41-46); Saint-Lazaro Pasquier, 8º (43-87-35-43); Fanvette, 19º (43-31-56-86); Mistral, 14º (45-39-52-43); Montparnos, 14º (43-27-52-37); Parassiens, 14º (43-27-52-37); Mayfair, 16º (45-25-27-06).

LE VOYACE A PAIMPOL (Fr.) : Marivant, 2 (42-96-80-40); Smelio Cujas, 5 (43-54-89-22); Paramount Montpar-nasse; 14 (43-35-30-40).

LES FILMS NOUVEAUX

BULLY ZE KICK, film français de Bestille, 11º (43-07-54-40); Para-Gérard Mordillat, Cinh Beambourg, 3: (42-72-52-36); S.-Michel, 5: [43-26-79-17); George-V, 8: (45-62-41-46); UGC Biarriez, 9: (45-62-20-40); Maxéville, 9: (47-70-72-56); Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31); Pauveire, 13: (43-31-60-74); Gaumout Sad, 14: (43-27-84-50); Paramount Montrannasse, 14: (43-35-21-27); 14-jnillet Beaugronelle, 19: (45-75-79-79); Images, 18: (45-22-47-94).

LA DERNIÈRE LICORNE, film américain d'Arthur Rankin et Jules

79-79): Images, 18 (45-22-47-94).

LA DERNERE LICORNE, film américain d'Arthur Rankin et Jules Bess (v.f.): Forum, 1" (42-97-53-74): George-V. 8" (45-62-41-46): Marignan, 8" (43-59-92-82): St. Lazare: Pasquier, 8" (43-67-35-43): Français, 9" (47-70-72-86): Bastille, 11" (43-07-54-40): Nation, 12" (43-43-04-67): Fauvette, 19" (43-31-60-74): Moniparnusse Pathé, 14" (43-20-12-06): Grand Pavois, 15" (45-54-46-85): Pathé Clichy, 18" (45-24-46-01).

EXPLORERS, film américain de Joo Dante (v.o.): Forum, 1" (42-97-53-74): Quintette, 5" (46-33-79-38): Paramount City, 8" (45-62-45-76): UGC Blarritz, 8" (45-62-20-40): v.f.: Rex.; 2 (42-36-83-93): UGC Mourparnasse, 6" (43-42-56-31): UGC Gare de Lyon, 12" (43-43-01-59): UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44): Paramount Galaxie, 13" (45-80-18-03): Mistrai, 14" (45-39-52-43): Bieuvente Montparnasse, 15" (45-42-502): Convention St-Charles, 15" (45-79-33-00): Gaumont Convention, 15" (48-28-227): Images, 18" (45-22-47-94).

EXALIDOR, film américain de Richard Fleischer (v.o.): Forum Oriens

(45-22-47-34).

KALIDOR, film américain de Richard Fleischer (v.o.): Forum Oriena-Express, 1= (42-33-42-26): Paramount Odéon, 6= (43-25-59-83): Emiliage, 2= (42-36-83-93): Paramount City, 8= (45-63-86): Paramount Opéra, 9= (47-42-56-31): UGC Boalevard, 9= (47-42-56-31): UGC Gare de Lyon, 12= (43-3-01-59): Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59);

mount Galacie, 13° (43-52-18-03); UGC Gobelius, 13° (43-52-344); dioutinamon; 14° (43-27-52-37); Puramount Montparasse, 14° (43-35-30-40); Paramount Orléans, 14° (45-40-45-91); Convention Sticharles, 15° (45-79-33-00); Puramount Maillet, 17° (47-58-24-24); Partic Charles, 15° (45-79-33-00) Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

NIGHT MAGIC, film canadien de Lewis Farcy: Forum Orlent-Express, 1º (42-33-42-26); Quin-tene, 5º (46-33-79-38); Ratonde, 6° (45-74-94-94); George-V, 8° (43-62-41-46); Lumière, 9° (42-46-

PIZZAIOLO ET MOZZAREL, film français de Christian Giou : Para-mount Marivana, 2 (42-96-80-40); Rex, 2 (42-36-83-93); Danton, 6* (42-25-10-30); George-V, 8* (45-62-41-46); Exmitage, 8* (45-63-10-16); UGC Gobelins, 13* (43-36-73-44). Montagerage Publ. 16* 23-44); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Paramount Mont-parnasse, 14 (43-35-30-40); UGC Convention, 15 (43-74-93-40); Pathé-Clichy, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-41-77-99); Tou-relies, 20 (43-64-51-98).

relles, 20° (43-64-51-98).

SANTA CLAUS, film américain de Jeannot Szwarc: Paramount Marivanz, 2¹ (42-96-80-40); Clusy Palace, 5º (43-54-07-76); Paramount Odéon, 6º (43-25-59-83); Goorge-Y, 8º (45-62-41-46); Paramount Chy, 8º (45-62-41-46); Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31); Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31); Paramount Golelins, 13º (47-07-12-28); Miramar, 14º (43-20-89-52); Paramount Montparnasse, 14º (43-33-30-40); Paramount Oriéans, 14º (45-40-45-91); Images, 15º (43-79-33-00).

UNE SAISON ITALIENNE. film UNE SAISON ITALIENNE, film italien de Pupi Avati (v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Reflet Médicia, 5 (43-54-42-34) ; 14-Juillet Parnasse, 16 (43-26-58-00) ; Reflet Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Action Lafayette, 9 (48-74-97-27) ; Ranslagh, 16 (42-83-04-44).

fert, 14* (43-21-41-01).

ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CESAR (Fr.): Gaumont Halles, 1* (42-97-49-70); Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); Paramount Océon, 6* (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08); Paramount Océra, 9* (47-42-56-31); Bastille, 11* (43-07-54-40); Fauvette, 13* (43-31-56-86); Gaumont Sud, 14* (43-27-84-50); Miramar, 14* (43-20-89-52); Gaumont Conventiou, 15* (48-28-42-27); 14- Juillet Beaugreneille, 15* (45-73-79-79); 20-30-19).
L'EFFRONTÉE (Fr.): Gaumont Halles,
1= (42-37-49-70); Res., 2= (42-36-83-93); Ciné Besobourg, 3= (42-71-52-36); UGC Danton, 6= (42-25-10-30);
UGC Moutparnasse, 6= (45-74-94-94);
Pagode, 7= (45-07-12-15); UGC Biarritz, 8= (45-63-20-40); Monte Carlo, 8= (42-25-09-83); Saint-Lazare Pasquier, 8= (43-87-35-43); UGC Boulevard, 9= (45-74-95-40); 14-Juillet, Bastille, 11= keley, The Blame.

MONTANA (45-48-93-08), sam. 22 h :
R. Urzeger, P. Meige. PASSAGE SECRET (Fr.) : Latine, 4 (42-78-47-86). ACTUELLEMENT SANDRINE BONNAIRE dans un film de AGNES VARDA -LION D'OR 👸 VENISE 85 🗕

The second second

Rhett Butler n'est pas mort

il était grand, il avait des épaules de blicharon, un sourire à fossettes avantageur, des oreilles décollées, des chaveur bruns gominés, une moustache de danseur mondain. It n'était pas vraiment sédulsant comme d'autres acteurs hollywoocliens, au début des années 30.
Mais, peu à peu, sa viritité de coq de village devint un vrai charme, une force rassurante. Les spectatices raffojaient de lui. Les hommes

Clerk Gable, qui douteit de son taient d'actaur, qui était mort de trac pendant les tournages, tourna pendant trente ans, pas loin d'une centains de films, fut une de ces grandes figures mesculines auréolées de légende, à force de travail, de trafesson programa. de présence physique, d'intelli-gence. Sous contrat à le MGM, It eut pour partenaires les stars de la firme du lion : Greta Garbo, John. Crawford, Jean Harlow, etc.

C'est un film Columbia, pourtant, une comédia, New-York Affami, qui lui velut un oscar en 1934. La cycle de FR3 nous le rend, oss tamps-ci, de mai nous le rein, use tempora, sous diverses faces : gengster dens Menhattan melodrame, officier de merine dis-huitième siècle sans moustache dans les Révoltés du Bounty, petron de botte de nuit, Tainée du tremblement de terre dens San Francisco (où il est vaincu par la vertu de Jeanette Mac Donald), bagnard évadé de la Guyanne dans le Cargo maudit, etrange film d'aventures mystique

(fin du cycle le 5 janvier). Le dimanche 29, en plein mille. des effitess, on le verre deux fois, pour faire bonne mesure. Che de fauves dans Mogambo (sur TF 1). il aveit repris, à cinquante-deux ans, un rôle tenu dêja, en 1932, dens la Belle de Saigon, Ce mêma soir, FR3 donne Autant en emponte le vent et,

là, chapeaul Clark Geble incame Rhett Butter, le personnage du roman de Margaret Mitchell qu'il a rendu – et qui l'a rendu – en quelque sorte immortel. Cela ne lai plai-que sorte immortel. Cela ne lai plai-seit pes, pourtant. Il aveit rechigné, il éteit mai à l'aisa, il aveit exigé que George Cukor — qui s'intéresseit plus à Vivien Leigh et Ofivis de Havilland qu'à lui — soit ramplece per Victor Fierring. per Victor Fleming.

La 15 décembre 1939, le soir de le première triomphele d'Autant en amporte le vent, à Atlanta, la main dans la main de la belle Carole Lombard, qu'il aveit épousée quelques mois plus tôt, Clark Gable put s'apercevoir qu'il était devenu un mythe. Aujourd'hui encore, lorsque Rhett paraît sur l'écran, les bettements des cœurs téminins s'accéle-

JACQUES SICUER.

antiope

Samedi 21 décembre

PREMIÈRE CHAINE: TF 1



20 h 40 Série : les Colonnes du ciel. D'après l'œuvre de Bernard Clavel, dialogne J. Pratte. Avec J.-M. Richier, J. Philippe, G. Axel...

CAMPAR

22 h 15 Droit de réponse : Les pieds dans le plat. Emission de Michel Polac.

DEUXIÈME CHAINE: A2

"你们这是AUX

20 h 35 Variétés: Demain, c'est dimanche. Emission de G. Louvin, animé par les Charlots et Autour de Mireille Mathieu : le groupe Aha, François

21 h 55 Les histoires d'Onc'Willy : Ivanhoé. 22 h 25 Megazine : Les enfants du rock. TROISIÈME CHAINE: FR3



20. h 4 Disney Channel. Cockteil de dessins animés et de programmes de Disney

Chamici.
La grande sotrée familiale : les aventures de Winnie
l'ourson, Mickey, Zorro, Donald et, trésors de la sotrée,
les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins
avimés sur les plus grands « tubes » des vings dernières

Cette emission est diffusee avec DES SOUS-TITRES ANTIOPE Renseignements: Antiope, B:P, 40 - 92122 Montrouge revendeurs TV Antiope conseil.

22 h 15 Fauilleton : Dynastia. 23 h 5 Musiclub.

21 h 50 Journal.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 30, Paris-kiosque; 18 h 55, La panthère rose; 19 h 5, Atout PIC; 19 h 15, Informations; 19 h 35, Ville nouvelle, nouvelle vie ? 19 h 55, Les recettes de Gif et Julie. CANAL PLUS

20 h 30, Football: Toulon-Toulouse (championnat de France, en direct); 22 h 30, Série: Mike Hammer; 23 h 20, Championnat du monde des mi-lourds (en direct de Catanzaro); 0 h 35, Seamers, film de D. Kronenberg; 2 h 20, le Géséral de l'aumée morte, film de L. Tovoli; 4 h, les Aprèsmidi de Paméis Mans, film de H. Paris; ; 5 h 10, Liquidez l'impecteur Mitchell, film de A. Mc Laglen. FRANCE-CULTURE

28 h Le Centre Pompidos et la province : concert-débat, avec Mahen, P. Bonlez, Adami; C. Petreson, piano, C. Fancomprez, charinette (œuvres de Denisov et Berg); à 21 h, la face cachée du Centre Pompidos ; à 22 h, atelier Brancusi 22 h 10 Démarches avec... Hélène Larroche (l'objet indus-

trief en question).

22 h 30 Une visite à l'exposition de 1889 du douenier Russeau. Avec C. Nient, Y. Cleeh, M. Epln, M. Régnier.

23 h 50 Bisan de la fournée.

0 h 5 Chir de poit.

FRANCE-MUSIQUE

20 à 30 Concert (donné les 13 et 14 novembre à la salle Pleyel): Musique funèbra, de Lunoslawski; Concerto pour violon et orchestre nº 4, de Schnittke; Symphonie nº 1 en ut mineur, de Brahms, par l'Orchestre de Paris, dir. C. von Dohnanyi, sol. G. Krenter au violon; en com-plément de programme Quintette en ut majeur, de Schinplément de programme Quintette en ut majeur, de Schu-bert, par le Quamor Alban Berg et Heimich Schiff, vio-

SUR FR3 A 13 H 00 23 h Les soirées de France-Musique.

Dimanche 22 décembre

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

SOUS-TITRAGE ANTIOPE Lire ce que d'autres entendent à la television. Renseignements: Antiope, B.P. 40 - 92122 Montrouge exyendeurs TV Antiope conseil.

20 h 35 Cirréma : les Fourberies de Scapira. Film français de R. Coggio (1980), avec R. Coggio, M. Galabra, J.-P. Darras, M. Risch, F. Cotteaçon. 22 h 25 Sport dimanche soir.

23 h 25 Journal 23 h 40 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE: A2

20 h 35 Le grand échiquier : Luciano Pavarotti. Trois heures avec l'un des monstres sacrés de l'Opéra: 23 h 40 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR3

how Pascal Danel. avec X. Bonneffoy, J.-P. Darras,

C. Lahaye, N. Drean... 21 h 30 Espace trancophone. Magazine d'expression française de D. Gallet.

22 h 5 Journal. 22 h 30 Cinéma de minuit (cycle hommage à Clark Goble): San Francisco. Film américain de W.-S. Van Dyke (1936), avec C. Gable, J. Mac Donald (v.o. sons-titrée. N.).

0 h 25 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

21 h, les Chariots de feu, film de H. Hudson; 23 h 16, Opéra: La Serva Padrona; 0 k, l'Ami de la fainille, film de J. Pinotesu; 1 h 25, les Fauves, film de J.-L. Daniel.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le son de chose: portrait de Pierre Hemry.
20 h 30 Ateller de création radiophenique: voyages
jusqu'au bord de la glace de Nils Peter Larsca, par
K. Mortley.
22 h 30 Masique: Pierre Henry et la musique des élé-

6 h 5 Clair de suit. FRANCE-MUSIQUE

PRESULE-INVESTAUE

28 à 4 Cement (donné le 23 novembre au Théhire des Champé-Elysées): Suite pour violonceile, de J.-S. Bach; Sonate pour arpeggione et piano, de Schubert; Der Doppelganger, Aufenthalt, Litanie, de Schubert/Liszt; la Lugubre gondole II, de Liszt; les Tableaux d'une exposition, de Mnussorgaki; Etude opus 25, nº 7, de Chopin/Glazounov; Etude opus 8, nº 11, de Scrabine/Piatigorski; Vocalise, de Rachmaninov/Brandoukov; Sonate pour violonceile et piano en ur majeur, de Prokofiev, par B. Engerer au piano et M. Maiski, violonceile.

loncelle.

h Les seirées de France-Musique : le Zodiaque bien tempéré ; à 1 h, Bing Crosby et les Crooners.

Les programmes des trois ebalucs, de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (le Monde du 21 décembre).

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 22 DÉCEMBRE

- M. Simone Veil, député européen, répond aux questions des journalistes, au cours de l'émission «Forum», de RMC, à 12 h 30.

- M. François Doubin, président du Mouvement des radicanx de gauche, est l'invité du «Grand Jury RTL-le Monde», sur RTL, à 18 h 15.

Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, est le grand témoin de l'émission «Sept sur sept», de TF1, à 19 heures.

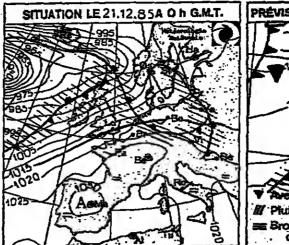
- M. André Laignel, député PS de l'Indre, participe au «Club de la presse», d'Europe 1, à 19 heures (retransmis en clair sur Canal Pius à 19 b 45).

LES SOIRÉES DU LUNDI TF1 20 h 35, Cinéma : Heidi, de L. Camencini; 22 h 10, Maulin-Rouge, de C. Fléouter; 23 h 25, Boîte à jazz.

28 à 35, Série : Hello Einstein; 22 à 25, Michel Audiard, quarante ans de cinéma

20 h 35, Cinéma : le Champion, de F. Zeffirelli; 23 h, Théaire : Sarah et le cri de la langouste.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 22-12-85 DÉBUT DE MATINÉE **III** Plue ≡ Brouillard ~ Verglas

Evolution probable do temps en France entre le samedi 21 décembre à

Une perturbation d'activité modérée simée actuellement sur le proche Atlantique balaiera l'ensemble du pays dans la journée et la mit de dimanche. Elle s'accompagnera de précipitations jusque dans le sud du pays. A l'urrière, établissement d'un temps variable peu instable, excepté sur le quart nord-ouest où alternaront averses et éclaricies.

Dimanche matin, les brouillards givrants ue persisteront plus que dans le Centre-Est et le Nord-Est. Le ciel rescento-les et le Nord-les. Le clei res-tera clair près de la Méditerranée, tandis que les nuages recouviront le reste du pays. Ils seront plus abondants des pays de Loire à la Normandie au passage d'une hande pluvieuse d'intensité modérée.

Un vent assez fort à fort de secteur sud-onest, pais onest, soufflers sur le quart nord-ouest dès le matin. Il restera modéré sur les autres régions.

An cours de la journée, la bande pluvieuse progressera vers l'est, atteignant en soirée les Pyrénées occidentales, le Massif Central et les Ardennes. Des chutes de neige se produiront à partir de 1 800 mètres sur les Pyréuées, 1 500 mètres sur le Massif Central.

A l'arrière, le temps sera généralo-ment nuagenx avec quelques éclaircies. Les averses se limiterent sur la Breta-gne, le Cotentin et la Normandie.

Les températures marqueront une légère hausse, avec des minima de 5 degrés dans le Nord, 10 degrés dans le Nord-Ouest, — 1 degré dans le Nord-Est, — 3 degrés dans le Centre-Est, localement — 6 à — 8 degrés dans le Sad-Ouest, 5 degrés en Méditerranée. Les maxima femberont entre 10 et 13 degrés sur la femberont entre 10 et 13 degrés sur la évolucioni entre 10 et 13 degrés sur la majeure partie du pays. 15 à 16 degrés en Méditerranée, incalement 7 à 8 degrés dans le Centre-Est.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 19 décembre, le second le

minimum de la nuit du 19 au 20 décem-bre) : Ajaccio, 15 et 3 degrés : Biarritz, 9 et - 1 : Bordeaux, 5 et - 2 : Bréhat, 9 et -1; Bordeaux, 5 et -2; Bréhat, 11 et 8; Brest, 11 et 10; Cannes, 18 et 2; Cherbourg, 9 et 6; Clermont-Ferrand, 9 et -6; Dijon, 6 et -2; Dinard, 10 et 5; Embrun, 9 et -1; Grenoble-St-M-Hi, 0 et -5; Grenoble-St-Geoirs, 0 et -5; La Rochelle, 3 et 1; Lille, 10 et 3; Limoges, 8 et -1; Lorient, 10 et 9; Lyon, 2 et -2; Marscille-Marignanc, 13 et -3; Nancy, 7 et 0; Nantes, 6 et 1; Nice-Aéroport, 18 et 6; Paris-Montsouris, 8 et 2; Paris-Orly, 7 et 1; Pau, 10 et -2; Perpignan, 19 et -2; Rennes, 9 et 3; Rouen, 8 et 2; Saint-Etienne, 8 et -7; Strasbourg, 8 et -1; Toulouse, 2 et -3; Tours, 3 et -1.

Températures relevées à l'étranger:

Températures relevées à l'étranger: Alger, 17 et 6; Genève, 6 et - 5; Lis-bonne, 14 et 6; Londres, 12 et 10; Madrid, 3 et - 1; Rome, 16 et 3; Stockholm, - 7 et - 13.

(Document établi avec le support technique spécia de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4123 HORIZONTALEMENT

I. Il peut y avoir du beau monde parmi ses relations. Met un pied devant l'autre. – Il. Ont l'habitude de tirer les rois. – Ill. Avait le feu au derrière. Revient à date fixe. Lettres de garantie. Passent sur les ondes. – IV. La preuve incontes-

table qu'on «digère » très bien 'hulle. - V. N'est plus dans les affaires, Pronom. Sont hico incapables d'éclairer autant. que la lumière. frnide. Permet nne récolte de fruits. Réflécbi. - VII. Eau conrante. Fait le grand écart. Spécialiste de l'étalage. - VIII. A an cont de pierre. Sort parfois de la booche.

- IX. Mit au parfam. . Cri » qui vient du chœur. - X. Réserve d'eau antres, qu'no a souvent les sut faire autre les year sur lui. On peut finir par déguster sérieusement lorsqu'on se risque à la fouetter. — XII. Le noir lui va très bien. A peut-être de bons motifs pour qu'on s'attache à elle. Adverbe. - XIII. Est souvent à la rue. Souvent, il ne souhaite pas ca savoir davantage. Pris en main. - XIV. A bénélicié de nombreuses promotions. C'est grâce à elle, entre

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 IA AMI XIII XIA

chaude. Pout danc être débité. N'est paches > hien remplles. -pas beau à voir. - XI. Ne casse pas XV. Point d'esu. Là, il y a anguille que les pieds et les oreilles. On ne sous roche.

VERTICALEMENT

1. Spécialiste des conteaux et des tranchoirs. Souvent cité en premier. 2. Un qui a du mal à avaler. Sont propriétaires.
 3. On peut dire qu'il est un peu bêta... Ne ressemblent ni à une gourde, ni à une cruche. -4. Où l'on peut nous en faire voir de toutes les couleurs. N'hésitas pas à

faire une réflexion. - 5. Permet à certains d'avoir le beau rôle. Désaltère les clients d'un pub. Se termine en queue de poisson. - 6. Quelqu'un qui ne manque certes pas de dignité. Cela fait plaisir à voir. Visible sur un titre. - 7. Na rien à cultiver. Preuve d'une certaine sensibilité. -8. Se suivent en tournant. Une absence à signaler. - 9. Reçoit toujours à bras ouverts. Pas comme ça. face. Note. - 11. Pronom. Le début du printemps. Ne changent pas du juur au lendemain. ~ 12. Endroit où l'on ne prend jamais de bûches. La précision y est de rigueur. Morceaux de trompette. - 13. Victimes d'un certain manque de reconnaissance. A la tête bien remplie. Occasionne un changement d'habitudes. -14. Peut faire son apparition quand on se fend la pêche. Font partie des choses dont un se passerait volon-tiers. - 15. Pas en position dominante. Une colle qui n'a qu'un effet

Solution du problème nº 4122

Horizontalement I. Poubelle. - 11. Oisive. Ta. 111. Usure. Car. - IV. R.E.R. Naine. - V. Petit. - VI. Etalage. -VII. Nataires. - VIII. Ré. Ab! -IX. Amuseur. - X. Garc. Ruse. -XI. Et. Lu. Tir.

Verticalement

1. Pourcentage. - 2. Oisc. TO. Mat. - 3. Usurpateur. - 4. Bir. Ela. Sel. - 5. Eventaire. - 6. Le. Aigreur. - 7. Citée. Rut. - 8. Eton. SA. Si. - 9. Arête. Hier.

PARIS EN VISITES—

GUY BROUTY.

ENFANTS MANNEQUINS

Force ouvrière réclame un statut

Le gastronome en culntte courte vanté par les affiches publicitaires est à la recherche d'un statut. Il existe en effet actuellement plus de mille enfants de zéro à seize ans. mannequins professionnels et néan-moins négligés par le code du tra-vall. Inscrits dans les ficbiers des dix agences recensées anjourd'hui, ils sont payés environ 150 F.l'heure.

Le syndicat FO dépunce les aberrations - réglementaires dont ces enfants sant victimes. Les agences qui les recrutent n'ont pas de statut ufficiel, elles cotisent pourtant en leur nom pour le chômage, mais aussi pour la retraite, le veu-vage, et les enfants cotisent égaleit comme tout salarié.

D'autre part, la réglementation concernant les mannequins profes-sinanels ne fixe pas d'âge ponr l'emploi des enfants et on a vu des gamines de six ans poser huit beures par jour. Alors que le code du travail réglemente l'emploi des enfants dans les professions du spectacle, il n'a pas élaboré de charte des enfants mannequins. Enlin, ces derniers ne bénéficient pas d'un « drait à l'image - et ne innebent pas de royalties si leur frimousse s'étale sur tous les murs.

- Il existe un vide juridique -. reconneit-on au ministère du travail, de l'emploi et de la formation pro-fessionnelle. Un texte est en cours de préparation, d'autant plus nécessaire que la profession a de l'avenir : le nombre d'agences spécialisées dans l'emploi des enfants est passé de quatre à dix au cours des années DESSÉES. M.-Ch.R.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publies au Journal officiel du samedi 21 décembre : UNE LOI

 Nº 85-1352 du 20 décembre 1985 relative à la dotation globale d'équipement. UN DECRET

• Nº 85-1353 du 17 décembre 1985 relatif au code de la sécurité sociale (partie législative et parties décrets en Conseil d'Etat). UNE CIRCULAIRE

 Du 29 novembre 1985 relative à la sensibilisation des personnels de maternité à l'acqueil des enfants nes avec un handicap et de leur famille.

LUNDI 23 DÉCEMBRE «Cinquante rois et princes de France dans la basilique de Saiat-Denis», 14 h 30, entrée.

 La scule sort du quinzième siècle à Belleville , 14 h 30, mètro Belleville (M. Banassat). - Le châtean de Neuilly -, 14 h, terre-plein face au Concorde La Fayette (C.-A. Messer).

La Ginire de Vietnr Hugn -. 15 h 45, hall d'exposition du Grand Palais devant le bureau d'information. (M. Ragueneau).

L'Opéra ., 13 h 30, entrée Opéra (M.-C. Lasnier).

« Les appartements royaux du Lou-vre », 15 heures, 36, quai du Louvre. - La Sainte-Chapelle et ses vitraux -, 14 h 30, devant les grilles du Palais

(Arcus). Hôtels et Cours de l'île Saint-Louis . 14 h 30, metro Pout-Marie).

Le Marais, la place des Vosges».
 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).

«Les Flaneries», 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (G. Botteau).

ALSACE

L'Europe à trois

A Fribourg-en-Brisgeu, à иле heure de voiture de Stresbourg, était organisé, la semaine demière. un symposium intéressent à un double titre. Par son objet : comment entre les chercheurs universitaires et les industriels travaillant dans la technologie ? Par ses participants : des hommes politiques, des universitaires, des chercheurs français, allemands et suisses.

La coopération transfrontalière est le souheit et devrait être la règle de tous dans cette région où, si l'on rassembla les capacités de formation et de recherche des trois pays, pourrait être promu ce que René Uhrich, secrétaire général de la chambre de commerce de Strasbourg, appelle le « bassin d'innovation du Rhin supérieur », le « triangle d'or » de l'Europe tach-

Cette première réunion a, en tout cas, donné lieu à des déclarations pleines de conviction et parfois de ferveur de Marcel Rudloff, président du conseil régional d'Alsace, de Lothar Späth, chef du gouve ment de Bade-Wurtemberg, de Kurt Jenny, membre du conseil municipal du canton de Bade-Ville, de Rolf Böhme, le maire très francochile de Fribourg.

Tous oot souliané que la condition prioritaire à tout renforcement des liens entre les trois « régions » résidait dans une amélioration des moyens de communication. Pour le reste, un groupe de travail composé des représentants des diverses collectivités locales intéressées a été constitué. On eura un premier aperçu de ses résultats au cours du prochain symposium à trois qui sera réuni, l'année prochaine, à Stras-

AUVERGNE

La poste aide les entreprises

La direction régionale auvergnate des postes propose un contrat originat aux jeunes entreprises, d'où son intitulé : PAJE (Poste Auvergne -Jeune Entreprise). Cette « première » française doit être reprise dens lea procheins mois per d'autres régions.

La poste offre aux jeunes créateurs le gratuité d'acheminement et de distribution de leur courrier de qublipostages > pour un montant équivalent aux dépenses d'affranssement engagées per l'entreprise durant les deux premières années de son existence. Cette aide peut a'élever jusqu'à 165 000 F a'îl s'agit d'un ali de prospection commerciale de moins de 20 grammes ce qui représente l'accès à 155 000

Le principe de l'opération a été négocié avec la groupement local de créateurs d'antreprises à Clermont-Ferrand. En échange, les hénéficiaires du contrat s'engagent à faire transiter leur courrier national et international par la poste et à associer cette demière à leurs manifestations commerciales.

Clermont-Ferrend. - La sécheresse qui a sévi cet été en conséquences inattendues dans la région de Clermont-Ferrand, où des maisons d'habitation sont craque-

NE centrale nucléaire serat-elle un jour construite en

pent de mer a brusquement fait surface. If y e quelques jours, on a enoris que François Jegaden, maire de Saint-Jean-du-Doigt, commune de six cent cinquante habitants, près de Morlaix, s'était rendu, en compagnie de deux adjoints, à la centrale de Palluel, dans le Pas-deiis, sens que son conseil municipel en fût prévenu. Cette visite signifie-t-elle qu'il y e anguille sous roche ? « Ca n'est pas parce que l'on a demandé à s'informer que la

décision est prise », répond la

Bretagne ? Le vieux ser-

La candidature de Saint-Jeandu-Doigt pour la construction d'une centrale nucléaire n'est pes officielle, souligne-t-on à EDF. Elle l'est d'autant moins que François Jegaden se déclare e ni pour ni contre », et qu'e il n'accepterait pas qu'on saccage une petite commune rurale ». C'est pourquoi il souhaite recueillir le témoignage de maires ruraux, confrontés à la construction d'une centrale chez

Mais l'éventualité de l'arrivée du nucléaire dans la région e fait surgir le syndrome de Plogoff. « Nucléaire I Non merci. Pas de CRS & Saint-Jann-du-Doigt a. liton sur des papirartes. Des aminucléaires n'ont pas tarde à se mobiliser, et, le 17 décembre, le conseil municipal, qui devait se réunir à huis clos, a été envahi. Malgré la cohue, les élus ont décidé, par neuf voix contre six, de poursuivre les démarches pour information.

C'est la lettre adressée par le président de le République à Raymond Mercellin, président du conseil régional, en avril 1984, qui a permis de rouvrir le dossier. Les élus de l'occosition n'ont iamais abandonné l'idée de faire construire une centrale en Bretaone, et particulièrement dans le Finistère où le conseil municipal a · manière à ne pas aboutir aux situe-

lées par suite de la déstabilisation

du sous-sol, privé de son degré

d'hygrométrie habituel. Ce phéno-

mène est sensible dans les zones

mameuses, principalement dans la

Limegne. Il a agi sur les fondations.

On chiffre à plusieurs centaines le

nombre de maisons plus ou moins

ainistrées. Certaines menecent

Une association de propriétaires

vient d'être créée. Son objectif est

d'obtenir des pouvoirs publics que

l'aide exceptionnelle accordée aux

agriculteurs pour cause de séche-

Le Puy. — Un nouvel autorail

e été mis en service sur la ligne Le

Puy-Saint-Etienne afin d'assurer

des liaisons accétérées en corres

pondance avec le TGV et d'amélio-

rer la desserte de la vallée de la

Loire. Les voitures sont personnali-

sées eu nom des collectivités

locales ayant participé à son finan-

cement. En livrée bleue, elles por-

tent l'inscription « région Auvergne-

conseil général de la Haute-Loire.

district urbain du Puy ». Cette « per-

cée » ferroviaire accentue les efforts

vera la vellée du Rhône, dont

l'accès est déjà facilité par l'auto-

route Clermont-Saint-Etienne-Lyon.

même de s'effondrer.

resse leur soit appliquée.

Le Monde REGIONS

Une centrale nucléaire

en Bretagne?

pris une délibération an janvier 1985 pour l'ouverture d'un chantier à Beg-en-Fry-en-Guimsec, site préalablement retenu au moment du choix de Plogoff,

« Je suis convaincu, comme vous, écrivait François Mitterrand, que la réalisation d'une centrale électrique importante en Bretagne présenterait des avantages, à la fois pour la bonne répartition des moyens de production sur le territoire national et comme facteur d'animation de l'économie régionale. » Le président de la République émettait toutefois, en conclusion, una réserve : « J'insiste tout particulièrement pour que les études soient conduites avec le plus grand soin, en plein accord avec les élus et la population, de

tions de Plogoff que nous avons connues per le passé. »

Les pouvoirs publics ne veulent

plus tomber dena les mêmea erreurs. En imposent le site de Plogoff, EDF avait déclenché un moument de révulsion. Les gendarmes étaient venus en pleine nuit, le 31 janvier 1976, installer les mairies annexes dans une commune qui ne voulait pao du nucléaire, et qui s'était littéralement barricadée. Résultat : soc semaines de guérille farouche, entre opposants et forces de l'ordre, jets de pierres contre grenades lacrymogènes tous les jours, pendant la durée de l'enquête publique, et une finale en apothéasa : una maréa antiquelégica da cinquante mille personnes, le 16 mars, à la pointe du Raz.

La lecon a été retenua. Aujourd'hui, les communes sont

invitées à faire elles-mêmes acts de candidature. Le conseil régional conduit les opérations, et les chambres de commerce lui servent

Ainai, la chambre de commerce de Brest a t elle fait parvenir à tous les maires des communes de son arrondissement un dossier confidentiel sur « les incidences économiques et sociales de l'implantation d'une centrale nucléaire ». Elle souhaite d'ailleurs que la centrale se fasse dans sa circonscription. Mais la décision appertient désormais à la population.

Dans ce nouveau contexte. EDF est prête à étudier toutes les propositions de site à l'ouest d'une lione Saint-Brieuc-Lorient, Mais il fact que certaines conditiono soient réunies : un sol ne présentant pas de failles, un endroit relativement isolé de manière à ne pas avoir à déplacer beaucoup de population en cas d'incident, de bonnes conditions de refroidis ment. A cet égard, Plogoff est un site idéal, mais il est aujourd'hui définitivement, abandonné par

De toute facon, si une centrale se construit en Bretagne, elle ne sera pas raccordée au réseau avant les années 2000 à 2005. Deux ans pour l'instruction du dossier et dix ana pour la construction sont nécessaires avant d'opérer les manquivres de complage.

On prévoit, dans une première étape, une mise en service de deux tranches de 1400 mégawatts, ce qui correspondra, seion EDF, aux basoins de la Bretagne à cette époque, soit 3000 mégawatts. Le site couvrira de 200 à 300 hectares. Il sera possible d'y construire deux

EDF ne désespère pas que Saint-Jean-du-Dolgt lui dise oui.

GABRIEL SIMON.

(BCR) dans le cadre d'amenagements hydro-agricoles confiés à une entreprise montpelliéraine Bec Frères, et financée par le conseil général de l'Hérault.

L'ouvrage est constitué d'une digue de 70 mètres de long et d'une hauteur maximum de 7 mêtres pour un volume de 2 000 mètres cubes de béton compacté.

REPERE

Commerc

axco . 5

BARRETT ...

7---

Croissam

1985 44

₍₆₂₆₎ = 1 = 2 + 1

ment of

- T

10-11-6

4. 15 1 1

211 - 1 - 1

18.8

Balance (

: on C = 14

appropriate the Augustian

MA 25 25 27

man in in

33 - 3 - 3

fre ground de

-10 To 15

ANTREP:

VONDI

- X 2x

THE STREET

Zing of famous

The second

andown

""1 "1 60 Fras

t in frem in

SCHETOM

Erope se j

Times

- déc

dieter. de

2 234

20 mg

No. 1 es emp

Transcon John A

Marine Donat

Grand in a state

A processing to

Carriery of an

The on com

Pasice thickers

Tel. les lauf des 5

200 10 200 B

_6 44 - 74

Player of Design

ALCOHOLD NO THE Mary 100 ie 20 20 20 20 garet eur 19200 سرمن والمساهرة

50

- CENTRE

47.79

Le metériau (mélange d'agrégats, de fiant et d'eau) est fabriqué sur le site de l'ouvrage, étalé en couches de faible épaisseur (une trentaine de centimètres) et compacté au rouleau lourd vibrant. Des techniques voisines ont été utilisées récemment au Japon et aux Etats-Unis pour des ouvrages importants.

PAYS DE LA LOIRE

 Nantes. – Le gouvernement vient de donner son feu vert à la procédure de déclaration d'utilité publique concernant la future centrale nucléaire envisagée sur le site du Carnet, proche de l'embouchure de la Loire, sur la rive sud du fleuve. C'est un chantier qui représente des travaux d'une valeur de 15 milliards de francs pour les deux tranches de 1.400 MoW prevues et l'emploi d'environ 1.700 personnes pendant les deux années de pointe. Si tout va bien, cette centrale pourrait être mise en service dans dix ens.

Pour l'immédiat, cette construction constitue un ballon d'oxygène pour la basse Loire, cruellement marquée par des pertes d'emplois industriels dans la navale et le mécanique. La construction d'un pont à Chevire, en eval de Nantes. dont on attend également la décision, est un élément complémentaire pour l'équipement de cette

PICARDIE

Entre voisins

Max Lejeune et Jean Lecenuet (UDF) se sont rencontrés au centre culturel de l'abbaye de Saint-Riquier près d'Abbeville. Le premier est président du conseil général de la Somme, le second de la Some-Maritime, deux départements limitrophes qui ont des intérêts com-

Les deux départements se sont mis d'accord pour insister sur la nécessaire amélioration des communications routières. Ils estiment qu'il est indispensable de favoriser les relations entre les ports de Rouen et du Havre d'une part, et l'ensemble du nord de la France d'autre part, en direction de la Belgique et de l'Allemagne, ainai qu'avec le secteur de Boulogne et de Calais. « La perspective d'un lien fixe à travers la Manche », affirme un communiqué commun. « rend désormais urgente la réalisation de ces routes afin d'assurer la lieison vers l'ouest et le sud de la France ».

Catte page a été réalisée par nos prespondants : Étienne Banzet Roger Becrisuz, Michel Curie, Curistine Duret, Yves Rochcongar, Libert Tarrago.

BOURGOGNE

A chacun son inauguration

La cohabitation parfois difficile entre l'Etat et les collectivités locales, surtout lorsqu'elle se trouve compliquée d'arrière-pensées politiques, vient de connaître un nouvel épisode cocasse dans la Saône-et-Loire avec la double inauguration de la déviation « Bois Clair-Prissé » de la RN 79 à l'ouest de Mêcon.

Il était normalement prévu que ce tronçon long de 9,5 kilomètres du futur axe Centre Europe Atlantique soit, comme toute opération de voirie nationale, inauguré par Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur. le 14 décembre. Mais les présidents (UDF) du conseil régional et du conseil général, MM. Lucotte et Beaumont, mécontanta qua M. Pierre Joxe, sans les consul ait pris l'initiative de fixer la date et les modalités de l'inauguration. alors que leurs collectivités ont participé financièrement à cette réslisation, ont décidé d'organiser leur propre inauguration... le 13 décembre.

HAUTE-NORMANDIE

ROUGH - I m Kouart au nou veau pont Mathide inauguré en 1980 des débouchés routiers, sinulièrement sur la rive droite. Les 5 kilomètres de voiries urbaines qui viennent d'être ouverts entre Rouen et la ville de banlieue Darnétal comblent ce vide. En même temps à commencé l'enquête publique préelable au démarrage d'un chamier encore plus audacieux : la percement d'un tunnel de 1 500 mètres de long dans une des collines qui entourent Rouen, Vers 1990, l'axe routier qui ralia le nord au sud-ouest de la France ne passera plus par le centre de Rouen.

■ Le Havre. — André Duromés (maire communiste) et Mgr Michel Saudraau (évêqua) se sont retrouvés dans les jardins du prieuré de Graville, au Havre, pour inaugurer la statue rénovée de la Vierge noire chère aux cœurs des Havrais.

Cette statue avait été élevée en 1975 per les Havrais soucieux de manifester leur reconnaissance parce qu'ils n'avaient pas eu à subir la botte prussienne cinq ans suparevant. Elle a été rénovée par les Fon-deries de Coubertin, à Saint-Rémylès-Chevreuse.

LANGUEDOC-

organisé par les patrons de Montpellier (Union patronale, Femmes chafs d'entreprise; Centre des jeunes dirigeants, Jeune chambre économique; Dirigeants commer ciaux de France et Convérgences), sur trois cents entreprises des environs montre que la maire, Georges Frèche (PS), est considéré par 58,47 % des patrons comme un chef d'entreprise. A la question : quelles sont les

réalisations qui vérifient l'appellation de « Montpellier . l'entreprenante » 7, 21,05 % des chefs d'entreprise placent en tête la semaine d'Euromédecine, qui évoque pour eux les entretiens de Bichat, et 16,45 % la venue d'IBM. A noter le mauvais score obtenu par les fêtes organisées à l'occasion du millénaire de la cité (5,92 %).

 Montpellier. — Au pied du pie Saint-Loup, à 25 kilomètres au nord de Montpellier, un barrage a été édifié en moins de dix jours grâce à une technique nouvelle, appelée e béton compacté au rouleau »

RÉÉDITION DES ALBUMS DU DUC DE CROY

Le Nord à l'ancienne

 $\frac{2}{3}\log_2(\frac{1}{2}\log n)$

E conseil régional Nord-Pas-de-Calais s'est associé depuis quelques années à un vaste et ambitieux projet élaboré par le Crédit communal de Belgique : la publication de l'ensemble des reproductions des 2 500 gouaches constituant les albums du duc Charles de Croy, qui fit peindre, entre 1596 et 1612, les villes et villages des provinces sur lesquelles il exerçait son

Cette édition, qui commence avec la publication de trois premiers volumes, en comportera vinet-six an total. Elle permettra de découvrir les trésors de cette iconographie aujourd'hui dispersés dans le monde, tout en préservant les albums originaux, qui ne peuvent être consultés qu'exceptionnellement.

-

Charles de Croy appartient à l'une de des grandes familles qui, sons les ducs de Bourgogne et les rois d'Espagne, jouèrent un rôle considérable dans la vie économique et politique des Pays-Bas. Né au châtean de Beaumont en 1560, il y mourut cinquante-deux ans plus tard, laissant un trésor que l'on peut aujourd'hui redécouvrir.

Ce fastueux prince de la

Renaissance entreprit en effet, à partir de 1596, de faire peindre, sur des feuilles de parchemin réunies en albums, les villages dont il était le seigneur, puis toutes les localités des provinces des Pays-Bas méridionaux où il exerçait une fonction dirigenute. Tout un territoire est ainsi

répertorié, depuis les anciennes principautés d'Artois, de Hainaut, de Namur jusqu'an duché d'Aarschot, en passant par les vallées de l'Escant, de la Lys et de la Sambre et les châtellenies de Lille, Donai, Orchics... Le duc avait confié ce travail

à un peintre originaire de Valenciennes, Adrien de Montigny. all devait parcourir, explique Jean-Marie Duvosquel, chef du département culturel du Crédit commercial de Belgique, toutes les régions que son maître voulait voir figurer dans sa collection, et dresser sur papier un croquis colorié de chaque ville, village, château, abbaye et cou-

Vingt-six volumes

Il voyageait à la bonne saison, se réservant l'hiver pour reproduire en atelier son modèle sur parchemin, non sans l'enjoliver au gré de sa fantaisie.

Pour donner une allare somptueuse à ces tableautins, il les encadrait d'un décor fait d'ornements architecturaux, de fleurs, de fruits, d'oiseaux ou d'animaux domestiques ...

La vie quotidienne à cette époque apparaît au travers de ces vues cavalières dans des scènes croquées sur le vif. scènes bucoliques aux tons et couleurs chatoyants. Magnifique trésor. Mais, au décès du duc de

Crov. les albums furent expédiés à Bruxelles pour y être mis en vente publique, le 19 août 1614. Commença alors la dispersion. Aujourd'hui, on a retronvé la quasi-totalité des gouaches en Belgique, en France, en Tchécoslovaquie, en Allemagne, aux Etats Unis...

Elles vont être éditées en vingt-six volumes d'une centaine

de planches commentées par des historiens. L'édition se fera au rythme de quatre volumes par an, l'ordre de parution ne suivant pas le plan de la collection pour des raisons techniques.

Les trois premiers volumes publiés concernent le Brabant. le comté d'Artois et les châtellenies de Lille, Douai et Orchies. Le Crédit communal de Bel-

gique, éditeur, assure la conception et la réalisation matérielle des volumes. La région Nord-Pas-de-Calais s'associe au projet, notamment en acquerant 1 500 exemplaires de chaque volume. Elle y a consacré pour 1985 is somme de I 200 000 F. (La distribution en France est assurée par les Éditions des Beffrois, 23, rue Vauban, 59140 Dunkerque. Prix: 640 F le volume) _ -

Jean René LORE.

Page 12 - Le Monde ● Dimanche 22-Lundi 23 décembre 1985 •••

we journée po

de la Corneta de Se ou longue

We Profile 13 me Se

Economie

Commerce extérieur : recul des exportations en RFA

Les exportations ouest-allemandes ont, pour la première fois depuis de nombreux mois, diminué en novembre, pour se situer à 44.212 millions de deutschemarks (un deutschemark veut environ 3 francs). Toutefois, les importations avent également reculé à 37 130 millions, l'excédent commercial a atteint 7 022 millions de deutschemarks (8,65 milliards en octobre). En onze mois, ce surplus représente 65,3 milliards de deutschemarks, contre 54 milliards de janvier à novembre 1985. Pour sa part, durant la même période, la balance des paiements courants enregistre un excédent de 32,3 milliards de deutschemarks.

Croissance: 2,4 % seulement en 1985 aux Etats-Unis

L'économie américaine a enregistré, cette année, son taux de croissance le plus faible depuis 1962, soit 2,4 %, a ennoncé le département du commerce. Ce résultat, décevant pour l'administration Reagan, a'accompagne d'une mauvaise nouvelle sur le front des prix. En novembre, les prix de détail ont progresse de 0,6 %, contre 0,3 % en octobre. Cette hausse, égale à celle du mois de janvier, est attribuée à une forte augmentation des prix alimentaires et du carburant. En rythme annuel, la hausse des prix se situe malgré tout dans des limites modestes, soit 3,6 % depuis le début de l'année, après avoir atteint 4 % en 1984.

Balance courante : forte contraction de l'excédent britannique

L'excèdent de la balance des paiements courants britannique a di-minué de près de moitie en novembre, pour représenter 259 mil-lions de livres. Cette contraction reflète la dégradation du commerca extérieur : les exportations ont diminué, pour revenir à 6 299 millions de livres, alors que les importations progressient à 6 440 millions. La balance commerciale, qui avait été, exceptionnellement, en équilibre en octobre, est ainsi redevenue déficitaire de 141 millions de livres. Les analystes de la City prévoyaient une re-chute de moindre ampleur de la balance commerciale.

ENTREPRISES-

Volvo rachète les parts de Renault dans Volvo Car Corporation

Le groupe industriel suédois Volvo a racheté la participation (9,4 %) que Renault détenait dans Volvo Car Corporation, sa filiale automobile. Cette participation datait d'un accord de coopération technique et financier conclu en 1979 entre les deux firmes. La transaction actuelle porterait sur une centaine de millions de couronnes suédoises (autant de france français). Selon Volvo, ce rachat na remet paa en cause la coopération technique aux Pays-Bas et en France (sur les moteurs de carnions en collaboration avec Peugeot) ni la distribution de la R 5 en Scandinavie par la

(Publicité)

NE RATEZ PAS LE DECOLLAGE

DE VOTRE INFORMATIQUE

Une journée pour tout savoir avant, pendant, après:

Qu'est-ce que la micro-informatique? m'assurer que je ne me retrouverai pas

municutions avec un réseau? Inscrivez-vous dès à présent aux ses-ment me protéger des pannes et sions de Janvier et Février 86.

AIDE INFORMATIQUE

13 rue Séguier 75006 Paris Tél. 43.29.72.02 Poste 20

Comment marche un ordinateur? A dans quelques-a quoi sert un système d'exploitation? ment dépassé? Cue fero un micro-ordinateur dans mon Comment gorant

entreprise ? Quels seront les problèmes

avec mon personnel ? Et moi, responsa-ble, vais-je être dêmis "subtilement" de

mes prerogatives par la "machine" ? Comment choisir l'ordinateur ?

rage? Es fonctionnement normal?

Quels seront les problèmes ou démos-

Chez oui l'occuerir ?

Magnétoscope: l'Europe se protège

Les gouvernements membres de la CEE ont décide, vendredi 20 décembre, de relever (de 8 % è 14 %) à partir de l'année prochaine les droits de douvine percus sur les importations de magnétoscopes. A titre de compensation les Dix réduiront, à la même date, les tarifs (de 17 % à 14 %) appliqués aux semiat accorderont la achats de calculatrices électroniques, les radios contatives, les lecteurs da cassettes et les européens ont entamé, en septembre demier, des négociations avec la Japon, le principal fournisseur du marché communautaire pour ces produits, afin que ce pays accepts les mesures envisagées par les Dix. pas aboutí. Aussi les Etats membres ont-ils été conduits à prendre une décision unilatérale. - (Corresp.)

Usinor perdra 2 milliards de francs en 1985

Le groupe sidérurgique Usinor devrait enregistrer en 1985 une perte consolidée de 2 millierds de francs (contre 7,6 milliards en 1984) et réduire cette franchise de douane pour les perte à 1 milliard en 1986, a déclare son PDG, M. Loubert. devant-l'assemblée générals des actionnaires réunie, le venradiosréveits. Les responsables dredi 20 décembre. Le chiffre de 1985 ne prand pas an compte les pertes d'Unimétal et d'Ascometal, les deux filiales communes à Sacilor et Usinor trespectivement actionnaires à 51 % et 49 %), qui devraient s'élaver à 4.2 milliarda (le A ce jour, les pourpariers n'ont Monde du 1° décembre 1985).

Comment gorantir mon entreprise dans

le cas d'une catastrophe survenant à

Comment choisir les logiciels ? Qui as-surero lo formation ? Et quels seront

mardi de 9 h 30 à 17 b. Prix 1100 H.T.

les coûts ? Etc.

LA CAPITALE PARALYSÉE PAR LA GRÈVE DU MÉTRO

Paris des mille naufrages

La grève surprise des conducteurs de métro et du RER, le 20 décembre, s'est achevée dans la soirée. Le trafic a repris progressivement à partir de 18 heures, après que les gràvistes eurent obtenu satisfaction lors de la négociation qui s'était ouverte entre les organisations syndicales et la direction en fin de matinée : pas de retenue sur salaire pour les heures de grève, engagement de la direction

Et toute la ville, soudain, se déré-gla Etranglée net, titubant sur ses s'exclame : « Il est inadmissible de illions de jambes désordonnées. Des vacanciers, skis à l'épaule, lar-gués par le métro place de la Concorde, partent en randonnée sous les arcades de la rue de Rivoli à la recherche de la gare de Lyon. Tout au long des boulevards, les sirènes des pompiers rugissent comme des comes de brume sur leurs camions rouges échoués dans la triste marée des embnuteillages,tandis que la grande échelle tente de se percer un chemin jusqu'à l'incendie de chez Fauchon.

Il n'aurait pas fallu lacher un gréviste de la RATP dans les rangs des sinistrés de a'importe quelle ligne de mêtro. A Concorde, une mère de famille refoulée sur le trottoir avec valises et enfants ne décolère pas : elle va «rater son train». Ailleurs, c'est un bomme, exaspéré par trois conducteur à six mois de prison avec sursis (après un accident qui avait fait un mort sur le RER en novembre 1984). Sans lever l'avertissement infligé à cet agent, la RATP a indiqué qu'elle « se cantonnerait à la décision que prendraient les prud'hommes sur cette auestion ». Des négociations seront engagées, lundi 23 décembre, sur la sécurité.

voir les agents d'un service public se venger sur nous chaque fois qu'ils ont un prablème. Nuus, naus n'avons pas cette possibilité. »

« C'est ca, le socialisme ». « Mit-terrand, il s'en fout, il voyage en hélicoptère », entendait on çà et là, au long des quais, sans que mil ne se soucie d'objecter que le régime était pour peu de chose dans les tracas du jour.

Toute la jouraée, ce fut Paris des mille naufrages. Dès l'aube, les groupes de banlieusards s'étaient heurtés aux portes closes des stations du RER et, jusqu'au soir, une interminable manifestatinn, sans banderoles ni slogans, dévorant les trottoirs, prit d'assaat les gares (bénie soit la SNCF non gréviste!) (bénie soit la SNCF non gréviste!) réinventa des itinéraires piétonniers.

De petits groupes pressés de bidasses en permission glissaient

de faire appel du jugement condamnant un

dans le soir, portant à bras-le-corps leur gros sacs-saucisses et se guidant de la gare du Nord à la gare Montparnasse grâce aux paaaeaux Decaux, comme daas ane ville étrangère; des vieilles dames hélant sans espoir les taxis occupés, et des cadres prêts à s'étriper pour quel-ques centimètres carrés d'autobus, et cette jeune femme ebie rencon-trée décoiffée, au bord des larmes, faisant de l'anto-stop au milieu de la chaussée de l'avenue de l'Opéra.

D'une grève l'autre. La veille, on s'était battn au téléphone avec les renseignements d'Air Inter : le voi serait-il maintena pour aller passer Noël en famille ? Pas question de décaler, fût-ce d'un jour, l'exode de cette ville devenue sulle. Ces hâtes, ces désespoirs croisés rue de Rivoli ou avenue de l'Opéra, le disaieat assez : il fallait, sur-le-champ, fuir cet enfer.

D. S. et M.-C. R.

La double exaspération

(Suite de la première page.)

Le réseau était paralysé presque totalement et une incompressible colère montait chez les usagers. Il fallait arrêter la grève au plus vite. Ce qui ne pouvait se faire glorieu-sement à moins d'accepter le ris-que d'une longue épreuve de force et de miser alors sur l'usure d'un monvement impopulaire.

Cette « victoire » se retourne, une fois encore, contre le syndica-lisme par l'image qu'il donne à une opinion publique excédée. Elle ris-que d'apporter de l'eau au moulin des partis politiques qui ont fait de la lutte contre les « privilèges » syndicaux un de leurs objectifs

Alors que la mobilisation, malles tentatives répétées de la CGT, est nulle dans le secteur privé, les syndicats donnent le sentiment que, là où les salariés n'ont rien à craindre pour leur emploi, ils n'hésitent pes à faire jouer à fond un réflexe corporatiste. Le syndicalisme ne serait-il donc efficace que lorsqu'il tombe dans un certain « poujadisme »? La pagaille est-elle une arme syndi-

Voilà le personnel d'une entreprise, la RATP - qui va créer

deux cents emplois pouveaux en 1986, - qui, pour protester contre une condamnation, justifiée ou non, d'un agent, prive les usagers, en majorité des salariés, d'un service public essentiel. Une action pour le moins disproportionnée qui montre, comme à la SNCF ea octabre, que, derrière une apparente résignation, les salariés sont plus sensi-bles aux thèmes de la sécurité et de la dignité qu'à la défense de leur pouvoir d'achat.

Faire peser un sompçon général sur les capacités des agents de la RATP ou de la SNCF à assurer la sécurité des passagers, serait inad-missible. Mais peut-oa décréter qu'il n'y a jamais la moindre faute et que, s'il y a faute on erreur, les sables ne penveat être poursuivis. Où va-t-on si un jugement ne peut être rendu sans que, avant même que les procédures de recours sient été utilisées, les agents d'un service publie se mettent en grève? Devraient-ils être au-dessus des lois de la Républi-que? Il y a là un réel abus ou une déviation inquiétante de l'usage du droit de grève.

Une action surprise où les syndicats, en rattrapant le mouvement,

nat affiché, même s'ils ont pris soin de faire porter la responsabilité à une direction qui, par son artitude, a mis des centaines de milliers d'usagers dans une situation insupportable . un certain mépris de l'usager. L'association de consommateurs ASSECO-CFDT ne s'y est pas trompée. Coadamnant le mouvement, elle estime que, « même si les motivations de cette grève sont fondées, in recherche d'une coopération avec les usagers devrait être la règle première à respecter».

Déjà, des syndicalistes ont réfléchi à de anuvelles modalités d'action dans les services publics, estimant par exemple qu'une jour-née de transports gratuits à la SNCF ou à la RATP serait plus populaire - et non moins efficace - qu'un arrêt des trains. Pour l'heure, ce soat les usagers qui ont payé la victoire syndicale à la RATP, alors que les grévistes n'ont même pas respecté la loi du 31 juillet 1963 qui impose le dépôt d'un préavis motivé cinq jours francs avant la grève. Une victoire obtenue sur les décombres du droit est, pour le moins, un fâcheux pré-

MICHEL NOBLECOURY.

Les comptes de la Sécurité sociale

M. BARROT MET EN CAUSE LA « LOURDE RESPONSABI-LITÉ » DU GOUVERNEMENT

Les comptes du régime général de sécurité sociale, présentés le ven-dredi 20 décembre (le Monde du 21 décembre), ont été accueillis avec un très grand sceptieisme.

M. André Bergeron, socrétaire général de FO, a réaffirmé, à Valence, que le « déficit réel » de la Sécurité que le « déficit réel » de la Sécurité sociale sera « de l'ordre de 4 milliards et demi, alors que le gouvernement purle d'un excédent de 5 milliards. Le déficit pour l'année prochaîne se situera sans aucun doute entre 25 et 30 milliards. « Je ne comprends pas, a ajouté M. Bergeron, pourquoi le gouvernement présente les choses comme il le fait. Je le comprends d'autant moins qu'il n'est pas coupable. Il a, manifestement, le souci de montrer, de présenter à l'opinion publique une situation qu'il sounaite la moins mauvaise possible. »

moins mauvaise possible. >
Pour M. Jacques Barrot, président du conseil général de Haute-Loire, vice-présideat du CDS et ancien ministre de la santé, le gouvernement - prend une laurde responsabilité en brouillant délibérement les comptes de la Sécurité sociale - Scion M. Barrot, le gou-vernement - présente l'année 1985 en baptisant excédents des gains de trésorerie non renouvelables. Ils ré-duit artificiellement le déficit prévisible de 1986 en majorant certaines recettes et en minorant surtout cer-taines dépenses. Il émet certaines hypothèses, comme celle prévoyant une augmentation de la pharmacie de 3 % alors que le rythme de ses dépenses a été, ces dernières années, de 10 % à 15 %. Il n'est pas honnête, en masquant la réalité, de différer des efforts indispensables et de laisser nu gouvernement futur une bombe à retardement.

• Le CNPF et trois syndicats signent un accord sur les retraites complémentaires. - Le CNPF, FO, la CGC et la CFTC nat signe le 20 décembre an accord sur l'associa-tion des régimes de retraites complémentaires (ARRCO), qui maintient pour l'année 1986 le "rendement net = actuel des retraites (14,7 %) et le taux des cotisations actuelles (le Monde du 20 décembre). Le texte remplace l'accord conclu le 27 avril 1982, qui arrivait à expira-tion le 31 décembre. Il prévoit ea outre que les signataires « se réuni-ront au cours du deuxième trimestre 1986 [en fait le 3 avril] pour examiner les dispositions à prendre pour 1987 et les années suivantes ». Pour 1986, l'ARRCO prendra sur ses réserves pour, en cas de besoin, payer les retraites. Mais le texte ne mentionne plus le « rendement brut » de 13,33 % prévu par l'accord antérieur, ce qui a motivé le refus de signer de la CGT. La CFDT se prononcera le 23 décembre.

Un arrêt du Conseil d'Etat

L'OFFICE INTERPROFESSIONNEL DES CÉRÉALES NE PEUT

PERCEYOIR DE TAXES PARAFISCALES

Le Conseil d'Etat vient d'annuler, par une décision du 6 décembre, un décret du 24 septembre 1980 instituant as profit de l'Office national interprafessionnel des céréales (ONIC) deux taxes parafiscales apdicables aux céréales pendant la campagne 1980-1982.

L'ordonnance du 2 ianvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances réservant la perception des taxes parafiscales à ceux des établissements publics, de l'Etat ou des collectivités locales qui a'ont pas un caractère administratif, le Conseil d'Etat a jugé que l'ONIC présentait le caractère d'un établissement public administratif, nonobstant le fait que certaines des acti-vités auxquelles cet organisme se livre a un caractère industriel et commercial et, par voie de conséquence, a annulé le décret comme Étant intervenu en violation du texte de 1959.

Cette décision n'est pas sans revêtir une certaine importance pratique dans la mesure où elle prive l'ONIC (ainsi que d'autres établissements iministratifs qui viendraient à se trouver dans la même situation) de sentiel de ses ressources prévues sous la forme de prélèvements obligatoires sur les producteurs et les négociants céréaliers. Désormais, ces ressources ne pourront provenir que d'un impôt attesté voté par le priement et non d'une taxe parafiscale fixée par le gouvernement.



الجزائدر- ALGERIE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PETROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITS

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE

·OUVERT Nº 7152/1 J/MEC.

L'Entreprise nationale des travaux aux Puits lance un avis d'appel à la concurrence i ouvert national et international pour la fourniture du matériel suivant :

- Pièces de rechange pour GRUES BANTAM.

Les soumissionnaires intéressés par cet avis d'appel peuvent retirer le cahier des charges contre paiement d'une somme de 400 000 DA à l'adresse suivante :

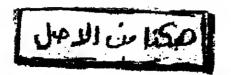
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITS - 16, ROUTE DE MEFTAH - OUED SMAR EL HARRACH - ALGER/ALGÉRIE - DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS à partir de la date de parution du présent avis.

Les sonmissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la Direction Approvisionnements à l'adresse

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans entête, portera la mention « APPEL ON A LA CONCURRENCE NATIONAL ET INTERNATIONAL » Nº 7152/1 J/MEC. CONFIDENTIEL A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard 45 jours après la première parution de

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel à la concurrence.



Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

TROITEMENT encadré par Laurent Fabius et Edith Cresson, qui tiennent à distance Michel Girand, le président (RPR) du conseil régionni de The de-France, Michael Eisner, le patron de Walt Disney appose — emfin — son paraphe sur le document permettant appose — enfin — sou paraphe sur le document permettant à Marne-la-Vallée d'abriter, dans cinq ans, le plus vaste parc d'attractions d'Europe. Le cliché o fait le tour des salles de rédaction, mais les boursiers, peu sensibles à l'émotion perceptible lors de cette cérémonie de signature, se sont empressés de sortir leur calculette. Disneyland planté à 30 kilomètres de Paris, c'est mathématiquement 500 hectares à bitir en attractions de toutes sortes, des hôtels destinés à accueille 10 millions de visiteurs par an, 300 000 mètres carrée de la measure et accassairament plus 300000 mètres carrés de bureaux et, accessoireme 300 000 mètres carrés de bureaux et, accessoirement, plus de 20 000 saluriés à la clé en comptant les emplois induits.

An bas mot 10 à 15 milliards de francs pour ce contrat An use mot 10 a 15 iminures de trance pote de contra-ludique. Qui plus est, evec cette générosité que seuis peu-vent se permetire les grands de ce monde, les promoteurs américaises out promis de confier à des entreprises fran-çaises 90 % de la construction des bâtiments, 80 % de l'ani-mation et des attractions et 60 % des dépenses d'énergie et d'architecture (le Monde du 20 décembre). Bref, Mickey d'architecture (le Monde du 20 décembre). Bref, Mickey Mouse, c'est le pactole, et la Bourse de Paris s'est prise d'une pagsion soudaine, cette semaine, pour la petite souris aux grandes oreilles. Dès jeudi, exception faite de la SCREG, qui pâtit d'une situation financière sans donte plus lourdement déficitaire que prêvu, les autres valeurs du bâtiment et des travaux publics ont joué les fusées. Poclain, Colas, Bouygues, Ciments français, Lafarge-Coppée, tous les « rois du bêtou » étaient de la partie. Un mouvement uni devait sa confirmar vandrail à tal point esse mouvement qui devait se confirmer vendredi à tel point que L'Auxiliaire d'entreprises et Poliet étaient initialement réservées à la hausse sons l'effet d'une demande de titres jugée excessive. Tiré à lue et à dia par les futurs bâtisseurs de l'Eurodisoeyland. Pindicateur instantané s'adjugeait une hausse de 1,03 % ce jour-là (consacré aux opérations de liquidation, il s'acheva sur une transse de 4,50 % pour le mois boursier), pratiquement identique à celle de

Mickey Mouse à la corbeille

Voilà qui porte à près de 45 % l'envolée des valeurs Voilà qui porte à près de 45 % l'envolée des valeurs françaises au palais Brougniart depuis le début de l'aunée. Celui-ci figure en honne place parmi les marchés européens, incontestable vedette de ce cru 1985. En un au; Milan aura grimpé de près de 100 % : les Bourses ouent-allemandes de 65 %, leurs homologues saisses de 44 %, la Findande, les Pays-Bas, la Norvège et l'Espagne se tenant duas un mouchoir de poche (30 % à 40 % de hausse), senie la Suède faisant relativement grise mine avec une progression de 20 % ce doutre mois. sion de 20 % en douze mois.

A Paris, les grands magasins et la distribution en général ont fortement contribué à la progression de la cote. Avec des gains de 14 % et 11 % respectivement, Les Nouvelles Galeries et Le Printemps se sont encore échatées cette semaine, la preuve étant faite que les investisseurs parient sur une reprise de la consommation grâce aux pro-chains allégements d'impôts. Dans ce compartiment, Casino u fait l'objet d'un important volume d'affaires et l'on prête au soccursaliste des visées sur un groupe de la distribution qui pourrait bien être L'Alsacienne de super-

Loin derrière La Parisienne de réescompte, qui a gagné 22 %, Générale des eaux et Lyouanise des eaux sont toujours en vue tandis que Beghin Say, en phase de « dégraissage » (la suppression de 800 emplois vient d'être amoncée) est également très entourée. Nord-Est, qui escompte pour 1985 une hansse de 20 % de ses résultats courants par rapport à l'aunée précédente, refuse obstinément de décrocher, tandis qu'OPFI-Parihas cherche à tout prix à se hisser sur le podium des plus fortes hausses de la semaine. Quand on counaît les ambitions à présent clairement affichées par le groupe de la rue d'Antin à l'égard de La Providence, toujours sous le coup d'une double OPA La Providence, toujours sous le coup d'une double OPA (voir ci-dessous), on comprend l'intérêt des opérateurs pour OPFI-Paribas, dont l'actif net, évalué à 6 ou 7 mil-

Matériel

électrique

Semaine du 16 au 20 décembre 1985

liards de francs, s'est récemment enrichi de 500 millions de francs après la veste de la compagnie Le Secours; sans compter les rentrées consécutives aux introductions en Bourse des sociétés Expand et Senna-Metra effectaées par Paribas.

Dans ce concert de lounnges, on en oublierait de signaler le redressement opèré par le secteur pétrolier, très éprouvé la semaine précédente après la nouvelle politique de défense des parts de marché adpotée par POPEP. ELF-Aquitaine et Total out bénéficié d'un courant d'achatel que d'aucus rapprochent des permis de recherche dans le sous-sol parisies octroyé à su comortium de « renificurs » regroupant ces deux compagnies mais également le britan-nique British Petroleum.

mique British Petroleum.

Mis sur la sellette depuis l'accord concin entre son patron, Jérôme Seydoux, et le groupe italien Berlancous sur la création de la cinquième chaîne « France 5 », le titre Chargeurs SA est devenu aussitôt une raleur plus « sensible ». Les informations que vient de communiquer le couseil d'administration du groupe Chargeurs SA à l'issue de sa dernière réunion intéressent su plus hant point la communauté financière. Il est notamment précisé que cette entreprise détiendre 52 % du capitul de la SPEC (Société d'études et de participations dans la communication). eréée d'études et de participations dans la communication), créée à cet effet, les 40 % restants étant allonés au groupe Berlusconi. Le capital de la SPEC (cette société étant présidée par Jérôme Seydoux) sera prochaînement porté à 300 milions de francs grâce à certains apports en numéraire.

iom de trancs grace à certains apports en numeraire.

« Malgré son engagement dans France 5, qui dégagern en 1986 des pertes entrant pour 30 % environ dans son résultat consolidé, Chargeurs SA derrait réaliser cette amée-là un résultat net consolidé supérieur à celui de 1985 », tient à indiquer la firme qui se lance dans une nouvelle aventure audiovisuelle, Sans que l'ou soit vraiment son que le délai fixé nour le la consoni de la circ que le délai fixé pour le lancement de la cinquieme cinine commerciale — la fin février 1986 — puiss être respecté, compte tenn des chausses-trappes tender par les opposants au projet.

SERGE MARTI.

Bâtiment, trav	aux pu	blics	Pétroles
	20-12-85	Diff.	
Auxil, d'entreprises .	1 210	+ 62	Elf-Aquitaine
Bodygues	920	+ 60	Esso
Ciments Français	425	+ 20	Exxon
Dumez	910	+ 67	Francarep
GTM	288 327	- 11,50 + 3	Petrolins Pétroles B.P.
	749	+ 3+ 42	Primagaz
Lafarge	181	T 76	Raffinage
Poliet et Chausson	838	+ 5	Royal Dutch
SCREG	79	+ 11.30	Sogorap
SGE (1)	56	+ 4,69	Total
(1) Compte tenn d'i Mines, caoutch		1,60 P.	Produits chi
	20-12-85	Diff.	
Charter	21,10	- 1,40	BASF
Géophysique	470	- 9,50	Bayer
Inetal	74 97,50	+ 0,50	Hoechst Imp. Chemical
			THEO, L. DONNINGHI,
INCO	1 605	- 20	Institut Mérieux

57 - 0,20 1,32 - 0,07

Un nouveau coup de théâtre s'est produit dans l'affaire de La Providence SA, groupe d'assurances convoité par M. Claude Bébéar, président d'AXA, qui a lancé sur lui une OPA, et par M. Bemard

Pagezy, président de la Compagnie du Midi, qui, il y e huit jours, annonçait le dépôt imminent d'une offre publique concurrente, dont les modalités

Interrogé, en fin de semaine, sur cette affaire et sur cette surenchère, M. Jean-Yves Haberer, prési-

dent du groupe Paribas, principal actionnaire (25 %) de La Providence SA, a clairement fait connaître qu'il « étudiaît l'éventualité d'une OPA »

sur cetta société, pour son propre groupe et

devaient être précisées au tout début de 1986.

Norsk Hydro 147,80 + 3 Roussel-Uciaf 1575 - 45

COUP DE THÉATRE DANS L'AFFAIRE DE LA PROVIDENCE

Paribas entre dans la danse

20-12-85

Diff

	20-12-85	Diff.
Alsthom-Atlantique.	425	+ 37
CTT-Alcatel	1 399	- 45
Cronzet	246	- 145
Générale des Eaux	885	+ 81
IBM	1 190	+ 45
Intertechnique	2 160	+ 250
ITT	281,50	+ 6,5
Legrand	2 500	+ 42
Lyonnaise des Eaux.	1 100	+ 123
Matra	1 614	- 32
Merlin-Gérin	2 520	- 45
Moteurs Lordy-Somer	695	- 5
Moulinex	65,60	- 2
Philips	166	+ 11,5
PM Labinal	647	- 1
Radiotechnique	392	- 9 + 1
SEB	333	
Siemens	2 288	+ 160
Schlumberger	267	- 8
Signeux	399	+ 19
Télémée. Electrique.	2 650	- 40
Thomson-CSF	710	+ 12

, mm-			OLIGE WORTH				
limentation			Mines d'or, diamants				
	20-12-85	Diff.		20-12-85	1		
ighin-Say ongrain SN G-Danone trrefour tesino dis	321 1595 2590 2910 1240 729 1222	+ 25.9 + 35 + 55 + 15 + 100 - 16 - 8	Anglo-American. Amgold Buf. Gold M. De Bears Drief. Cons. Free State Gencor	81,50 418 181 33,46 102,30 104 65,50			
ayenne et Gasc. sieur artell oet-Bennessy stife scidentale (Gle) ids-Caby	469 86 701 1548 2379 31250 702 203	+ 19,8 - 34 + 23 + 69 + 766 - 7 + 23,5	Gold Field Hartnony President Brand Randfontein Saint-Helena Western Deep West, Hold.	48,30 68 110,10 517 91 224,60 154			
mod-Ricard omodès Louis-Bouchon	766 1120 324	- 10 - 28 - 2	Filatures, texti		ga		
S. Sampiquet nuce Perrier nuce Chequot	426 425 3310	- 30 - 5 + 250	André Roudière	20-12-85 258-20 NC	1		

Banques, assurances sociétés d'investissement					+ 10 - 19 - 10 - 10 - 2,80	
	20-12-85	Dief.	La Redoute		1939	1
Buil Équipement Bancaire (Cic) Cetelem	374 844 885	+ 2 + 26 + 7	Nouvelles Ga Printemps SCOA		318 412 130	- 3.
Chargeurs SA CFF CFI Eurafrance (1) Hénin (La) (2)	731 909 338 1 899 581	- 4 - 41 - 9 + 4,50 + 20,50			ES VARIAT BOOMADA	
Inm. Pl-Moncran Locafrance Locindus	662 462 865	- 8 - 14	Valcus	Hansse %	Valous	Baine K
Midiand Bank O F P Paris Rées. Prétabaß Schneider UCB	3 900 306 1 225 1 385 1 345 293 409	- 80 - 8 + 14 - 46 + 16 + 11	Paris réesc. Pocisin Nove, Galeries OPFS Internechment. Olida	+15 +14 +14 +13,1 +13,1	SCREG Manorbig Synthetabo Gerland Skis Rousignal Suspiquet	- 12.5 - 9.9 - 7.3 - 7 - 6.3 - 6.7
(1) Compte test d'u	a conbon o	te 23,50 F.	Lyon des Baux Aiste	+ 12,6	P. de Gascorne	- 3

Chargeurs SA CFF CFI Eurafrance (1) Hépin (La) (2)	731 909 338 1890 581	+	4 41 9 4,50 20,50			ES VARIAT BOOMADAI	
Imm. Pl-Mencen Locafrance Locafrance	66Z 462 865	E	9 8 14	Valcus	Hansac K	Valous	Baisse
Midiand Bank	3 900 306 1 225 1 385 1 345 293 409	11+ +++	80 8 14 46 14 11	Paris réesc. Puciain Nove, Galeries OPFI Intersechnique Olida	+13,1	SCREG Manoring Synthelabo Geriand Skir Rousignal Saupiquet	- 12.5 - 9.9 - 7.3 - 7 - 6.3
(1) Compte test d'u	п соврев	de 1	3,50 F.	Lyon, des Paux Alsei Printesses Vallousee Akthon Eass	+12,1 +11,8 +11,1 +10,1	Francucp P. de Gescogne Croszes Essilor Av. Dassoit Compt. mod.	
VALEURS LE PLU TRAITÉES			ENT	MARCH		BE DE I	

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT	Akthom + 10,1 Ar. Desser Easts + 10,1 Compt. mo	
TRAITÉES AU RM (*)	MARCHÉ LIBRE DI	E L'OR
Nbre de Val. en titres exp. (F)	Cours 13 die	
Paris de Réesc . 248 836 333 487 150 Peugeot . 652 700 307 148 735 Mořt (1) . 116 043 265 518 046 Royai Dutch . 422 937 197 121 117 TRT (1) . 78 897 177 078 880 Midi (1) . 41 875 164 439 706 BSN (1) . 60 417 153 025 015 L'Air liquide . 175 133 110 103 797 Lafazge (1) . 144 352 102 047 537 Carrefour (1) . 33 919 98 479 087 Sagem (1) . 51 196 98 464 767 Michelin . 50 001 80 175 196 Pochain (1) . 844 019 79 937 642 (**) Du 12 an 19 décembre inches. (1) Séance du 20 décembre comprise.	Or lis Billo en barrel	0 80 800 816 472 472 472 485 485 485 813 820 3 820 0 3 820 0 3 820 0 3 820 0 5 1 435 2 145 875 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80 80

LE VO	LUME DES	TRANSAC	TIONS (en	milliers de fi	rance)
	16 dec.	17 déc.	18 déc.	19 déc.	20 déc.
RM	947 459	999 679	965 523	1 025 730	1 222 579
R. et obl.	5 124 640	5 586 130	4 995 093	4862838	6800368
Actions	538 300	221 124	155591	172391	177 842
Fotal	6610399	6806933	6116207	6 060 959	8 200 789
INDICE	S QUOTIDI	ENS (INSE	E base 100,	28 décembre	1984)
Françaises	134.8	135.3	134.8	1343	
Etrangères	99,5	99,6	98,9	99,5	_
C	OMPAGN	E DES AC	ENTS DE	CHANGE	
	(base	100, 28 de	ecembre 198	4)	- '.'
Tendance .	1467		1456 I	145.5 L	1.47.2

Tendance .	146,7	147	145,6	145,5	147,3
			décembre 19		
Indice gén.	252,9	253,4	252.9	251	252,4
	(ba		MARCHÉ décembre 19		
	20 déc.	13 déc.	Variat. %	Plus heut	Phus bas

+0,2

117,9

112,8

Indice ...

113

	_
BOUR	CEC
DUUN	JEJ
_	····
FTRAI	NGÈRES
F	*******

NEW-YORK Plus irrégulier

Après avoir d'entrée de jeu battu tous ses précédents records, Wall Street a per la suite reperdu une partie du terpar la saste repercit une partie da irrain gagné pour se redresser un peu à l'approche du week-end. Vendredi, l'indice des industrielles, qui avait atteint lundi son plus haut niveau historique (1 553,10) s'inscrivait à 1 543 contre 1 535,20 le 13 décembre.

contre l 535,20 le 13 décembre.

D'une façon générale, le sentiment était tonjount au beun fixe autour du « Big Board » Les investisseurs, tout en ajustant leurs positions, continuaient de jouer une heisse des taux d'intérêt. Le sentiment qu'une détente monétaire ent proche à été renforcé à la veille du week-end par la publication des estimations du PNB pour le quatrième trimestre (+ 3,2 %) et pour l'année (+ 2,4 %). Ce dernier taux est le plus hes depuis 1982, année de récession, après la révision en baisse pour le troisième trimestre (3 % un lieu de 4,3 %). L'expansion se révêle donc « molle » et beaucoup estiment que le FEID sera contraint de faire un geste pour favoriser une reprise.

POSES POSES

等工工工作(1967)

TO DOM

12-1 20cm

- - Dor A THE SECTION - O mour CO04:11

- accurde

... . flance The second

matie

- tes des 7

en tierthès

The De

Sign of the following

E LE TOURT

Calt. to FP

f Band Trace

See L. Gree

SALV.

Section 14

Sere

il ar

gal min-1-

W lare:

Le Cours

Many Control

Prairie C

Mean inferies

hate croir pour

(Green-en

iquite of

Correct Porte

afé

POW B THE CH

te in

are and rebutes		
	Cours 13 déc.	Cours 20 dec.
Alcos	38 1/2 24 1/8 51 7/8	39 3/8 25 1/8 50 3/4
Bosing. Chase Man. Bank. Du Pout de Nemours Eastman Kodak	69 1/8 64 1/4 52 1/2	69-3/4 66-3/4 48-3/4
Exxon Ford General Electric	523/4 571/4 707/8	54 1/2 57 1/2 71 1/4
General Foods General Metors Goodyear	75 30 1/8	73 3/4 30 3/4
IBM	150 1/4 36 3/4 30	154 1/2 36 1/2 30 1/2
Pfizer Schlumberger Texaco	55 1/2 35 29 5/8	53 34 3/4 30 1/4
UAL Inc. Union Carbide US Steel	52 1/2 69 3/4 26 1/8	50 1/2 72 5/8 25 1/8
Westinghouse Xeroz Corp	44 3/4 59 3/4	45 58 1/2

LONDRES Reprise en fin de semaine

Après avoir bassé, le London Stock Exchange s'est redressé en fin de semaine. Mais il n'a pas toutefois conservé la totalité du terrain regagné. Les inquiétudes restent vives au sujet

des prix du pétrole, et l'espoir d'une réduction des taux d'intérêt s'amenuise. Les sociétés concernées par des OPA ou initiatrices potentielles de telles opéra-tions out de nouveau reteau l'attention, comme Boots, Beechman, Unilever. La contribute book, bestaman, contribute to the contribute of the Westland, suspendue il y a fant four, a repris après la publication de projet de restructuration du capital avec la participation de Sikorsky de

indices -F.T.- du 20 décembre : industrielles, 1 108,6 (contre 1 105,9); mines d'or, 254,4 (contre 260,3); fonds d'Etst, 82,85 (contre 83,15).

Cours 13 dfc. 20 dfc. 20 dfc. 20 dfc. 328 336 336 339 301 301 301 200 dfc. 208 203 203 209 203 209 203 209 209 209 209 209 209 209 209 209 209			
Sownter 310 301			Cours 20 déc.
	Gowater Srit. Petroleum Libertor Courtanids De Beers (*) Fiero Frie State Ged. (*) Hano R. Univ. Stores Imp. Chemical Hell Juilever Fickers	310 541 208 185 460 19 7/8 15 3/32 950 731 641 12 1/2 293	301 546 293 188 443 18 7/8 15 26/64 940 732 658 13 1/2

(*) En dollars.

FRANCFORT

Encore plus haut Grâce au retour en force des investig seura étrangers, le marché allemand e battu, cette semaine, tous ses records d'altitude en progressant derechef de 3,3 %. Le secteur bancaire a occupé le devant de la soène avec Deutschebank en vedette (+ 16,7 %).

Indice de la Commerzbank du 20 décembre : 1 871,1 (contre 1 811,2).

	Cours 13 dec.	Cours 20 déc.
AEG BASF Bayer Commerzbank Deutschebank Boethst Kanstadt Mannesman Siemens Volkswagen	239,80 269,30 261 292 767 263,28 329 273,50 666,40 426,40	233,50 267,50 269,80 326,50 895 272,80 331 291,50 715 444
TOP	VO	

TOKYO Repli

Le marché a suivi les indications de Wall Street et, après avoir atteint de nouveaux sommets mardi, s repordu ensuite une partie du terrain gagné sur des veutes bénéficiaires, mais, générale-ment, svec des courants d'affaires peu écoffés, signe d'une rétention de bon

Indices da 21 décembre : Nikkei Dow Jones, 12962,79 (13128,94 le 17 déc.). contre 13107,98; indice général, 1034,77 (contre 1047,97).

	13 déc.	20 d/s
Alcar	400	395
Bridgestone	532	522
Canon	1 200	1 140
Fuji Bank	1 540	1 540
Honda Motors	1 230	1 220
Matsashita Electric	1 360	1 310
Mitsashith Heavy	375	375
Sony Corp.	4 280	4 950
Toyotz Motors	1 220	1 218

Un entretien avec M. Haberer

les plaideurs...

« Quelle est votre opinion d'ensemble sur la bataille boursière qui s'engage pour Le Providence depuis le projet de contre-OPA de M. Pagezy ?

- La Providence est un groupe d'assurances bien géré, profita-ble, et plein de promesses. Il est donc normal que des groupes plus puissants aspirent à s'en saisir. Cela n'est pas contraire eux inté-rêts des actionnaires, qui voient ainsi leur investissement valorisé et pour certains, leur fidélité récompensée. Encore faut-il véri-fier si c'est conforme aux intérêts de l'entreprise. Il est assez proba-ble que La Providence aura dans l'avenir un problème de dimension. Je ne crois pas qu'il doive être réglé à coup d'OPA, mai plutôt à froid, dans la sérénité, en étudiant attentivement les meilleures opportunités.

- Il semble que M. Pegezy e besoin d'un agrément de La Providence pour mener à bien son OPA. alors qua M. Bébéar e traverse cette barrière défensive en achetant une société agréée. Ne trouvez-vous pes que cette dissymétrie

est un peu choquante ? Rien n'interdit à M. Pagezy d'en faire autant. Mais il est bien vrai que cette procédure de l'agrément e quelque chose d'anachronique et d'étrange pour un titre coté et d'inefficace, puisqu'une société actionnaire agreée le reste même si elle change de propriétaire. Je trouve, pour ma part, très fortes et très sensées les recommandations de la Commission des opérations de Bourse visant les dix ou douze sociétés ayant encore cette clause statutaire.

- Cela veut-il dire que la Compagnie du Midi aura sans difficulté cet egré-

ment? - A mes yeux, elle devrait l'obtenir sisément des lors qu'elle aura défini et explique ses mobiles et ses intentions. Ma tant, elle ne l'e pas fait, en tout cas auprès du groupe majoritaire des actionnaires, qui almeraient bien savoir à quelle sauce on veut les manger, avant de dire s'ils ont l'intention de donner leur accord. Cette symétrie en vaut bien une

- Mais le groupe AXA eveit-il feit cet effort d'information?

- Oui, il l'a fait, et même plus que nécessaire. Il n'a d'ailleurs pes conveincu le conseil d'admi-nistration de La Providence, qui a émis unanimement un avis négatif. Car l'agrément ne commande en rien l'avis à donner selon la procédure de l'OPA.

- Cela veut-il dire que Paribas ne vendra pes ses

titres ? - Dans l'étrange société qu'est Le Providence, le conseil n'est pas composé seulement par le groupe majoritzire des actionnaires. C'est donc en dehors du conseil que nous déterminons notre ligne, en fonction de nos engage-ments. Paribas ne vendra ni à

C, 40

1 100 F, ni à 1 200 F, ni à 1 300 F!

d'autres actionnaires, qui détiennent ensemble 52 % du capital de La Providence SA, ceci « pour calmer le jeu » et « réfléchir tranquillement au déve-

Manifestement, M. Haberer semble avoir été

agacé par les ambitions s'agiturit autour de La Pro-vidence : l'assurance l'intéresse toujours et il est

urgent d'attendre. Donc, fort de sa position domi-

nante, qui lui assurerait le succès d'une OPA éven-

tuelle, et jouant celui qu'on n'attendait pas, il ren-voie dos à dos MM. Bébéar et Pagezy. L'huître et

loppement » de cette participation.

- Mais allez-vous rester passifs dans la partie qui se joue, comme fait le mort au

F. R.

 Non, ce n'est pas l'habi-tude de notre maison. Beaucoup de raisons nous conduisent à prendre une initiative. D'abord, l'esprit de nos engagements, qui ont crès depuis longtemps une solidarité amicale des actionnaires majoritaires. Ensuite, le souci de réfléchir tranquillement, sans aucune urgence, au dévaloppement du groupe Providence-Secours, en y associant naturelle-ment les équipes du management et le personnel. Enfin, l'enorme avantage de la position de départ pour des actionnaires qui, ensem-ble, ont déjà un peu plus de la moitié du capital, alors que les assaillants n'ont rien. A un prix similaire, une OPA nous couterait, à nous, beaucoup moins cher qu'à d'autres 1

- Allez-vous donc, à votre tour, faire une OPA ? - Oui, nous étudions une telle éventuelité pour le groupe Parises, accompagné par d'autres ectionnaires de La Providence SA. Cela pourrait calmer le jeu une bonne fois. Mais je ne peux en dire plus sujourd'hui, du fait des contraintes de la procédure.

- Et si vous réussissiez, y aurain-il quelque chose de

changé ? - A La Providence, peu de chose. Mais le marché a déjà seus sitrées les Asients d'assirances. Cela na sera pes oublié 1 >

L'euromarché

En l'an 2016

Des deux côtés de l'Atlantique, l'année 1985 tire vers sa fin dans une atmosphère de grand optimisme. La hausse persistante du marché amérihausse persistante du marché américain des capiteux depuis plusieurs
semaines qui, encore qu'à un moindre degré, s'est repercutée sur le
marché international a permis aux
enrobanques d'alléger leurs portefeuilles préalablement surchargés.
Elles ont pu, enfin, écouler phisieurs
milliards de dollars de papier initialement émis à des conditions trop
basses. La baisse des taux d'intérêt à
ainsi saavé bien des établissements
gui se trouvaient enences desse des qui se trouvaient engages dans des uransactions antérieurement inven-dables sous l'effet de l'intense concurrence à laquelle elles se sont livrées toute l'année.

L'extraordinaire fermeté dont fait preuve New-York, qui se traduit par une baisse parallèle du coût de l'argent, continue de tenir les rargent, continue de tenir les emprunteurs éloignés du marché ioternational. En conséquence, l'euro-activité primaire est faible. Toutefois, parmi le petit nombre d'euro-émissions nouvelles qui ont vu le jour cette semaine, trois d'entre elles, dont deux provenant de débiteurs français, retiement plus particulièrement l'attention.

vendredi, la Banque mondiale a lancé une euro-émission de 300 millons de dollars qui viendra a échéance en l'an 2016. Offerte an pair, elle portera un intérêt annuel de 9,75 %. La commission bancaire totalise 2,375 %. C'est la première fois qu'un emprunt euro-obligataire à saux fixe d'une durée de trente ans pair le intere en la massible interesti. voit le jour sur le marché international des capitanx. A ce jour, seul New-York pouvait se permettre ce genre d'exercice. La Deutsche Bank, qui dirige le consortium bancaire, hargée du placement de l'émission a réussi un joli coup. Le choix d'une très longue échéance lni a permis de surmonter un lourd handicap dont est actuellement affecté le marché international par rapport à son concurrent new-yorkais. Dans le même temps, le marché euro-obligataire va bénéficier d'une nou-

Préalablement, le Crédit lyonnais était venu proposer mardi soir 150 millions de dollars par le truchement d'un enro-empruot à taux variable. Il sera émis au pair, s'étendra sur sept ans, et portera un intérêt semestriel qui sera le taux « sec », e est-à-dire sans aucune marge additionnelle, du Libor à six mois. Le tout est cousonné d'une commission tout est couro bancaire de 10 points de base. Il s'agit là des conditions les plus basses jamais accordées à une euroémission à taux flottant de type classique d'une banque française, Pour cette raison et pour être certain de

utilisé la technique qui, huit jours plus tôt, avait si bien réussi à la Ban-que mondiale. La banque améri-caine Shearson Lehman Brothers international s'est seula portée garante du placement de la totalité de l'émission et en assume aussi exclusivement la direction. Cette

der le papier dont elles sont garantes. Très bien reçue, l'émission se traitait

Prestigieux « AAA » pour le Crédit lyonnais

Auparavant, la banque française avait demandé à Moody's, l'une des deux principales agences américaines spécialisées en la matière, de classer la qualité de sa dette. C'est ainsi que Moody's a attribué la plus haute aote an Crédit lyonnais, le prestigieux « AAA ». L'agence américaine a fondé son jugement sur le fait que le Crédit lyonnais avec l'équivalent de 83,3 milliards de dollars d'actifs est la seconde banque l'équivalent de 83,3 milliards de gol-lars d'actifs est la seconde banque française dans ce domaine et un éta-blissement de stature internationale implanté dans tous les grands centres financiers du monde Sa rentabilité et ses ratios de

fonds propres sont comparables à ceux des autres grandes banques françaises mais en revanche sont peu éleves par rapport à la plupart des autres établissements de classe internationale dans le monde. Cet élé-ment est, en revanche, compensé par le fait que son actionnaire est la République française et qu'elle bénéficie du soutien de ses autorités de tutelle. Cette approche est nou-velle chez Moody's qui a également attribué un « AAA » à la BNP pour ses diverses emissions aux Etats-

Il est intéressant de noter que, sur ce point, Standard and Poor's, l'autre agence du même type, adopte une attitude moins affirmative. Ainsi que nous l'avions rapporté il y a deux somaines, elle s'est contentée de gratifier la BNP et la Société générale d'un « AAA » sculement, parce qu'elle estime que l'ampleur des nationalisations en France depuis 1981 a dissous en partie l'impact de l'actionnariat étatique et a, en même temps, énormément acera les engagements de l'Etat français. Sur ces bases, il est quasi certain que si le Crédit lyonnais s'était adressé à Standard and Poor's il aurait été traité de la même manière que les deux autres. Onoi qu'il en soit, le « AAA » de Moody's va dorénavant ouvrir au Crédit lyonnais les portes du marché américain des capitaux, de l'euro-yen et de tous ceux qui réclament impérativement que la dette des emprunteurs dési-reux de les solliciter bénéficie préalablement d'un bon elassement.

sique d'une banque française. Pour se part, le Crédit foncier de cette raison et pour être certain de réussir son coup, le Crédit lyonnais a marché de l'euro-yen présentement

méthode de distribution permet de contrôler étroitement le placement d'un emprunt obligataire et d'éviter les effets pervers des banques co-chefs de file qui s'empressent de bra-

stimulé par la perspective d'une baisse prochaine des taux d'intérêt pouvani ailer jusqu'à 0,50 %. Quel sera l'effet d'une telle détente sur la sora i entet d'ine tente detente sur les valeur de la devise japonaise sur les marchés des changes? La tout n'est encore qu'incertitude. Les Américains veulent un renforcement supplémentaire du yen mais, dans ce domaine, les autorités nippones n'en font en général qu'à leur tête. Sous la carentie de la Pémblique fernosita garantie de la République française, le Crédit foncier de France a donc offert 15 milliards de yens sur dix ans à partir d'un coupon annuel de 6,50 % et d'un prix d'émission de 101,50 afin de donner à échéance un ement de 6.33 %.

L'opération est basée sur un swap en francs suisses à taux fixe. Il per-mettra an Crédit foncier d'obtenir dans la devise helvétique des capitaux dont le coût sera inférieur de quelque 50 points de base à celui qu'aurait nécessité le lancement direct en Suisse d'un empruni obligataire classique. Coup de chapeau au dernier coup frappé cette année par l'équine Farge. Perit par l'équipe Farge-Petit.

L'absence totale d'euro-émissions

nouvelles en ECU et la fin pour cette amée de celles libellées en francs français ont profité à ces deux secteurs. Si le ciel n'est pas encore revenu au beau fixe, le chimat ne s'en est pas moins beaucoup amélion sous l'effet de cette double pause. De toute manière 1985 aura été une période extrêmement active dans les deux cas. Le marché de l'ECU a battu tous les précédents records d'activité avec 127 émissions représentant 9 milliards d'ECU, soit l'équivalent de 6,8 milliards de dol-lars. Eo 1984, soizante-quatre emprunts totalisant seulement 3,5 milliards d'ECU (2,7 milliards de dollars) avaient va le jour. Paribas l'aura dominé cette année en ayant, et de loin, dirigé le plus large olume d'emprunts en ECU.

Le secteur de l'euro-franc français récuvert depuis le printemps dernier aura donné naissance à vingt et une denissions représentant un peu plus de 9,6 milliards de francs (1,1 mil-liard de dollars). Le CCF s'y est avèré le leader en tant qu'établissement chef de file, suivi par la BNP.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Hausse générale du mark

Ça y est! Le mark a « démarré », emporté par la « force des mar-chés». Cette semaine, il a monté par rapport à toutes les monnaies européennes, les fortes comme les moins fortes on les faibles, le franc suisse et le franc français comme la couronne suédoise, le franc belge et la lire italienne. Pas le dollar : c'était déjà fait.

Le phénomène devait bien se pro-duire un jour, après avoir été long-temps «masqué» par la surévalua-tien du dollar. Il traduit tont simplement la remontée en puis-sance de l'Allemagne, locomotive de l'Europe, riche de ses énormes excé-dents (balance commerciale et halance des paiements), de son expansion retrouvée, de son inflation modifiée. Les milieux financier expansion retrouvée, de son inflation maîtrisée. Les milieux financiers internationaux, ebmbilés par la «force» du dollar, out trop long-temps voulu ignorer ces données fondamentales pour qu'ils ne changent pas brutalement de comportement. Le yen ne montera pas dans l'immédiat par rapport eu dollar (« il se situe à un cours raisonnable», e déclaré cette semaine M. Satoshi Sumita, gouverneur de la Banque du Japon). Le mark pourrait le faire, lui, mais c'est surtoal son retard par rapport aux monnaies européennes rapport aux monnaies européennes qu'il est en train de combier, trop rapidement, el trop brutalement sans doute, pour que ses partenaires puissent durablement le suivre, à puissent durablement le suivre, à l'imitation du florin, soudé à lui depuis longtemps.

On avait prédit que la baisse du dollar ébranlerait le système monétaire européen en renferçant le mark. Eh bien, e'est fait! Le franc belge d'abord, le lire italieone ensuite, et maintenant le franc fran-çais en font les frais, à des degrés divers, îl est vrai. La Belgique a fait

de louables efforts pour rééquilibrer sa balance des paiements. Son infla-tion est faible, mais elle reste encore très endettée, à l'intérieur et à l'extérieur, et son déficit budgétaire atteint encore 10 % de son PNB : e est beancoup. Le gouvernement de M. Crazi, un des plus solides qu'ait comn l'Italie, n'a pratiquement pas pris de véritables mesures d'accompagnement de la dévaluntion de 8 % de la lire en juillet dernier, et l'infla-tion etteint encore 9 %, le déficit commercial est toujours voisin de 100 milliards de francs, et la monnaie italienne, hors d'état de suivre le mark, est probablement vouée à un nouvel ajustement l'année pro-chaine.

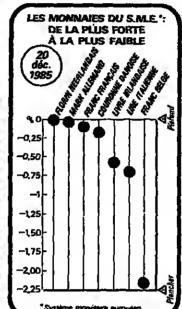
Quant à la France, son cas est différent, et sa situation nullement comparable à celle, très défavorable, qui était la sienne fin 1982, avant la dévaluation du franc du 21 mars 1983. Sa balance des paiements, alors déficitaire de 72 milliards de francs, est devenue équilibrée, et son inflation a été ramenée à moins de 5%, sur une pente de 3 % à 4 % en rythme annuel. De là, tout de même, à vouloir absolument que le franc suive le mark, comme on en caresse le rêve Rue de Rivoli, e'est vraiment trop gros. Sans doute avancera-t-on en haut lien que la « contrainte monétaire » stimule la productivité et les efforts des industriels. Mais qu'on demande done à ces derniers quelles marges ils dégagent sur les marchés allemands, où les coûts de production depuis deux ans ont, quand même, moins progressé qu'en France, malgré les gains incontestables de productivité réalisés chez

L'accusation de vouloir e déva luer - le franc, vigoureusement

repoussée par le pouvoir, apparaît assez comique : notre monnaie, en un an, vient de se réévaluer de 20 % un an, vient de se réévaluer de 20 % par rapport au dollar, de 10 % par rapport à la lire et de 11 % par rapport à la lire et de 11 % par rapport à la peseta espagnole. Reste le mark, éternel problème depuis trente aus... Les tensions au sein du SME ont, évidemment, donné lieu aux déclarations, asserances et propos rituels: « Pas de réaménagement pendant le week-end. « En fait, il est encore trop tôt pour cela, bien qu'outre-Rhin on n'exclue pas qu'un tel réaménagement, prophétisé par le ministre des finances, M. Stoltenberg, puisse éventuellement se produire avant les élections françaises. Sans doute, le cours du mark à

Sans doute, le cours du mark à Paris est passé au-dessus de son cours-pivot de 3,066 F pour la première fois depuis le 13 décembre 1984, après avoir glissé jusqu'à 3,034 l'été dernier. Mais la Banque de France a pu le stopper au niveau de 3,07 F sans trop intervenir, et, de cours facon elle en a les movers toute façon, elle en a les moyens, avec des réserves camouilées pour une bonne part dans les banques commerciales françaises. Qu'on le venille on non, il ne fant pas, toute-fois, se cacher que, désormais, l'idée du fameux réaménagement est présente sur le marché des changes où règne maintenant le «régime du week-end., avec des crises et des accalmies. La mêche de la bombe à retardement est allumée, mais, tout de même, soupirait un officiel en fin de semaine, - on n'attendait pas cela si tôt ... ».

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 16 DÉCEMBRE AU 20 DÉCEMBRE (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précèdente.)

PLACE	Livre	SEUL	Français .	Franc:	D. mark	Franc. beige	Florin	Lite
Loodres	-	1,4230	10,5942	3,0082	3,5817	73,2763	4,8399	24417
	-	1,4404	11,0888	3,8326	3.6245	74,8592	4,0824	24053
New-York	1,4230		12,5468	47,3437	39,7308	2,3421	35,2237	1.0
	1,4408		12,9370	47,4834	39,7300	1,344	35,2794	8,258
Peris	10,9962	1,1215		365,54	367,01	15,6178	272,19	2,609
	11,0830	7,7000	-	365,62	305,91	14,9718	271,60	4.03
	1,0002	2,114	27,3568	-	23,9889	4,1457	14,4625	1,720
	3,8326	2,1868	27,3586	-	83,6718	4,190	74,7857	1,775
Ermelort	7,5817	2,5178	32,5720	119.66		4,0833	23,6589	1,465
	3,6245	2,5170	32,6883	119,52		4,8940	88,7831	144
Brezales	73,7703	51,48	6,6632	24,1567	24.4589	-	18,1367	2.997
	74,0992	51.43	6,6792	24,4207	26.4331	-	18,1411	2,952
Ameterders	4,0399	2,8350	36,7389	134,30	112.77	5,5137		1,652
	4,8824	2,8358	36,8182	134,62	112,63	5,5123	_	1,653
	2444.71	1718	272, 12	812.68	682.58	33,6570	683.14	E
	2475,36	1719	223,25	816,24	687,96	33,041	686,35	-
Takya	288,73	262,99	26,250	95,9792	84.6118	3,9496	71,4688	6.11%
	291.31	202.30	21,2727	96,0589	89,3735	3,9335	71,3580	1,117

Les matières premières

Café: niveaux records

La flambée des cours du café de l'aluminium devraient se revasur tous les marchés a constitué le loriser l'an prochain, prévoit le la récolte brésillenne de café de la fait marquant de la semaine. En directeur de la division aluminium salson 1986-1987 n'est plus évaluée qu'entre 13 et 16 millions de l'espace de trois mois, la hausse a de Pechiney. atteint 50 % et même un peu plus aux Etats-Unis, mais avec un dolfor plus faible. De tels mivenux o'avaient pas été touchés depuis huit ans. Le mouvement de reprise s'est confirmé sur certains métaux (zinc et aluminium). Mais la crise prolongée de l'étain pourrait amener les grands producteurs à mettre en pratique de nouveaux mécanismes de fixation des prix de manière à s'affrachir du Metal

Exchange de Londres. METAUX. - De timides progrès semblent avoir été enregistrés pour essayer de dénouer la crise de l'étain. Mais il ne faut toutefois pas s'attendre à une prochaine reprise des cotations... peut-être vers la mi-janvier, au plus tôt. Le Conseil international de l'étain vient de constituer un groupe informel qui sera chargé de dénouer l'imbroglio financier. La dette porte sur 900 millions de livres sterling. Les producteurs thailandais offrem leur métal d 6 000 livres la tonne, prix inférieur au plancher de 8 500 livres.

Les cours du zinc n'ont pu se maintenir au-dessus de 500 livres la tonne à Londres. Une firme privée britannique estime la consom-mation mondiale de métal en 1986 à 4,68 millions de tonnes, soit 400 000 tonnes de plus qu'en 1985. Les réductions de production mises en protique durant le second semestre n'ont pas été suffisantes pour ramener l'offre mondiale d un niveou inférieur à celle de

Après avoir poursuivi leur pro-gression, le disponible frolant les 800 livres la tonne à Londres, les cours de l'aluminium ont ensuite flèchi ne conservant qu'une partie de leur hausse initiale. Malgré les récentes amputations de capacité décidées, l'offre mondiale de métal o peu varié par rapport à 1984 : 12,25 millions de tonnes contre 12.46 millions de tonnes. Les prix

des cours du culvre au Metal Exchange de Londres.

DENRÉES. - Dopés par des craintes, peut-être excessives, de raréfaction des variétés de café de bonne qualité, les cours de cette denrée se sont envolés sur toutes les places avec le soutien des achats de convertures des négociants. La sécheresse qui a sévi au Brésil deputs quatre mois dans les régions productrices est responsa-ble de l'emballement du marché.

Il paraît d'ailleurs fort probable que, si la spéculation ne désarmait pos, les quotos d'exportotion prévus par l'accord international cesseront d'exister. La récolte de l'Etat de Sao-Paulo ne représenterait que le quart de la récolte précédente. Dans l'Etat de Parana,

elle serait réduite de moitié. Bres. sacs contre 30 millions de sacs pour lo salson 1985-1986. En revanche, la Colombie, second important producteur mondiol, disposeratt de 12 millions de sacs disponibles.

CÉRÉALES. - Les cours de ble ont été soutenus sur le marché aux grains de Chicago. De mauvaises canditions climatiques auraient affecté les récoltes de certains grands pays exportoteurs. Ainsi, en Argentine, conséquence de pluies diluviennes et d'inondations, la récolte n'atteindrait que millions de tonnes, soit une baisse de 2,3 millions de tonnes. En Australie, la qualité du blé laisserait à désirer en raison de pluies persistantes. La récalte canadienne serait plus importante, en augmentation de près de 2 mil-liont de tonnes, offectée toutefois par un temps humide.

LES COURS DU 19 DÉCEMBRE 1985

MÉTAUX. — Londres (en sterling par tonne): cuivre (high grade), comptant, 985 (969,50); à trois mois, 1006,50 (991,50); étain comptant (8 458); à trois meis (8 460); plomb, 273,50 (268); zinc, 496 (472); ahminium, 748 (730,50); nickel, 2 945 (2810); argent (en pence par once troy), 411 (402). — New-York (en cents par livre): cuivre (premier terme), 63,25 (60,83); argent (en dollars par once), inch. (5,84); platine (en dollars par once), 334,6 (328,9). — Penang: étain (en ringgit par kilo), inch. (29,50).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre): cotton, mars, 61,66 (60,83); mai, 61,27 (60,65). — Sydeney (en cents par kilo), laine peigaée à sec, mars, 612 (616). — Roubañz (en francs par kilo), laine, inch. (49,50).

CAOUTCHOUC. — Kasle-Lumpur MÉTAUX. - Londres (en sterling par

(49,50).

CAOUTCHOUC. — Kunin-Lumpur (en cents par kilo): R.S.S. (comptant), 180 (179,50).

DENREES. — New-York (en cents par tonne): cacao, mars, 2 214 (2 249);

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente) mai, 2 251 (2 290); sucre, janvier, 4,97 (5,08); mars, 5,92 (6,07); café, mars, 225,50 (189,96); mai, 221,65 (193,60). — Loedres (en livres par tonne, sauf pour le sucre en dellars); sucre, mars, 155 (159); mai, 159,60 (163,20); café, janvier, 2 475 (2 080); mars, 2 530 (2 121); caceo, mars, 1746 (1749); mai, 1756 (1759). — Paris (en france par quintai); caceo, mars, 1915 (1929); mai, 1910 (1940); café, mars, 2 702 (2 287); mai, 2 779 (2 350); sucre (en francs par tonne), mars 1 325 (1389); mai 1 360 (1 410). Tonneaux de soja; Chicago (en dellars par tonne), janvier, 145,20 (143,50); mars, 148,90 (145,20). — Loedres (en livres par tonne), fivrier, 127,80 (127,60); avril, 130,50 (128,80).

EREALES. - Chicago (en coma per boisseau) : blé, mars, 342,75 (345,25); mai, 323,25 (321,50); mais, mars, 249 (247); mai, 252,50 NDICES. - Moody's, 937,90 (926,30); Reuter, 1 793,20 (1 778,70). INDICES.

Marché monétaire et obligataire

Dans l'attente d'une nouvelle baisse des taux

L'année 1985 est pratiquement battu tous ses records à 310 milliards de francs environ, en tenant compte de 8 milliards de francs de titres participatifs, contre 244,6 milliards de francs eo 1984. La dernière émission de quelque importance a été celle de la Compagnie nationale du Rhône (CNR) poor 700 millions de francs à dix ans, 11 % de taux nominal et 10,24 % de rendement actuariel. Cet emprunt a été très bien accueilli, bien qu'il soit coté à Lyon où la liquidité est, tont de même, moins abondante qu'à Paris. Les investisseurs institutionnels foot des provisions d'émissions à taux élevé avant la nouvelle baisse des taux qu'ils prévoient pour janvier (sauf si, entre-temps, la Banque de France se voit contrainte de maintenir ou même de relever son taux d'intervention en cas d'attaque sur le

En tout cas, au cours de ce mois de janvier, le marché sera richement alimenté en liquidités, plus de 50 milliards de francs, avec le remboursement de l'emprunt d'Etat de janvier 1980 (12.5 milliards de francs), celui de l'empruot obligatoire de juin 1983 (18 milliards de francs, dont une partie pourrait être réinvestie par les contribuables qui en sont bénéficiaires), les conpons et amortissements semestriels des obligations indemnitaires (CNI, CNB, etc.) les coupoos du 41/2% 1973 et dn 7 % 1973, plus d'aotres coupons et, fin janvier, le produit des primes d'assurances, abondant en début d'année.

terminée sur le marché obliga- sor (plus de 40 milliards de «lignes de substitutioo» couvrant taire français où le montant des francs) mais une aubaine pour les le risque de non-renouvellement émissions brutes aura, à nouveau, emprooteurs, colamment ce des billets à l'échéance si le marmême Trésor, qui pourrait en profiter pour émettre sans tarder un nouvel empruot, les choses risquant de se gater en février et mars, période électorale peu favorable aux opérations financières. Ajoutons que la période s'étendant après le 16 mars 1986 pourrait elle aussi n'être plus très favorable, au cas où la cohabitation serait difficile et le climat social trop alourdi.

La semaine qui vient de s'écou-

ler a vu le très vis succès des premiers « billets de trésorerie » nom français do Commercial Paper américain, lancés officiellement le mercredi 18 décembre après la promulgation de loi leur donnant une existence juridique. Les « billets » ont une durée comprise entre dix jours et six mois avec un montant mioimum qui a élé ramené de 10 millions de francs, envisagés initialement, à 5 millions de francs, montant auquel sont fixés désormais les certificats de dépôts émis par les banques au lieu de 10 millions de francs précédemment, les bons des institutions financières spécialisées (Crédit foncier de France, Crédit national, CEPME, SDR) et les bons do Trésor en compte courant. On sail que le prélèvement fiscal sur les revenus de ces divers instruments financiers est uniformément fixé à 33%.

Le succès des billets de trésorerie est dû esseotiellement à leur courte durée et à leur souplesse pour les émetteurs dispensés, pour une part, de recourir aux erédits des banques, qui doivent, toute-

Une lourde charge pour le Tré- fois, consentir à ces émetteurs des ché est trop défavorable.

Cette semaine, on a vu se manifester Pechiney (300 millions de francs avec la Société générale), Total (100 millions de francs avec le BAFIP), Fiat France (50 millions de francs avec Uni Crédit-Crédit agricole), Mercedes France (40 millions de francs avec la Société générale). Pernod-Ricard (20 millions de francs avec le Crédit lyonnais). Peugeot (pour 100 millions de francs). Les taux pratiques se sont établis légèrement au-dessons du taux du marché monétaire (9% à 91/8) pour des durées de dix jours à un

Ce nouvel instrument permet aux entreprises d'accéder directement sinon au marché monétaire, réservé dorénavant aux banques (marché interbancaire), du moins ses taux, sans être obligés de passer par les SICAV court terme, pour placer leur trésoreria, ou d'obtenir des banques des crédits «spot», accordes, il est vrai, à des taux très « tirés » TMM + 1,8 % ou même 1/16° de

Pour les banques, il y a là un risque de «désintermédiation», bien que, dans l'immédiat, le montant des billets de trésorerie doive être limité à 10 ou 15 milliards de francs d'en-cours, comparés à 1000 milliards de francs de crédits à court terme. En Suède, depuis sa création en avril 1983, le papier commercial en est venu à représenter 15 % de tous les crédits accordes aux particuliers et aux entreprises.

F. R.

Le Monde

SELON LA SOFRES

La défiance des Français à l'égard de la politique s'accentue

moins confiance aux institutions et aux discours politiques. C'est ce qu'indique un sondage réalisé par la SOFRES pour le Nouvel Observa-

D'après cette enquête effectuée du 2 au 5 décembre auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, les valeurs auxquelles les Français accordent le plus volontiers leur confiance sont: la famille (92 %), les études (85 %), le travail (84 %), le progrès (83 %), le mariage (74 %), l'avenir (69 %) et la patrie (67 %). Et toates ces valeurs sont en hausse par rapport à une précédeate caquête de la SOFRES réalisée en 1982. L'idéal politique, es revanehe, est une valeur en perte de vitesse : elle la confiance que de 25 recule de 3 points, et seulement personnes interrogées.

Les Français se montrent de plus attachés aux valeurs tradi-tionnelles, mais font de moins en 47 % qui émettent le sentiment

Les institutions politiques, les partis et les syndicats ne sont pas épargnés par cette baisse. Seuls, le maire, les conseils municipaux, généraux et régionanx, les institu-tions de la V République, l'adminis-tration, bénéficient encore de la confiance de la majorité des Francais, en dépit de baisses variant de l à 5 points. Le président de la Répu-blique (49 % de confiance, 37 % de méfiance) et le premier ministre (45 % de casfiasce, 37 % de défiance perdent respectivement 11 et 9 points. Quant aux hommes et aux partis politiques, en général, en recul de 4 points, ils ne jouissent de la confiance que de 25 % et 18 % des

M. Mitterrand en meeting chez MM. Fabius et Maurov

M. François Mitterrand partici-pera, le 17 janvier, à une réunion publique as Grand-Quevilly, commune située près de Rouen, dont le premier adjaint as maire est M. Laurent Fabius. Le président de la République, qui sera accueilli par son premier ministre (lequel conduit la liste socialiste aux élections législatives on Seine-Maritime), devrait

M. DOUBIN

ET LES DIFFICULTÉS DU MRG

M. François Doubin a troqué sa casquette de numéro 2 du géant Renault pour la présidence de plus modeste MRG il y a près d'un an. L'expérience des négociations à la Régie avec les partenaires sociaux lui a servi dans les discussions qu'il a eues avec le PS pour préparer les scrutins de mars.

Toutefois l'accord signé avec son partenaire traditionnel ne recueille pas un assentiment général dans les rangs des radicaux de gauche : la dissidence de M. Bernard Charles, député sortant du Lot, qui entead PS conduite par M. Martin Malvy. secrétaire d'État chargé de l'éner-gie, a provoqué la démission de M. Jacques Lévy de ses fonctions de président de la fédération sud du MRG, qui regroupe l'ensemble des départements du Grand Sud-Ouest, région où le MRG a sa plus forte

Outre ses difficultés internes, M. Doubin duit affronter la fronde des socialistes arnais, qui lui contestent la tête de liste que les accords nationaux prévoient de lui donner.

M. FRANCOIS DOUBIN

invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. François Doubin, préside on Mouvement des radicaux de gauche, sera l'invité de l'émission hebdomaduire hebdomadaira «Le grand jury RTL-le Monde», dimanche 22 décembre, de 18 h 15 à 19 h 30. M. Doubin, qui a été désigné pour conduire use liste commune PS-MRG dans POrne sux éloc-

tions législatives ut qui avait conduit la liste ERE sux élections européemes de 1984, répondra sux questions d'André Passerou et Anne Chauschourg, du Monde, et de Dominique Pennequin et d'habelle Torre, de RTL, le début étant dirigé per Heuri Marque.

y prononcer un discours de politique générale.

Le ebef de l'Etat se readra d'autre part à Lille (Nord), ville dont M. Mauroy est le maire, à deux reprises. Il y fera connaître, le 20 janvier, ea eumpagnia de M^{ss} Thatcher, lequel des projets de liaison transManche aura été retenu par les deux pays.

Il devrait également prononcer un discours dans le courant du mois de février, ancune date précise a'ayant êté fixée. Le Parti socialiste profitera de cette occasion pour y lancer un banquet dans les locaux de la Foire internationale de Lille.

M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, a commenté en ces termes, dans le Quotidien de Paris, l'annonce des meetings de M. Mitterrand: Je comprends le besoin qu'a ressenti François Mitterrand de conforter son premier ministre, quand tout le monde reconnaît qu'il est affaibli et déstabilisé. Mais, plus il se manifestera comme chef de campagne, plus il lui sera difficile de se pretendre chef politique au-dessus des péripéties électorales ; plus difficile encore pour lui de se maintenir en cas d'échec de la gauche; ceci renforce la thèse de ceux qui prévoient une cohabitation difficile à vivre. .

SESSION EXTRAORDINAIRE **DU PARLEMENT**

La demière session extraordinaira de la législature a, constitutionnellement, pris fin lu ven-dredi 20 décembre à minuit. Mais l'Assemblée nationale comme le Sénat ont poursuiv leurs travaux, le président de le République ayant, dans l'aprèsmidi même, signé un décret convoquant la Parlement en

A l'ordre du jour de celle-ci, figurent tous les projets qui faute de temps, n'ont pu être adoptés définitivement, à l'exception de celui concernant la biologia vétérinaire, de celui créant des chambres adjointes au Conseil d'Etat et de celui sur l'amenagement du temps de travail. M. André Labarrère, ministre délégué aux relations avec le Parlement, n'a pas exclu la possibilité d'une autre session extraordinaire consacrée à ce demier projet, qui oppose si du-rement socialistes et commu-

FOURRURES DU NORD

dimanche 22 décembre

NOS 2 Nos 2

En Roumanie

Les étranges gesticulations de M. Ceausescu

Il n'a jamais été très facile de s'y retrouver à travers les méan-dres de la politique personnelle de M. Nicolae Ceauseccu, mais son comportement et ses déciplexité plus grande encore.

La semaine demière, son ministre de la défense, le général Olteanu, était reçu à Moscou avec des égards tout particu-liers. Quelques jours plus tard, il était relevé de ses fonctions, et l'agence officielle Agerpres vient d'annancer ea naminatlan comme administrateur de la capitale, Bucarest. Cette affectation illustre apparemment lu souci désormais proclamé par le président Cesusescu d'accroître le rôle de l'armée dans « la vie sociale et politique et le dêveloppemant éconamiqua » du pays. Maia, dans la méma temps, le président Ceaus lancé un appel, plutôt inattendu de sa part, à une collaboration accrue avec les armées du pacte de Varsovie et une «améliora-tion constante de la capacité combative da l'armée (raumaine) », tant que subsistera le danger d'une « agression impé-rialiste ».

Les Raumains, depuis au moins une vingtaine d'années, n'ont pourtant pas cessé de trai-ner les pieds dans le peloton des alliés de Moscou. Ils se sont constamment opposés à ce que

des manœuvres communes se déroulent sur laur territoire, n'ont participé aux exercices communs qu'en envoyant des officiers d'état-major et, l'hiver darniur, ils ant plaide (sana succès) pour que le traité de Varzovie na soit renouvelé que pour dix ans. Surtout, its ont toujours proclamé leur volonté de voir réduites les dépenses militaires du pacte.

Dès 1983, M. Ceausescu evait proclame un « gel » des dépenses militaires roumaines, et le budget 1986, qui vient d'être rendu public à Bucarest, prévoit una réduction symbolique des dépenses de défense (12,2 mil-liards de lei contre 12,3 pour l'année qui s'achève). Ces chiffres n'ont certes qu'une valeur très relative, les budgets militaires des pays socialistes ne reflétant que très approximative-ment leurs dépenses réelles. Mais - toujours symboliquement - l'URSS a, elle, augmenté cette année son budget militaira.

Que fait donc, dans la réalité. M. Ceausescu? Qui paie-t-il de mots? Ses alliés, par un discours vigoureusement unitaire, au moment même où il recevait secrétaire d'Etat jeméricain. M., George Shultz? Les Occidentaux, qui prêtent d'ailleurs un intérêt faiblissant aux eincar-

tadua > plus ou mains de mal à supporter les résultats de vingt années de chrillantes réalisations > ? Selon des informations recueillies par la Frank-furter Aligemeine Zeitung, des paysans du Banat ont récemment tente de s'emparer de magasins de blé de l'Etat, et il y aurait eu des fusiliades et des

Cela n'a, en tout cas, pas empêché le maître du pays -que l'on dit gravement malade, mais qui déplois à nouveau, depuis quelques semaines, une im-posente actività - d'exalter les remarquables réalisations des pays de l'Est. « qui constituent des arguments particulièrement convaincants de la supériorité du socialisme per rapport au capite-lismes. Il l'a fait à l'occasion d'une récente rencontre à Bucarest des secrétaires du parti chargés de la propagande et de l'idéologie dans les divers pays du bloc. M. Ceausescu en a profité paur recommander une r propagande plus agrassiva à l'égard de l'Occident ».

LE SORT DE WESTLAND

L'offre européenne est supérieure à la proposition américaine

Londres (AFP). - Quatre firmes aéronautiques européennes ont présenté, le vendredi 20 décembre, une offre de reprise de participation dans la société britannique d'héli coptères Westland, dont le montant est supérieur à l'offre concurrente des Américains (Sikorsky) alliés aux Italiens (Fiat).

La Lloyds Merchant Bank, à Loudres, qui représente les intérêts des Italiens (Agusta), des Allemands de l'Ouest (Messerschmitt), des Français (Aérospatiale) et des Britanniques (British Aerospace et General Electric Company), a indiqué que l'offre était de 37 millions de livres (enviros 407 millions de francs) as total. La veille, les Américains et les Italiens avaient officiellement pro-posé une offre d'achat de 30 millions de livres (environ 330 millions de francs).

Si, à ces deux offres, on ajoute l'effort consenti, d'autre part, par les actionnaires de Westland et diverses banques britanniques, la proposition du consortium européen s'élève à 73,1 millions de livres et celle de ses rivaux américains à 72,2 millions de livres. C'est en principe à la mi-janvier que l'assemblée générale extraordinaire de Westland choisira entre ces deux formules, compte tenu de fait que chacun des groupes candidats à la reprise de la société britannique lui propose de lui appor ter des heures de travail.

Westland a perdu en 1985 environ 98,7 millions de livres et affiche des dettes de 92 millions de livres.

de 10h. à 19h.

100, Av. Paul-Doumer

(angle rue de la Pompe)

PARIS 16°, mº Muette

LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE DE L'ÉTAIN

Et si on supprimait le London Metal Exchange...

La suspension des cotations de l'étain, en vigueur depuis le 24 octobre, sera prolongée jusqu'au 13 jauvier 1986, a amoncé le 20 décembre Je LME (London Metal Exchange), qui prendra à cette date une décision sur la suite à donner aux contrats passés, considérant que la situation actuelle « ne peut être tolérée au-delà du 31 janvier ». Quant au Conseil international de l'étain, il a ajourné le 20 décembre sa réunion de crise

de Bourse des métaux londonienne (Logdon Metal Exchange) : trois mitiales qui tintent désagréablement. aux arcilles des « traders » en métaux non ferreux depuis la crise de l'étain (le Monde du 26 octobre). Une crise dont d'autres secteurs craignent la contagion, en particu-lier l'aluminium. M. Georges Yves Kervern, directeur de la branche président de l'Association européenue de l'aluminium (à compter du la janvier prochain), ne mâche pas ses mots. . Le LME a est plus un mécanisme crédible. Si on se figit à ses cours actuels, on fermerait toutes les capacités euroéennes d'électrolyse. »

Chiffres et courbes à l'appui, sont bas, les prix aussi.

Sans parler d'une éventaelle

um de Pechiney, et nouveau Pour être fondée, la critique de M. Kervern e'en est pas moins inté-

M. Kervern démontre que le LME n'est plus en phase avec le marché. Autant jusqu'à maintenant le niveas des cours était enhérent avec celui des stocks (plus les stocks sont élevés, plus les cours sant déprimés), autant, depuis début 1985, rien ne va plus. Les stocks

manipulation d'un mécanisme qui a'offre guère de garde-fous, M. Ker-

pour la reporter au 14 jauvier. LME : trois initiales synonymes vern caustate simplement que du intervenir. Plus tard, à 16 h 37,

l'importance accordée à la cotation, un quatrième feu a éclaté dans ce du LME u'a guère de rapport avec quartier au 18, rue Godot-de-le volume des transactions physiques Mauroy. Faut il voir là l'œuvre d'un qui s'y effectueut : quelque 100 000 tonnes depais le début de 1985, soit moins de 1 % de la consommation mondiale estimée à une donzaine de millions de tonnes pour 1985. En revanche – et c'est bien là cù le bât blesse – le LME danne lieu à des transactions « papier » qui équivalent à une banne treataise de millioss de tonnes sur le marché à terme.

ressée. Pechincy dispose on effet de son propre indice, le PIP (prix indé-pendant Pechincy), fondé sur son valume de trassactions de 500 000 tonnes avec ses clients -» bien plus réaliste que le LME « et publié régulièrement depuis mai-1984 par le Métal Bulletin, la publication quasi officielle des métaux non ferreux - Au cas où le méca nisme artificiel des marchés de Lon dres ferait défaut, le PIP pourrait très bien constituer une alterna tive » suggère M. Kervern.

Place de la Madeleine, à Paris

INCENDIE CHEZ FAUCHON: la présidente de la société et sa fille brûldes vives

Paris, vendredi 20 décembre. 13 beares : chez Fruchon, M= Josette Galliemino Pilosoff, M= Josette Galliemmo Pilosofi, PDG de cette épicerie de luxe, et sa fille Nathalie déjennent dans leur appartement, à proximité de la can-tine du personnel, sise rue Vignon. Soudain, des cris et une famée opaque : le feu vient d'envahir tous les étages. Un cuisinier s'enfuit per une fenêtre, en équilibre sur le rebord: » Ne sautez pas ! », hurlent des passants et une partie des deux cents saltriés massés dans la rue. Les pompiers – et leurs échelles – du premier groupement, sons l'autorité du lieutenant – colonel Jean-Marie Winnie

sinca: --

B 6 2 22 2 2

mark to the or

Bertier du 1

5 mm 14 11

EI - 267 - 746

2.2

no notice of

Dr. A. S.

g Harris . 1

er Hererak !

Trans. 77

Secretary?

profession of the Paris

2017 4 74.22

projects of the Sa

THE WATER THE

25 (18 25 25 25 5 FE

fight to decide

e 3 % : " **

gut fembar

ಆಯ ಸಾ ಚಿತ್ರಿಗ

A STATES AND

armera and

prine sell

tette lige sie

Section 4 (19)

and the months

m: in the

my dan in the

STATE I TO A B

+ Nº - 27- 1-40

BERGERE ST. M.

TOTAL 21 100

200 to 1200

133222 : 30M

ion big

fester de ge

The other

The state of

South and the

2 7 th. 7

なっとって 素 無

-

Manual Manual

Total Comme

for the continue

The state

Meble .. .

The same

2 d'aggrate

E en Afrin

E CORDANA

There is a

west copend

n de mesan

dere crael

guer coren

Sizi = inte

Office Substitutes

missinic incein

Signe Clares

Tienters se

weight of the sections

Benetienent

Wedi, in Zime

k 11.72m

the Lewiston e

to de mare

P. de Ober

de ces ferreit

ya moment

#africaine e

welle incurving

an communic

A section 3:

d refugice P

Mi dertier, ai

guent sarin c

Valricain de

Manual Manual

menace d'

teapes as Z:

Miciations &

beiene par Pr

Mrique austri

mentent menac

el c bend

figies dans

ecotive, s'ens

He aux cos

Le Rouves

da, aue bic

stion interior

4 Solidarite La viole ace Mr. Bot an pines son

live nos informa

heam peut il

Pays voising C

≷do Sud.

ETT'S TREES

2

Rosier, viennent d'arriver. L'immeuble de la rue Vignon est sinistré : plus d'escaliers, plus de rambardes. Du rez-de-chaussée, les flammes ont gagné la toiture à une rapidité folle. Le foyer est né sous un porche intérieur, au pied de la motocyclette appartement au respon-sable de la gastronomie, à côté de la colonne de conduite de gaz, eu plomb. Effet de torchère immédiat... et panique. An bout du drame, deux victimes : la présidente, âgée de soixante et un ans, et sa fille de vingt-deux ans ; dix blessés, dont l'un gravement intoxiqué, et un entre brûlé. Trois pompiers égale-ment ont été blessés.

Trois autres sinistres

Il y a huit ans, presque jour pour jour, le 19 décembre 1977, Fauction était victime, d'un attentat à la bombe. Mais ce 20 décembre 1985, nulle explosson et nulle trace de bombe. C'est du moins le premier constat des enquêteurs. Une coînca-dence troublante retient toutefois l'attention. Ce même jour et dans le même périmètre, à proximité de la place de la Madeleine, trois incen-dies se sont déclarés en une demibeure. En effet, au 4, rue Riche-panse, à 12 h 36, au 7, rue Vignon, à 12 h 56, et au 14, rue de Castiglione. à 13 h 12, les pompiers de Paris ont pyromane qui aurait rodé pendant l'après-midi aux alentours de la

EXPLOSION DANS UNE RAFFINERIE A NAPLES : DEUX DISPARUS SOIXANTE-DIX BLESSÉS

Une très violente explosion a ravagé, ce samedi 21 décembre à 5 h 10, une raffinerie située dans la banlieue de Naples. Le premier bilan fait état de deux disparus et de près de soixante dix blessés.

Scion les premières constatations des pompiers, l'explosion pourrait être accidentelle. L'incendie s'est rapidement propagé, enflammant les ydrocarbures contenus dans les ngt-quatre réservoirs. Cette raffinerie appartient à la firme AGIP, dépendant de l'ENI, holding pétroher d'Etat. - (AFP.)

NOUVELLES BRÉVES

• Un journaliste palestinien - Le corps de Hassan Abdel Halim, journaliste palestinier dispara en octobre dernier, a été retrouvé, le vendredi 20 décembre, n Cisjordanie, non loin de Ramallah. Agé de tente-sept ans, reporter au quotidien Al-Fajr, Abdel Halim enquêtait sur des ventes fraudu-leuses de terres à des colons israéliens lorsqu'il a disparu. Selon des journalistes palestiniens, le corps aurait été troavé - muilé .. -- (AFP.)

· Le conflit budgétaire euron. - Le conseil des ministres des Dix a décidé de porter devant la Cour de justice earopéenne de Luxembourg le conflit qui l'oppose au Parlement de Strasboarg à propos du projet de budget communautaire pour 1986 (le Monde des 14 et 20 décembre). Il considère, en effet, le budget voté par le Pariement comme trop élevé et illégal. Le vote da conseil des ministres a été acquis par 7 voix (France, RFA, Royaume-Uni, Belgique, Danemark, Luxembourg et Pays-Bas) contre 3 voix (Italie, Irlande et Grèce)

Le numéro du « Monde » daté 21 décembre 1985 a été tiré à 470870 exemplaires

· Relèvement des retraites des cadres. - Le conseil d'administration de l'Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC) a décidé, le vendredi 13 décembre, de porter la valeur du » point » (les retraites sont calculées en points dont le nombre dépend du salaire et de la durée de cotisation) à 1.867 F au 1 janvier 1986 et à 1,885 F au 1 juillet, ce qui représentera pour l'année prochaine une augmentation de 3,4 % par rapport à 1985, correspondant à la hausse des

· Accord des. Douze sur les quotas de pêche pour 1986. - Les douze pays de la CEE élargie se som mis d'accord, dans la aunt du vendredi 20 au samedi 21 décembre à Bruxelles, sur les quantités de pois-sons à pêcher en 1986 dans les caux communautaires, après de laborienses négociations. Les ministres de la pêche ont fixé pour la première fois des quotas pour l'Espagne et le Portugal, dont l'entrée dans le Marché commun sera effective le 1ª janvier 1986. Les discussions ont été readnes ardues par la baisse du total des poissons qui pourront être cap-turés (sauf pour le hareng) en rai-son de la diminution des stocks. - (AFP.)

Les actionnaires de l'Agence centrale de presse (ACP) ont ap-prouvé, jeudi 19 décembre, lors d'une assemblée générale extraordinaire, une nouvelle augmentation de capital l'associant à l'AGEFL éditrice du quotidien la Tribune de l'économie. Un protocole d'intentions en ce sens avait été signé le 7 novembre dernier (le Monde daté 10-11 novembre).

Le montant de cette augmenta tion, qui s'élève à 1,04 million de francs et porte désormais le capital de l'ACP à 6252000 F, est réservé à la Société d'édition économique, financière et politique (SEFEP), principalu actionnaire de l'AGEFI La SEFEP acquiert ainsi 20,28 % du montant total du nouveau capital de l'ACP. MM. Bruno Bortez et François Reingold, respectivement PDG et directeur général adjoint du groupe AGEFI-Tribune de l'économie-Vie française, ont été cooptés comme administrateurs.

Le nouveau capital de l'ACP se répartit ainsi : presse écrite, 62,7 % (dont la SEFEP 20,28 %) : RTL. 14.4 %; RMC, 14.4 %; Caisse des depots et consignations, 8,3 %.

CDEFGH

115 à 119, rue La Fayette

PARIS 10°

pres Gare du Nord